

Etude sur l'Organisation Judiciaire

DE

L'INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Novembre 1909, à 1 h. 1/2

PAR

André ORDONNEAU

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Président : M. LESEUR *professeur.*
Suffragants { MM. BARTIN, *professeur.*
 TISSIER, *professeur.*

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni ~~ex~~proba-
tion aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Etude sur l'Organisation Judiciaire

DE

L'INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Novembre 1909, à 1 h. 1/2

PAR

André ORDONNEAU

Avocat à la Cour d'appel de Paris



Président : M. LESEUR *professeur.*
Suffragants { MM. BARTIN, *professeur.*
 TISSIER, *professeur.*

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Etude sur l'Organisation Judiciaire

DE L'INDO-CHINE

INTRODUCTION

Nous avons essayé de réunir les textes relatifs à l'organisation judiciaire depuis notre occupation en Indo-Chine. Nous en avons poursuivi l'étude détaillée en nous efforçant de montrer son développement progressif à mesure que notre colonie prenait une plus grande extension et que son essor commercial attirant les étrangers même dans des points éloignés à l'intérieur, rendait nécessaire une administration de la justice plus rapide et plus souple.

En Indo-Chine l'organisation judiciaire, qui, dans ses grandes lignes, est identique à celle de la Métropole, possède un caractère qui la différencie cepen-

dant nettement. C'est l'institution du juge unique en première instance. Seul le tribunal de Saïgon rend ses jugements à trois. Il semble que le système du juge unique soit, sous peu, fortement battu en brèche. Il est question en ce moment, sur la proposition de M. Michel, procureur général, chef du service judiciaire en Indo-Chine, d'assimiler sur ce point les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong à celui de Saïgon. C'est le système de France admis pour les trois grands centres indo-chinois. C'est un surcroît de garanties que l'on veut donner aux justiciables en faisant étudier leurs litiges par trois magistrats.

Les autres tribunaux de l'intérieur, qu'ils soient tribunaux de première instance ou justice de paix à compétence étendue, paraissent destinés à rester avec le juge unique. Ils ont relativement peu d'affaires et leur transformation en tribunaux identiques aux nôtres serait une source de dépenses hors de proportion avec les services rendus. Au fond ce sont des tribunaux de paix à compétence étendue si ce n'est pour quelques-uns la présence d'un procureur de la République nécessaire dans ce pays où l'action publique doit se faire sentir d'une manière rapide et efficace.

Nous trouverons d'autres différences entre l'organisation judiciaire de la Cochinchine et celle de la Métropole, nous les signalerons au fur et à mesure qu'elles se présenteront. Mais la plus typique est bien

celle dont nous venons de parler et qui différencie nettement l'Indo-Chine de la France ; ce système est, du reste, érigé en principe dans nos colonies.

Nous allons tout d'abord étudier l'organisation judiciaire de la Cochinchine. C'est cette colonie qui fut le point de départ de notre établissement en Extrême-Orient. Nous examinerons la constitution des tribunaux français existant à côté de la justice indigène qui finit par être supprimée en 1880 et dont les tributaires rentrèrent alors dans le ressort de ces tribunaux. Nous continuerons alors l'étude des juridictions françaises pour arriver à leur forme actuelle.

Nous devrions ensuite, si nous nous en référons aux dates de notre occupation, commencer l'étude des pays de protectorat par l'examen de l'organisation judiciaire du Cambodge, mais il nous a paru préférable d'aborder immédiatement après la Cochinchine celle des juridictions de l'Annam-Tonkin. Ce pays géographiquement et ethnologiquement forme un tout avec la Cochinchine qui n'en a été détaché administrativement que par nous. Ce sont les mêmes mœurs, les mêmes coutumes, la même race. Les tribunaux indigènes qui fonctionnent en Annam-Tonkin sont à peu de chose près ceux qui fonctionnaient avant l'assimilation des deux justices en Cochinchine.

Ensuite nous passerons au Cambodge ; tribunaux indigènes et européens ; puis au Laos. Enfin nous

dirons quelques mots du territoire de Quang-Tcheou-Ouan.

Puis nous ferons suivre cette étude d'un coup d'œil rapide sur l'organisation actuelle des auxiliaires de la justice, officiers publics, officiers ministériels, officiers de police judiciaire, dont les attributions sont à peu près les mêmes qu'en France, mais dont l'organisation est très différente.

Enfin nous aborderons les questions relatives au personnel judiciaire (magistrats) : nomination, coutume, traitement, et son recrutement qui fait l'objet en ce moment de vives discussions.

Première Partie

LA COCHINCHINE

CHAPITRE PREMIER

L'établissement de la justice française en Cochinchine. — La période intermédiaire. — De notre entrée en Cochinchine au décret du 25 juillet 1864.

Au moment où nos troupes pénètrent dans le territoire de la Cochinchine s'ouvre une période pendant laquelle la justice va être réglée par des décisions, des arrêtés pris suivant les besoins du moment. Au début, on ne trouve que des ordres réglementant la justice militaire ordinaire, puis les indigènes et les Européens dans leurs conflits entre eux ou avec des indigènes. Mais ce sera une distribution provisoire de la justice. Cette période s'étend depuis le débarquement des troupes du corps expé-

ditionnaire le 31 août 1858 jusqu'à la promulgation du décret du 25 juillet 1864 rendu sur la proposition de M. de Chasseloup-Laubat, ministre de la Marine et des Colonies, par Napoléon III. Nous pouvons appeler cette période : intermédiaire.

Il fallut assurer la distribution de la justice au moment où les troupes débarquèrent en Cochinchine. Mais c'est uniquement la justice militaire qui va régner sur le pays. Des conseils de guerre sont institués pour les marins et les soldats. Le 16 mai, lorsque fut proclamé l'état de siège par l'amiral Charner, cette justice seulement répressive fut appliquée à tous les habitants des territoires occupés.

Le 12 mars 1882 l'amiral Bonnard institue un tribunal répressif pour juger les Asiatiques rebelles : « Tous les accusés de rébellion, Annamites ou Chinois, dit l'ordre du 13 mars, seront jugés de la manière suivante : l'inspecteur des affaires indigènes ou un directeur instruira l'affaire, l'instruction sera remise au directeur supérieur des affaires indigènes pour la province de Gia-dinh et au commandant de la province pour les autres localités. Celui-ci conclura à la culpabilité ou à la non-culpabilité des accusés en contrôlant autant qu'il le jugera convenable les investigations de l'officier qui aura fait l'instruction. Le directeur supérieur des affaires indigènes ou le commandant réunira trois personnes : lettrés, notables ou chef de cantons désignés comme

juges pour l'application du texte de la loi contre le crime de rébellion. Il leur posera cette question :

« En quoi le nommé X., coupable du délit de rébellion tombe-t-il sous le coup de la loi ?

« La peine appliquée par la loi annamite en cas de rébellion, au coupable jugé, sera la peine à laquelle il sera condamné. » Un peu plus loin l'ordre indique comment seront désignés les jurés de cette sorte de cour d'assises. Trois lettrés, chefs de cantons ou notables offrant des garanties de fidélité, seront choisis par le commandant de la province où ce tribunal devra fonctionner, sauf approbation du commandant en chef.

Mais quand la conquête fut rendue définitive, une pareille organisation ne pouvait suffire. Des sujets français, des Européens avaient besoin d'une justice pour les protéger eux et leurs biens. Lorsque la paix fut signée le 31 mai 1862 le pays était en pleine anarchie, tous les mandarins et lettrés avaient disparu, abandonnant leurs fonctions. Nous avions ce pays à réorganiser ; il fallut lui donner une administration pour suppléer aux anciens administrateurs morts, en fuite, ou nous refusant les services qu'ils rendaient à la Cour d'Annam. L'amiral Bonnard essaie de recourir tout d'abord aux offices d'indigènes de bonne volonté. Il veut respecter les coutumes du pays. C'est dans cet esprit qu'est rédigé l'ordre du 31 mai 1862 : « Les indigènes et les Asiatiques des

différentes nationalités sont jugés par leurs juges naturels suivant leurs lois et coutumes, avec droit de contrôle, recours et évocation à l'autorité française. » Ce sera la juridiction militaire qui tranchera en dernier ressort. Le même système a été institué pour les Chinois et autres Asiatiques résidant à Cho-leu. Ils sont directement administrés par l'inspecteur des affaires chinoises de cette ville assisté par les premiers du conseil des chefs de congrégation de Cho-leu (décision du 12 août 1862).

L'amiral Bonnard procède d'une façon analogue pour l'administration. Les populations indigènes sont administrées sous l'autorité du commandant en chef par des administrateurs indigènes « ayant autant que possible les mêmes attributions que sous le gouvernement annamite. Ces fonctionnaires gardent les mêmes dénominations de Phu et de Huyen, rendent la justice, font la police du territoire en dehors des postes militaires... L'inspecteur des affaires indigènes a sous l'autorité du commandant de la province les attributions du chef de la justice (Quan-an) pour les causes mal jugées par les premiers juges (Phu-Huyen) ».

Jusqu'à présent le commandement ne s'est occupé que des militaires et des indigènes. Un ordre du 4 juillet 1862 va régler la procédure pour les Européens. Toute plainte, toute dénonciation en matière civile ou commerciale sera déposée au bureau des affai-

res européennes où l'officier investi des fonctions judiciaires tentera de concilier les parties. S'il échoue, le procès commence et le juge pourra s'adjoindre « deux habitants à titre de collaborateurs ou de conseils dans le dépouillement ou l'appréciation de certaines parties techniques des litiges commerciaux » (1).

Les jugements sont revêtus par l'officier juge de la formule exécutoire et ne deviennent obligatoires que s'il n'est pas fait appel devant le directeur des affaires civiles.

Le système préconisé par l'amiral Bonnard ne devait pas réussir. Les Annamites, qui acceptaient d'être nos collaborateurs surveillés par des agents français, n'étaient que des aventuriers détestés de la population. Aussi leur concours fut-il néfaste à la cause de l'ordre. Au moment où l'amiral Bonnard quitte la Cochinchine la révolte est sur le point d'éclater. Son successeur, l'amiral de La Grandière, va adjoindre des officiers français à tous les administrateurs indigènes. Il veut un contrôle certain et efficace. Au fond il maintient le personnel indigène, mais le met en tutelle.

Une décision du 12 septembre 1863 règle les pouvoirs judiciaires du Quan-an (2) : « Le Quan-an ins-

1. *Bulletin officiel de la Cochinchine*, 1862.

2. Voir page 53.

truira et jugera toutes les infractions qualifiées délit par le Code pénal, commises par des indigènes. M. le chef de l'office général de police jugera toutes les infractions désignées sous le nom de contravention dans le même Code ainsi que les vols de peu d'importance pouvant être jugés sur-le-champ, désignés par les articles 401 et suivants du Code pénal, c'est-à-dire les vols non spécifiés, les larcins, les filouteries et les tentatives de même délit. Le Quan-an jugera comme juge de paix les contestations entre indigènes pour une valeur de 500 ligatures, il soumettra l'affaire à l'autorité supérieure par un rapport lorsque cette valeur dépassera 500 ligatures.

« Les contestations entre Européens et indigènes seront portées devant le Quan-an lorsque la plainte sera faite par un Européen et devant le bureau européen lorsqu'elle sera faite par un indigène. Si les deux parties viennent d'un commun accord soumettre leur différend à la justice, l'affaire instruite de concert par les officiers des deux services sera soumise à la décision de M. le Directeur des affaires civiles s'il y a divergence d'opinion.

« Le Quan-an instruit comme officier de police judiciaire en matière criminelle vis-à-vis de la population indigène, et, quand il a une conviction arrêtée sur le degré de culpabilité des prévenus, il adresse un rapport circonstancié à l'amiral, demandant un ordre portant jugement dont il écrit les considérants et les

conclusions. L'amiral appréciera s'il doit approuver simplement ou faire juger les accusés par un conseil de guerre.

« Le Quan-an a le droit de requérir directement du chef de la police ou de son délégué les employés de la justice dont il aura besoin. Toute instruction poursuivie contre un indigène dans la ville de Saïgon et dans l'arrondissement de Binh-Duong doit lui être remise à moins d'ordre exceptionnel émanant de l'état-major général. Il doit communiquer tout règlement d'ordre public à M. le chef de l'office général de police qui, à son tour, lui donnera connaissance des arrestations à faire dans les environs de Saïgon lorsque les circonstances le permettront.

« Les pouvoirs judiciaires du Quan-an seront ceux de MM. les inspecteurs des affaires indigènes dans le territoire qu'ils sont chargés d'administrer. »

Un peu plus tard la population chinoise est à son tour réglementée au point de vue judiciaire. « Un tribunal des chefs de congrégations de Saïgon appréciera, lorsqu'il y sera invité par le Quan-an, les contestations pour affaires commerciales entre Chinois de Saïgon... Les décisions sont soumises à l'approbation de l'autorité judiciaire indigène. »

Mais ces réglementations sont insuffisantes, il devient nécessaire de créer un tribunal d'appel pour la justice française, c'est l'œuvre d'une décision du 26 mars 1864 instituant provisoirement à Saïgon un

tribunal supérieur qui connaîtra de tous les appels de jugements rendus par le chef de bureau judiciaire en matière civile et commerciale. Ce tribunal est composé uniquement de militaires, comme d'ailleurs tous les autres rouages judiciaires intéressant les Européens.

Le colonel commandant les troupes est président assisté d'un capitaine d'infanterie coloniale et d'un commissaire de marine. Un sous-officier fait fonction de greffier. A ce degré de juridiction se borne le cours de la justice en Cochinchine, la décision du 26 mars 1864 spécifie en effet que « les arrêts rendus par ce tribunal d'appel ne seront pas susceptibles de recours en cassation. »

C'est par cette dernière décision que l'on peut considérer comme close la période intermédiaire. Jusqu'à présent des ordres et des décisions du chef du corps expéditionnaire, puis du gouverneur ont réglé le cours de la justice ; maintenant avec le décret du 25 juillet 1864 va intervenir une organisation émanant du gouvernement français. Le gouvernement français comprend qu'il est temps de protéger nos nationaux et les Européens en Cochinchine d'une façon plus efficace et plus conforme à notre législation, maintenant que notre occupation paraît fermement établie. La Cochinchine va avoir des magistrats et non plus des soldats temporairement magistrats.

CHAPITRE II

Les deux justices

La justice française et la justice indigène
du 25 juillet 1864 au 3 avril 1880

Avant d'aborder l'étude des différents décrets réglementant l'organisation judiciaire, il convient de se rendre compte de la véritable base qui les supporte, c'est-à-dire du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

SECTION I

LE SÉNATUS-CONSULTE DU 3 MAI 1854

Le sénatus-consulte du 3 mai 1854 renferme trois titres dont deux sont particulièrement intéressants. Le second concerne les dispositions applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ; le troisième concerne toutes les autres colonies françaises. Les colonies régies par le titre II voient leur organisation réglée par des sénatus-consultes, des lois, des décrets rendus en forme de règle-

ments d'administration publique et des décrets simples. Il en est encore ainsi maintenant sauf pour quelques matières comme le régime de la presse, le régime municipal et l'organisation judiciaire qui sont passés dans le domaine législatif. L'article 6 du sénatus-consulte spécifiait que l'organisation judiciaire devait être réglementée par un décret de l'empereur rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Depuis, une loi, celle du 15 avril 1890, organise le régime judiciaire de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion. Ce sont les seules lois réglementant cette matière. Il y a donc eu pour ces trois colonies une évolution, d'abord des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, puis des lois.

Pour les autres colonies il en est tout autrement, Le titre III du sénatus-consulte dit en effet : « Les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion seront régies par décrets de l'empereur jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte ». Ce sénatus-consulte n'a jamais vu le jour et le principe posé en 1854 continue à recevoir son application. Il semble que le Parlement ait une tendance à laisser le pouvoir exécutif continuer à agir de cette manière, estimant qu'il est mieux à même de savoir ce qu'il convient aux colonies, et, surtout, qu'il est plus rapide. C'est donc dans le sénatus-consulte de 1854 que se trouve la base de l'organisation

de la Cochinchine et notamment de l'organisation judiciaire. En effet, à partir de 1863 de nombreux décrets vont se succéder pour régler notre jeune possession.

Depuis le décret de 1864 jusqu'à celui du 25 mars 1881 le gouvernement français distingue la justice française et la justice indigène. Des tribunaux français sont institués d'une part ; nous verrons comment et quelle est leur compétence ; et, d'autre part, la justice indigène est laissée entre les mains de ceux qui la régissaient avant nous : « Dans les possessions françaises de Cochinchine, la justice est administrée par des tribunaux français et des tribunaux indigènes. » (Art. 1, décret du 25 juillet 1864.)

SECTION II

LA JUSTICE FRANÇAISE

§ 1. — *Le décret du 25 juillet 1864*

Ce décret veut donner aux justiciables toutes les garanties suffisantes, mais sans exagérer l'importance du rouage qui vient s'ajouter à ceux existant déjà. M. de Chasseloup-Laubat, ministre de la Marine, veut se borner à une organisation strictement nécessaire.

Le titre I du décret réglemente l'organisation des

tribunaux. Il est institué dans la ville de Saïgon un tribunal de première instance, un tribunal de commerce et un tribunal supérieur.

A la tête du service judiciaire en Cochinchine se trouve le procureur impérial. Il exerce l'action publique dans la circonscription soumise à la juridiction des tribunaux français et remplit les fonctions du ministère public (1) près les juridictions de première instance et d'appel. C'est au procureur impérial, comme représentant de l'action publique que revient le rôle de veiller « dans l'étendue du ressort des tribunaux français à l'exécution des lois, ordonnances, et réglementation en vigueur, il fait toutes réquisitions nécessaires, poursuit d'office les exécutions des jugements et arrêts dans les dispositions qui intéressent l'ordre public, signale au gouverneur les arrêts et jugements en dernier ressort, passés en force de chose jugée, qui lui paraissent susceptibles d'être attaqués par voie de cassation dans l'intérêt de la loi, surveille les officiers de police judiciaire et les officiers ministériels, requiert la force publique dans le cas et suivant les formes déterminées par les lois et décrets ».

Comme chef du service judiciaire « il veille au maintien de la discipline des tribunaux français et provoque les décisions du gouverneur sur les actes

1. Modifié par le décret du 7 mars 1868.

qui y seraient contraires. Il inspecte les registres des greffes ainsi que ceux de l'état civil ». Il peut lui être adjoint un substitut de procureur impérial.

Ce décret, voulant maintenir l'organisation judiciaire dans les limites strictement nécessaires, n'a pas cru devoir suivre les règles posées à ce moment en France. C'est le juge unique qui est institué. On a considéré avec raison que, en instituant un tribunal siégeant à trois, serait créé un personnel beaucoup trop nombreux et complètement inutile dans un pays si nouvellement mis sous notre domination. Du reste, la qualité des juges ne devait-elle pas suppléer à la quantité.

L'article 5 fixe ainsi la composition du tribunal de première instance : Un juge impérial nommé par l'empereur et un greffier. Ce tribunal est à la fois civil, correctionnel et de simple police. Jugeant en matière civile, il connaît en dernier ressort de toutes les demandes qui n'excèdent pas 1.500 francs de valeur déterminée ou 60 francs de revenu et à charge d'appel de toutes les autres actions. En matière correctionnelle et en simple police, le tribunal de Saïgon connaît « en dernier ressort de toutes les contraventions de police (1) et à charge d'appel de toutes les autres contraventions et de tous les délits correctionnels ».

1. Modifié par le décret du 15 mai 1875 créant une justice de paix à Saïgon.

Le juge impérial est encore juge d'instruction. Il remplit également les fonctions et fait les actes attribués aux juges de paix par la loi française, tels que les appositions et les levées de scellés, les avis de parenté, les actes de notoriété et autres actes qui sont dans l'intérêt des familles. Les fonctions de juge impérial sont donc très lourdes, aussi sera-t-il nécessaire un peu plus tard de lui adjoindre un collaborateur. Le 10 novembre 1868, en effet, fut créé un emploi de lieutenant de juge qui va le décharger des fonctions de juge d'instruction et le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement. Un seul magistrat était trop peu, et constamment d'autres fonctionnaires devaient suppléer le juge impérial (1) et cela au grand préjudice de la justice. Elle devait alors être rendue par des hommes qui ne pouvaient avoir que de vagues notions sur notre législation. C'était retomber sans cesse dans les inconvénients de cette justice instable qui existait avant le décret de 1864. Mais cette création ne pouvait suffire. Le nombre des affaires augmenta dans des proportions considérables. Aussi, le 10 mars 1873, deux postes de juges suppléants furent-ils institués.

Ils doivent remplacer les magistrats absents ou

1. Art. 34. — « En cas d'empêchement de l'un des magistrats désignés ci-dessus, il sera pourvu à son remplacement par le gouverneur. »

empêchés. Ils peuvent être chargés des enquêtes, des interrogatoires, des ordres et contributions et de tous les actes de l'instruction civile (1).

Le juge impérial possède des collaborateurs en matière criminelle, l'article 32 stipule en effet que « les inspecteurs des affaires indigènes chargés de la justice dans les provinces remplissent les fonctions de juges d'instruction et d'officiers de police judiciaire pour les crimes commis hors du ressort des tribunaux français par des Européens ou par des indigènes, ou des Asiatiques de complicité avec des Européens ou au préjudice d'Européens ».

Le décret de 1864 institue également un tribunal de commerce. Il était urgent, en effet, d'assurer aux commerçants une protection efficace. Sa compétence territoriale fut fixée par un arrêté du gouverneur en date du 2 décembre 1864 au territoire de la ville de Saïgon qui aura provisoirement pour limites les rues nos 25 et 30. Le tribunal de commerce de Saïgon se compose de cinq notables commerçants français ou *étrangers* installés depuis un an au moins dans la colonie. Ces notables sont nommés chaque année par le gouverneur qui désigne aussi le président. Ils

1. Ce même décret fixe leur traitement à 6.000 francs et les assimile à un juge de 1^{re} classe de France. Le 2 février 1880 un supplément de traitement spécial de 2.000 fr. leur est alloué en raison de leur traitement manifestement insuffisant.

peuvent être indéfiniment renommés. Trois juges au moins sont nécessaires pour rendre un jugement. On s'écarte ainsi de la règle du juge unique, mais nous n'avons plus là de magistrats de carrière, ce sont des commerçants et non des juristes. Etant trois pour solutionner une affaire, ils pourront échanger leurs vues et arriver plus facilement à une solution équitable et conforme à notre législation. De plus la question d'économie ne se pose pas puisque les juges de commerce ne reçoivent aucun traitement.

Un greffier assiste ce tribunal qui a les mêmes attributions que les tribunaux de commerce de France.

Il est également institué en Cochinchine un tribunal supérieur qui statue en appel et en matière criminelle. Il est composé d'un juge-président nommé par l'empereur. Son greffier est celui du tribunal de première instance.

Ce tribunal connaît : 1° de tous les appels de jugements rendus par le tribunal français de première instance en matière civile et commerciale et de police correctionnelle ; 2° des appels de jugements en matière civile, commerciale et correctionnelle rendus par les inspecteurs des affaires indigènes ; 3° des demandes formées par les parties ou par le procureur impérial en annulation des jugements de simple police pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Au criminel le tribunal supérieur connaît de toutes les affaires qui sont portées en France devant la Cour d'assises. Dans ce cas le juge président est assisté du juge impérial, de l'un des membres du conseil de guerre désigné par le gouverneur et de deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de dix notables dressée chaque année par le gouverneur. Ces assesseurs ont seulement voix délibérative sur la question de culpabilité. Enfin trois voix sont nécessaires pour entraîner une condamnation.

Telle est l'organisation des tribunaux français en Cochinchine. Il convient d'ajouter à ce qu'il vient d'être dit quelques dispositions relatives à l'organisation extérieure de la justice. « Les audiences des tribunaux français et indigènes sont publiques au civil comme au criminel excepté dans les affaires où la publicité serait jugée dangereuse pour l'ordre et les mœurs... (art. 2). » Des arrêtés exécutoires provisoirement rendus par le gouverneur en conseil d'administration et soumis à l'approbation du ministre régleront tout ce qui concerne les jours et les heures des audiences, leur police, les tarifs des droits de greffe, la discipline sur les notaires et les fonctionnaires attachés au service de la justice.

Le titre II du décret de 1864 est relatif à la compétence des tribunaux français et indigènes. Les tribunaux français connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Européens, indigènes ou

Asiatiques et entre indigènes ou Asiatiques lorsque ceux-ci y consentent ou lorsqu'il s'agit d'un acte dans lequel les parties ont déclaré contracter sous l'empire de la loi française. Hors du ressort des tribunaux français ce sont les inspecteurs des affaires indigènes chargés de la justice dans les provinces, qui sont compétents pour les affaires civiles et commerciales de même nature que ci-dessus. Il ont sur ces points les mêmes attributions que les tribunaux français de première instance et de commerce.

Les tribunaux français connaissent de tous les crimes, délits et contraventions commis dans l'étendue du ressort soumis à leur juridiction à quelque nation qu'appartienne les accusés ou inculpés. C'est la plénitude de juridiction *ratione personæ* qui est mise en pratique dans ce cas.

Ils connaissent également des crimes commis hors du ressort, mais sur le territoire de la Cochinchine soumis à la domination française par les Européens ou par les indigènes, ou par des Asiatiques de complicité avec des Européens ou par des indigènes ou par des Asiatiques au préjudice d'Européens, ce sont dans ces cas que les inspecteurs des affaires indigènes font fonctions de juges d'instruction.

Les délits ou contraventions commis par des Européens hors du ressort des tribunaux français sont soumis à la juridiction de l'inspecteur des affaires indigènes chargé de la justice de la province. En

matière correctionnelle ces jugements sont toujours susceptibles d'appel.

Les crimes ou délits, ayant un caractère politique ou insurrectionnel peuvent être déferés au conseil de guerre.

Les jugements condamnant à mort prononcés par des tribunaux français ne doivent être exécutés que sur l'autorisation écrite du gouverneur. Les jugements des tribunaux indigènes condamnant aux fers, à l'exil ou à mort doivent être soumis au gouverneur qui prononce en dernier ressort.

Les jugements du tribunal criminel français ne sont susceptibles que du recours en grâce.

Les tribunaux français appliquent le Code Napoléon et le Code de commerce en vigueur en France en matière civile et commerciale. Au criminel, au correctionnel et en simple police ils ne peuvent appliquer d'autres peines que celles édictées par la loi française.

Le titre III réglemeute dans sa section première la procédure qui doit être suivie devant les tribunaux français. Certaines règles sont particulièrement intéressantes, l'article 19 décide que « toutes les instances civiles sont dispensées du préliminaire de conciliation. Néanmoins, pour toutes les affaires qui, en France, sont soumises à ce préliminaire, le juge devra inviter les parties à comparaitre en personne sur simple avertissement et sans frais ».

La forme de procéder en matière civile et commerciale est celle suivie en France devant les tribunaux de commerce. C'est toujours la simplification qui est la règle et, d'ailleurs, c'est la seule manière véritablement pratique dans un pays nouvellement occupé.

En matière correctionnelle ou de simple police le tribunal est saisi par le ministère public qu'il y ait eu ou qu'il n'y ait pas eu instruction préalable, ou directement par la citation donnée au prévenu à la requête de la partie civile. S'il y a eu instruction le juge remet les pièces au procureur qui reste le maître de ne pas donner suite à l'affaire ou de saisir le tribunal compétent. En toute matière le procureur impérial peut autoriser la mise en liberté provisoire avec ou sans caution. La soumission écrite d'une tierce personne jugée solvable est suffisante.

Les arrêts rendus par les tribunaux français en Cochinchine ne sont pas susceptibles du recours en cassation si ce n'est dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle. Ce principe, portant une grave dérogation à la législation en vigueur dans la Métropole, disparut en 1879.

Les parties pourront agir et se défendre elles-mêmes si elles le veulent, l'intervention de défenseurs qui seront créés peu après le décret de 1864 est absolument facultative. En matière de grand criminel un avocat est désigné d'office à l'accusé, lorsqu'il

n'en aura pas pris lui-même. Un officier ou même un simple citoyen peuvent assister dans ces conditions l'accusé.

Telles sont les grandes lignes du décret du 25 juillet 1864 organisant la justice en Cochinchine.

§ 2. — *Du traitement et de la parité d'office des magistrats*

Trois autres décrets complètent l'organisation judiciaire en Cochinchine. Ceux du 17 août 1864 et du 15 janvier 1865 visent plus particulièrement les magistrats. Il est intéressant d'examiner quels étaient les traitements des magistrats au début de l'occupation française, nous pourrons nous rendre compte ainsi que peu de modifications y ont été apportées par le décret qui régit actuellement cette matière. Le décret du 17 août 1864 fixe les traitements et les parités d'office servant de base à la liquidation des pensions de la manière suivante :

Procureur impérial, chef du service judi- ciaire.....	20.000 fr.	Premier avocat général de la Cour d'Alger..	9.000 fr.
Juge président du tri- bunal supérieur.....	15.000 —	Conseiller à la Cour d'Alger.....	6.000 —
Juge impérial de pre- mière instance.....	12.000 —	Conseiller France de 3 ^e classe.....	5.000 —
Substitut du procureur.	10.000 —	Procureur impérial de 5 ^e classe.....	4.500 —
Greffier du tribunal su- périeur et de 1 ^{re} ins- tance.....	5.000 —	Greffier de Cour de 2 ^e classe.....	3.600 —
Greffier du tribunal de commerce.....	3.000 —	Greffier 1 ^{re} d'instance de 3 ^e classe.....	2.400 —

Le décret du 10 novembre 1866 créant un poste de lieutenant de juge assimila ce magistrat à un procureur impérial de 5^e classe et fixa son traitement à 10.000 francs. Le traitement d'Europe de ces magistrats est fixé à la moitié de leur traitement colonial.

§ 3. — *Du costume des magistrats*

Le costume des magistrats de Cochinchine est réglé par le décret du 14 janvier 1864. Aux audiences ordinaires le procureur impérial et le juge président du tribunal supérieur portent la toge et la simarre en étoffe de soie noire.

La chausse de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire avec une frange et une rosette sur le côté gauche, la cravatte en baptiste tombante et plissée, la toque de velours noir. Le procureur impérial a trois galons d'or à sa toque, deux en bas et un en haut, le juge président deux galons en bas. Aux audiences solennelles ces deux magistrats portent la robe de laine rouge avec simarre de soie noire. Le costume de ces magistrats est donc le même que celui de président de Chambre et de conseiller à la Cour d'appel.

Le costume du greffier du tribunal supérieur est pareil à celui du juge président moins la chausse de

licencié. La toque porte deux galons de soie noire au lieu de deux galons d'or.

Le juge impérial porte un costume identique pour les audiences ordinaires à celui de président de tribunal de première instance : toge et simarre de laine noire, ceinture de soie noire pendante, toque de laine noire unie bordée de deux galons d'argent, chausse de licencié, cravate tombante de baptiste plissée. Aux audiences solennelles et aux cérémonies publiques la simarre en soie noire, la ceinture en soie bleu clair et la toque en velours à deux galons d'argent. Le substitut porte le même costume que le juge impérial ; il n'a qu'un galon d'argent à sa toque ; c'est le costume du substitut de tribunal de première instance de France. Le greffier du tribunal a le même costume que le juge impérial aux audiences ordinaires moins la chausse de licencié et les galons d'argent remplacés par un galon de soie noire avec parements de velours ;

Les membres du tribunal de commerce portent en toutes circonstances la robe de soie noire avec parements de velours sans chausse ni ceinture, une toque de velours noir avec un galon d'argent pour les juges et greffier, deux galons pour le président ; la cravate est en batiste blanche et plissée. C'est le costume porté en France par les magistrats consulaires.

§ 4. — *La mise en application du décret de 1864*

Une série d'arrêtés prenant naissance dans le décret de 1864 vinrent compléter l'organisation judiciaire. Le 21 décembre 1864 l'amiral de La Grandière promulgue dans toute l'étendue de la Cochinchine le Code Napoléon, le Code de procédure civile, le Code de commerce, les Codes pénal et d'instruction criminelle, sous la réserve des modifications édictées par le décret du 25 juillet 1864 et de celles pouvant être reconnues nécessaires ultérieurement. Cet arrêté était promulgué en vertu de l'article 37 du décret du 25 juillet 1864 (1).

Le tribunal de commerce de Saïgon fut définitivement organisé par un arrêté en date du 16 novembre 1864 nommant les cinq notables qui devaient le composer et par l'arrêté du 1^{er} décembre 1864 désignant le président et un sous-officier d'infanterie de marine pour remplir les fonctions de greffier.

Ces magistrats prêtent le serment prescrit par l'ar-

1. Seront promulgués dans la colonie selon les formes prescrites les dispositions des lois et des Codes français qui sont rendus applicables en Cochinchine par le présent décret (art. 37).

ticle 629 du Code de commerce devant le chef du bureau judiciaire (1).

Le 9 janvier 1865 l'amiral de La Grandière décida que les crimes et délits commis à Saïgon soit en rade, soit à terre par un marin étranger sont du ressort des tribunaux ordinaires. Il y avait lieu, en effet, de réglementer ces points en raison de la fréquence particulièrement grande des délits commis par les marins étrangers. De cette façon les incertitudes et les conflits d'attribution auxquels pouvaient donner lieu les plaintes portées contre les marins embarqués sur des navires de commerce, étaient prévenus.

L'amiral de La Grandière considérait que ces crimes ou délits commis en rade ou à terre tombaient dans l'un des cas prévus par l'article 3 du Code Napoléon : « Les lois de police et de sûreté générale obligent tous ceux qui habitent le territoire. »

Le 14 janvier 1865 un décret vint compléter les dispositions de celui du 25 juillet 1864. Un arrêté en date du 7 mars 1865 en détaille les dispositions.

Le gouverneur peut par arrêté spécial dispenser les président et les juges du tribunal de commerce de Saïgon des conditions d'âge prescrites par l'article 620 du Code de commerce. Il sera très fréquemment fait usage de cette disposition en raison des difficultés

1. Arrêté du 2 décembre 1864.

que rencontra le recrutement des juges consulaires. Le serment des hauts magistrats de la colonie est reçu par le gouverneur. Le procureur impérial et le juge président du tribunal supérieur reçoivent le serment des autres magistrats. Les membres du tribunal de commerce prêtent seulement le serment professionnel.

La compétence territoriale du tribunal de première instance est également fixée par l'arrêté du 7 mars 1865. Elle comprend « le territoire de la ville entre les arroyos chinois, de l'Avalanche et du Canal d'enceinte ». Le tribunal supérieur constitué en tribunal criminel connaît de tous les crimes commis dans la circonscription à quelque nation qu'appartiennent les accusés.

Cet arrêté détermine encore les conditions nécessaires pour être porté sur la liste des notables parmi lesquels sont tirés au sort les assesseurs du tribunal supérieur.

Enfin sont promulgués les articles 64 et 65 de la loi du 10 avril 1810 réglementant les conditions pour être magistrats. L'article 35 du décret de 1864 disait, en effet, que les conditions d'âge et d'aptitude pour les magistrats titulaires et les greffiers seraient les mêmes qu'en France.

Le 11 juillet 1865 sont réglementés les droits de greffe et établi le tarif des frais et dépens en matière civile commerciale, criminelle, de police correction-

nelle et de simple police, ainsi que des actes publics.

L'organisation judiciaire de la Cochinchine est à peine établie qu'un arrêté vient étendre et unifier la compétence des tribunaux de Saïgon. On peut voir là le point de départ de la série de décrets et d'arrêtés qui vont nous conduire peu à peu à la suppression de la justice indigène et son remplacement par la juridiction des tribunaux français. L'arrêté du 15 mars 1867 abroge l'arrêté du 7 mars 1865 et décide que le ressort du tribunal de première instance et du tribunal de commerce de Saïgon, s'étendra désormais « à tout le territoire compris entre la rivière de Saïgon, l'arroyo de l'Avalanche, le Canal de ceinture jusqu'à sa jonction à Caï-maï avec le Rach-Logon ; la ligne droite allant de ce dernier point à l'arroyo chinois, ledit arroyo jusqu'à sa jonction avec le Rach-ong-long en face de Choquan. Ce dernier cours d'eau jusqu'au Rach-Ban ou arroyo du Fort du Sud et enfin le Rach-Ban dans tout son parcours.

Le tribunal supérieur constitué en tribunal criminel connaît de tous les crimes commis dans la circonscription ci-dessus établie *à quelque nation qu'appartiennent les accusés*. Un arrêté du 26 novembre 1867 introduisit l'assistance judiciaire en Cochinchine. Le substitut du procureur impérial préside le bureau.

§ 5. — *Création de la Cour d'appel de Saïgon*

Le tribunal supérieur était l'objet de violentes critiques. On lui reprochait de n'être composé que d'un seul magistrat ce qui affaiblissait la valeur des arrêts rendus. Le juge unique existant en première instance il semblait qu'en appel on dût trouver un tribunal composé de plusieurs membres qui auraient ainsi donné plus de poids à leurs décisions. De plus pendant les absences, les congés ou les maladies de ce juge unique le gouverneur désignait un fonctionnaire pour le remplacer. Quelles garanties pouvait-il offrir ? C'était, certes, toujours un homme zélé, plein de bonne volonté mais il ne pouvait être que par hasard versé dans les sciences juridiques. Et là où le besoin de juges dont la compétence fût indiscutable se faisait sentir, il n'y avait plus qu'une juridiction boiteuse, donnant un minimum de garanties. Cette faiblesse du tribunal supérieur était encore aggravée par ce fait que, au-dessus de lui, il n'existait aucune autre juridiction capable d'y remédier dans une certaine mesure. Le recours en cassation n'existait pas encore en Cochinchine. Il était donc urgent de modifier cette situation fâcheuse à tous égards et de créer une juridiction d'appel qui présente des garanties certaines. C'est ce que firent les décrets du 7 mars 1868 organisant la Cour impériale de Cochinchine.

Le tribunal supérieur est supprimé et est remplacé par une Cour impériale composée de un président, de deux conseillers et d'un conseiller auditeur. Un procureur général chef du service judiciaire se trouve près de la Cour. Les dispositions du décret du 25 juillet 1864 réglant la compétence du tribunal supérieur et les formes de la procédure à suivre devant ce tribunal, sont applicables à la Cour impériale. Deux assesseurs tirés au sort sur une liste de dix notables lui sont adjoints lorsqu'elle est constituée en Cour criminelle.

Le procureur général devient le chef du service judiciaire et les attributions conférées à ce titre au procureur impérial lui sont dévolues ainsi que celles conférées aux procureurs généraux de la Martinique et de la Guadeloupe par les articles 130 à 139 de l'ordonnance du 9 février 1827 (1).

Le procureur impérial est toujours ministère public près le tribunal de première instance. Il participe sous la direction du procureur général à l'exercice des autres fonctions dévolues au chef du service judiciaire par l'article 30 du décret du 27 juillet 1864 (1).

1. Ces articles sont relatifs aux attributions du procureur général comme chef d'administration, ils règlent ses rapports avec le gouverneur.

1. Voir page 20.

Le greffier du tribunal de première instance est en même temps celui de la Cour. Un autre décret du même jour complète cette organisation en ce qui concerne le traitement des magistrats, leur parité d'office et leur costume. Le traitement colonial des magistrats de la Cour est ainsi fixé :

Procureur général.....	20.000 fr.	Procureur général de 3 ^e classe	15.000 fr.
Président de la Cour im- périale.....	15.000 —	Président de chambre France de 3 ^e classe..	7.500 —
Conseiller de cour.....	12.000 —	Conseiller France de 3 ^e classe.....	5.000 —
Conseiller auditeur.....	10.000 —	Président d'instance France de 5 ^e classe..	4.500 —
Procureur impérial....	12.000 —	Conseiller France de 3 ^e classe.....	5.000 —
Substitut du procureur général (décret du 17 août 1871).....	12.000 —	Substitut général France de 3 ^e classe	5.000 —

Le procureur impérial est ainsi ramené à un rang égal à celui du juge impérial.

Le costume des magistrats de la Cour est pour les audiences ordinaires le même que celui du procureur impérial et du juge président au tribunal supérieur institué par le décret de 1864 (1). Aux audiences solennelles la toge est rouge ainsi que la chausse. Celles de président et de procureur général sont bordées sur le devant d'une fourrure d'hermine, leurs toges ont deux galons d'or en bas, deux en haut.

1. Voir page 30.

Celle des conseillers deux, en bas, celle de conseiller auditeur un seul. Le greffier de la Cour garde le costume qu'il prend aux audiences du tribunal de première instance. Ces costumes sont ceux des membres d'une Cour d'appel de France.

Telle est la constitution de la Cour impériale de Saïgon.

Le décret du 7 mars 1868 renfermait encore un article d'une grande importance. Le recours en cassation est ouvert contre les arrêts rendus par les tribunaux français de la Cochinchine en matière civile et commerciale. En matière criminelle le recours en cassation n'est ouvert que dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Voici donc accomplies deux réformes essentielles qui avaient nécessité les demi-mesures du décret de 1864. Le gouvernement, en ne voulant créer que le strict nécessaire, avait vu trop petit et n'avait même pas donné ce qui était essentiel pour la bonne administration de la justice. Notre colonie possède maintenant tous les rouages utiles et jusqu'en 1875 ils resteront intacts, leur importance seule grandira.

§6. — *Développement des institutions judiciaires
françaises*

Tout d'abord une loi promulguée le 28 avril 1869 transféra à la Cour impériale de Saïgon les attributions dont était investie celle de Pondichéry en ce qui concerne :

1° Les appels de jugements rendus en matière civile et commerciale et de police correctionnelle par les tribunaux consulaires français en Chine, dans les royaumes de Siam et au Japon ;

2° La connaissance des crimes commis dans les mêmes contrées par des sujets français.

Les attributions conférées par les articles 8, 11 et 12 de la loi du 8 juillet 1852 aux autorités judiciaires de Pondichéry appartiennent à celles de Saïgon conformément aux règles de leur organisation.

Voici donc la compétence de la Cour de Saïgon augmentée. Cette cour prend de jour en jour plus d'importance. Elle a été instituée pour donner plus de garanties aux justiciables et cependant par suite des congés ou d'absences un certain flottement avait lieu dans sa composition. Elle n'était parfois pas en nombre pour siéger et ne répondait plus dès lors aux besoins qui l'avaient fait créer. C'est pour remédier à cet état de choses que le gouverneur de la Cochinchine, par son arrêté du 4 juin 1869, décida que lorsque la cour impériale en raison de l'absence

d'un de ses membres ne peut se constituer pour le jugement des affaires civiles, correctionnelles ou criminelles, le juge impérial ou à son défaut le lieutenant de juge pourrait être appelé par le président pour la composition de la cour.

Un décret du 22 septembre 1869 sépara les fonctions de notaire de celles de greffier et un arrêté survint peu après réglementant le notariat. Nous aurons l'occasion de l'étudier dans un chapitre ultérieur.

Telles sont les dernières mesures prises par l'empire concernant la justice en Cochinchine.

Le 20 octobre 1870 la République est proclamée dans notre colonie. « La République est proclamée dans la Cochinchine française, en conséquence, à partir de ce jour la justice est rendue et les actes publics seront rédigés au nom du peuple français. »

En 1871 sont promulguées en Cochinchine la loi du 14 juillet 1865 sur la mise en liberté provisoire, la loi du 27 juin 1866 concernant les crimes commis à l'étranger par des Français et la loi des 20 mai-1^{er} juin 1863 sur l'instruction des flagrants délits.

§ 7. — *Création d'une justice de paix à Saïgon*

Aucune modification importante n'avait encore été apportée au décret de 1864 en ce qui concerne l'organisation judiciaire elle-même. La création de la

cour d'appel n'avait en réalité été qu'une transformation. Malgré les créations de postes destinés à décharger le juge du tribunal de première instance de Saïgon, l'extension de la justice obligea le gouvernement à lui enlever sa compétence comme juge de paix et juge de simple police qu'il remplissait en vertu de l'article 5 du décret du 25 juillet 1864.

Le juge du tribunal de première instance entendait les parties dans son cabinet, tenait les audiences de paix et de simple police, il présidait toutes les délibérations du conseil de famille. Il autorise ou refuse les perquisitions, interroge les contrevenants, discute les cautions, et, en outre, de cette lourde tâche, il devait pourvoir à l'expédition des affaires de première instance et correctionnelles. Ces multiples obligations, qui se développaient de plus en plus, rendaient la marche du service très difficile à assurer. Ce n'était que provisoirement que le département de la marine avait accepté le système du décret de 1864 ; il devenait nécessaire de diviser le fardeau et d'instituer effectivement et pratiquement en Cochinchine le degré de juridiction qui fonctionne en France au-dessous du tribunal de première instance. C'est ce nouvel organisme que crée le décret du 15 mai 1875 : « Il est institué à Saïgon une justice de paix (art. 1). » Son ressort sera déterminé par un arrêté rendu par le gouverneur (art. 2). Le traite-

ment de juge de paix est fixé à 10.000 francs et celui du greffier à 2.000 (1).

Ce tribunal connaît de toutes les contraventions de police attribuées au tribunal de première instance (2). Enfin « l'article 19 (3) du décret du 25 juillet 1864 est abrogé et remplacé par ces dispositions nouvelles : Aucune des instances soumises en France au préliminaire de conciliation ne sera reçue dans les tribunaux de première instance de la colonie sans que le défendeur n'ait été préalablement en conciliation devant le juge de paix ou que les parties n'y aient volontairement comparu ».

L'arrêté promulguant le décret du 15 mai 1875 était suivi d'un autre arrêté promulguant les lois du 26 frimaire an IV articles 3 et 4, du 28 floréal an X articles 8 à 11, 15 et 17, du 18 mai 1838 articles 1, 2, 4 à 16, 18 à 22, du 21 juin 1845 article 1 et du 5 mai 1855, articles 3 et 17 qui règlent la compétence et le fonctionnement des justices de paix. Un arrêté du gouverneur pris en exécution de l'article 2 du décret 15 mai 1875 fixa le ressort de la justice de paix. Ce ressort fut modifié le 27 novembre 1879 ; il est le même que celui de la Cour d'appel et des tribunaux de première instance et de commerce. Il embrasse le terri-

1. Ils sont assimilés à un juge de paix de 5^e classe, 3.000 francs en France et à un greffier de paix de 1^{re} classe, 800 francs.

2. Voir page 26.

3. Voir page 27.

toire conquis entre la rivière de Saïgon, l'arroyo de l'Avalanche, le canal de ceinture jusqu'à son entrée dans la municipalité de Cholon, les limites nord-ouest, sud et sud-est de ce dernier territoire jusqu'à l'arroyo chinois ; ledit arroyo jusqu'à sa jonction avec le Rach-Oug-lon en face de Choquan, ce dernier cours d'eau jusqu'au Rach-Ban ou arroyo du fort du sud, et enfin le Rach-Ban dans tout son parcours.

L'organisation de la justice de paix de Saïgon est la modification la plus importante apportée aux institutions judiciaires françaises dans la période qui fait l'objet de ce chapitre. L'évolution de ces institutions se continue par un décret du 6 mars 1877 qui rend « les dispositions du Code pénal actuellement en vigueur dans la Métropole applicables dans les colonies de..... et de Cochinchine ». Un article de ce décret énumère les cas qui peuvent rendre les magistrats coupables de forfaiture. Enfin un dernier article considère comme contravention et les punit comme telles les infractions aux règlements de police émanant de l'autorité locale.

§ 8. — *Le pourvoi en cassation (décret
du 25 juin 1879)*

Une autre réforme vint compléter en 1879 celle qui avait été commencée par le décret du 7 mars

1868 (1) qui ouvrait le recours en cassation en matière civile et commerciale. Le décret du 25 juin 1879 décide que :

« 1° Les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de simple police français en Cochinchine pourront être attaqués devant la Cour d'appel de Saïgon par la voie de l'annulation ;

« 2° La voie de l'annulation est ouverte au ministère public contre les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de police pour incompétence, excès de pouvoirs et violation de la loi. La voie est ouverte au procureur général, mais seulement dans l'intérêt de la loi contre les jugements des tribunaux qui auraient acquis force de chose jugée ;

« 3° *Le recours en cassation est ouvert au ministère public, aux condamnés, à la partie civile, aux personnes civilement responsables contre les arrêts ou jugements rendus en dernier ressort par la Cour et les tribunaux français en Cochinchine en matière criminelle et correctionnelle dans les formes de la législation métropolitaine. Lorsque la Cour annulera un jugement, elle renverra le procès devant un tribunal de même qualité ou devant le même tribunal composé d'autres juges.*

« Lorsque la Cour annulera un arrêt rendu par la Cour d'appel ou la Cour criminelle elle renverra l'af-

1. Voir page 39.

faire devant la *même* Cour avec des magistrats différents. »

L'identification avec l'organisation métropolitaine se poursuit constamment, mais quelques modalités sont introduites pour en permettre le jeu dans notre colonie.

§ 9. — *Les vicissitudes du tribunal de commerce*

En 1871, le tribunal de commerce fut supprimé en tant que tribunal distinct du tribunal de première instance de Saïgon. Les membres du tribunal de commerce étaient décidés à ne pas continuer leur mandat, les commerçants de Saïgon ayant exprimé le vœu que le régime de l'élection soit substitué à celui établi par l'article 7 du décret du 25 juillet 1864. Aussi un arrêt du 1^{er} janvier 1871 décida-t-il que « provisoirement et jusqu'à ce qu'il ait été statué par le gouvernement de la Métropole, le tribunal de première instance de Saïgon réunira ses attributions à celles du tribunal de commerce ».

Le 28 janvier 1871 une série de décrets viennent réglementer l'organisation du tribunal de commerce de Saïgon. C'est le régime de l'élection qui est institué (1). « Les membres du tribunal de commerce seront élus par une assemblée de citoyens français

1. V. *Bulletin officiel de la Cochinchine*, 1871, p. 84.

patentés depuis deux ans, des capitaines au long cours et des maîtres au cabotage ayant commandé sur des bâtiments pendant deux ans et domiciliés depuis deux ans dans le ressort du tribunal. » Suit toute une réglementation des élections et des conditions d'âge. C'est le régime de la Métropole institué par le décret du 17 octobre 1870 et par les articles 3 et 21 de la loi électorale des 15 et 18 mars 1849 qui est étendu à la Cochinchine. Le désir des commerçants est réalisé. Cette nouvelle organisation ne devait pas subsister longtemps. Le 24 juin 1871 est promulgué une loi en date du 4 avril 1871 qui abroge le décret du 17 octobre 1870 rendu à Tours par la délégation du Gouvernement de la Défense nationale. C'est le retour à l'ancien système.

Mais les difficultés ne cessèrent pas. Le recrutement des magistrats consulaires s'était toujours fait très difficilement à Saïgon et en 1879 il fut impossible de pourvoir le tribunal de commerce des cinq membres qui devaient le composer. Aussi le gouverneur prit-il le parti de le supprimer. Les tribunaux civils ayant plénitude de juridiction et ce principe recevant son application lorsqu'il n'y était pas dérogé par la coexistence de la juridiction d'exception des tribunaux consulaires, il rattacha par un arrêté en date du 9 janvier 1879 provisoirement et jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé les attri-

butions du tribunal de commerce à celles du tribunal civil.

Cette situation dura jusqu'au 13 mars 1880, à cette date le ministre de la Marine Jaureguiberry fait signer au Président de la République un décret réorganisant le tribunal de commerce.

« Le tribunal de commerce de Saïgon est composé d'un président, de quatre juges et de trois juges suppléants. Ces magistrats sont élus pour deux ans et sont indéfiniment rééligibles. Les jugements sont rendus par trois juges. Les juges suppléants ne font partie du tribunal que pour remplacer les membres titulaires absents, malades ou empêchés. Ils peuvent cependant être chargés des faillites, des enquêtes et des autres délégations de justice. Les fonctions de juge de commerce sont gratuites. Un greffier est attaché au tribunal de commerce. » Ce tribunal connaît des affaires commerciales des Français ou Européens et assimilés entre eux ou avec les indigènes et assimilés. Les juges consulaires sont élus : 1° par les commerçants français ayant leur domicile dans le ressort des tribunaux français, âgés de vingt et un ans accomplis et patentés par eux-mêmes ou par la société dont ils sont membres responsables depuis un an au moins à l'époque de la clôture des listes électorales ; 2° par les *commerçants étrangers* justiciables des tribunaux français âgés de vingt-cinq ans accomplis et payant une patente de

1^{re} ou de 2^e classe soit par eux-mêmes, soit par la société dont ils sont membres responsables depuis cinq ans au moins à la clôture de la liste électorale ; 3° par *les commerçants indigènes* domiciliés dans le ressort des tribunaux français âgés de vingt-cinq ans accomplis, payant une patente de 1^{re}, 2^e ou 3^e classe par eux-mêmes ou par la société dont ils sont membres responsables depuis trois ans au moins à la clôture de la liste ; 4° par les commerçants *asiatiques étrangers* domiciliés dans le ressort des tribunaux français âgés de vingt-cinq ans accomplis et payant une patente de 1^{re} et 2^e classe par eux-mêmes ou par la société dont ils sont membres responsables depuis cinq ans au moins à l'époque de la clôture de la liste ; 5° par les représentants d'une compagnie ou maison de commerce remplissant les conditions d'âge et de patente exigées pour la nationalité à laquelle ils appartiennent ; 6° par les capitaines au long cours et les maîtres au cabotage ayant commandé des bâtiments pendant deux ans et domiciliés depuis un an dans le ressort des tribunaux français.

L'article 4 comprend les personnes qui ne pourront ni être portées sur la liste des électeurs, ni participer à l'élection. La liste des électeurs est formée par une commission présidée par le président du tribunal de commerce assisté d'un juge au même tribunal, du président et d'un membre de la Chambre de commerce, du maire de Saïgon.

Pour être éligible il faut être électeur français, âgé de vingt-cinq ans accomplis et domicilié au moment de l'élection dans le ressort du tribunal, ou *électeur indigène* âgé de vingt-cinq ans accomplis, sachant lire, écrire et parler le français, figurant sur une liste spéciale d'éligibilité dressée par la commission chargée d'établir les listes électorales.

Le gouverneur convoque par arrêté l'assemblée. Le scrutin dure un jour de 7 heures à 11 heures, et de 2 à 5 heures du soir et est présidé par le maire assisté de deux assesseurs. Les bulletins de vote écrits ou imprimés en français sont seuls valables. L'élection a lieu au scrutin de liste pour les juges et les juges suppléants. L'élection du président a lieu à la majorité absolue des suffrages et au scrutin secret. Les juges titulaires sont seuls électeurs. Cette élection se fait dans les huit jours qui suivent la prestation de serment et la réception des membres du tribunal de commerce par la cour d'appel en audience publique. Si les deux premiers tours n'ont pas donné de résultat, on procède à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est nommé.

Le décret du 13 mars 1880 est très typique en ce sens que des indigènes peuvent être électeurs, et peuvent être juges au tribunal de commerce. Les garanties des justiciables indigènes sont ainsi con-

sidérablement augmentées. Nous faisons avec ce décret un pas décisif vers la substitution des tribunaux français aux tribunaux indigènes. Il crée une assimilation complète entre commerçants indigènes et commerçants français. Cette assimilation va se continuer et moins d'un mois plus tard, le 3 avril 1880, un décret réorganisant la cour d'appel de Saïgon portera une atteinte plus profonde encore aux juridictions indigènes. La substitution des tribunaux français aux tribunaux indigènes est sur le point de se faire. Avant d'aborder l'étude de cette nouvelle organisation, il est nécessaire de revenir en arrière et d'examiner rapidement l'évolution suivie par la justice indigène.

SECTION III

LA JUSTICE INDIGÈNE ET SON ADAPTATION A NOTRE ÉTABLISSEMENT EN COCHINCHINE

Le décret du 25 juillet 1864, organisant la justice en Cochinchine, stipule dans ses articles 11 et 12 le maintien des tribunaux indigènes institués par le Code annamite et décide que toutes les conventions et contestations civiles et commerciales entre indigènes et Asiatiques seront *régies par la loi annamite*, à moins que ces indigènes ou asiatiques ne déclarent expressément dans les actes en cause qu'ils entendent contracter sous l'empire de la loi française. La loi annamite régit également les crimes et délits commis

par ces indigènes ou Asiatiques à moins que ces crimes ou délits ne soient commis de complicité avec des Européens ou au préjudice d'Européens.

Avant de suivre rapidement l'évolution de la justice indigène qui va aboutir à la diminution progressive de son importance, il nous paraît utile d'examiner ce qu'étaient les tribunaux annamites qui fonctionnaient au moment où nous avons occupé la Cochinchine.

L'organisation sociale en Annam est des plus démocratique, l'empereur a un pouvoir absolu, mais la vie privée est entièrement soustraite à son pouvoir. On peut dire qu'en Annam la famille est la base de tout l'édifice social, la commune annamite n'est qu'un groupement de familles. Cette commune, unité administrative, exerce sur tous ses membres une tutelle efficace et incessante. Elle est pour ainsi dire autonome, presque sans rapport avec les communes voisines. Des notables remplissent les fonctions municipales, ils maintiennent l'ordre et la paix, font régner la justice, ils sont responsables du recouvrement des impôts au regard de l'Etat qui ne s'immisce pas dans l'administration intérieure de la commune.

Au point de vue judiciaire, ces notables *Kaï-tong*) connaissent en conciliation de toutes les affaires civiles. Au-dessus d'eux, et dans les mêmes conditions de justice officieuse, on pouvait recourir au chef du canton. Si cet arbitrage restait inefficace les tribu-

naux réguliers étaient saisis. Lorsque les notables n'avaient pu concilier les parties et quand il s'agissait d'affaires criminelles importantes c'était le tribunal de sous-préfet (*Tio-Huyen*) qui décidait. Les jugements rendus sont soumis à l'approbation du préfet (*Tio-Phu*) et ouvrent un recours devant le gouverneur de la province, en réalité devant son second, le lieutenant criminel (*Quan-an*), chef du service judiciaire agissant au nom du gouverneur de la province. Le lieutenant criminel connaît donc en appel ou en revision de toutes les affaires jugées en premier ressort par les préfets et les sous-préfets, il connaît en dernier ressort des jugements emportant la peine de la bastonnade et en revision de ceux comportant une peine plus grave. Ces derniers sont transmis au ministère des peines qui, après les avoir révisés, les propose à la sanction royale.

Lorsqu'il s'agit de condamnations capitales, les formalités sont plus nombreuses encore. Les jugements sont révisés en premier ressort par le lieutenant criminel, puis renvoyés au ministère pour être soumis à la sanction suprême du roi. Cette revision du ministère n'est pas la dernière, les jugements peuvent être renvoyés devant le tribunal des Trois-Règles (*Tam-Phap-Boa*) par ordre du tribunal d'appel au roi qui n'est autre que le tribunal du roi (*Dai-li-thi*) remis au tribunal des censeurs et au tribunal du Ministère des peines (*Bo-hinch*). Ce tribunal soumet

sa décision à la sanction royale. Le tribunal des Trois Règles examine également la prolongation des sursis, les commutations, les grâces et les amnisties.

Avant qu'une sentence de mort suive son cours, elle est présentée au roi, par un censeur, si après la troisième lecture le souverain persiste, la justice suit son cours.

Nous pouvons voir par ce rapide exposé du fonctionnement de la justice, quelles garanties sont données aux justiciables. Une injustice doit passer difficilement à travers les mailles de ce réseau de juridictions.

La marche d'une affaire civile est analogue à celle suivie par les affaires étudiées précédemment. Elle passe d'abord sous la juridiction de chef de famille, puis des notables du municipe, des chefs de canton. Si les parties n'acceptent pas les sentences rendues, les tribunaux du sous-préfet ou du préfet vont juger, au premier degré. Les trois premières juridictions ne sont que des juridictions de conciliation. Portée devant le préfet ou le sous-préfet, l'affaire est jugée en conciliation par le juge compétent qui se contente de dire le droit. Si, « ayant entendu le droit », une des parties refuse de s'y soumettre, l'action civile se transforme en action criminelle. « Par cela seul qu'une des parties n'acquiesce pas à la sentence du juge rendue en conciliation suivant la coutume,

elle contient implicitement que la partie adverse a commis un délit... Elle l'accuse d'avoir porté atteinte au droit qu'elle revendique, or l'atteinte au droit de quelque nature qu'elle soit, est une injustice, et comme toute injustice mérite d'être punie, elle poursuit devant le juge la punition de cette injustice et la réparation de ses conséquences. Ainsi toute affaire civile contient en germe une accusation au criminel. Mais pour soutenir cette accusation il faut la prouver sous peine de condamnation pour plainte mal fondée ou calomnie ou toute autre cause prévue par le Code (Luro) ». Cette forme que peut prendre un procès civil est des plus curieuse, le droit civil n'est qu'un corollaire du droit criminel.

Avant d'engager un procès, les justiciables doivent réfléchir aux conséquences auxquelles ils s'exposent. C'est un frein à la multiplicité des procès. Il n'y a donc au fond que les tribunaux correctionnels ou plutôt de répression, puisqu'il y a toujours un coupable parmi les plaideurs.

Le Code annamite est exclusivement criminel, il n'y a pas de Code civil, c'est la coutume orale, dont les principes fondamentaux sont contenus dans le Code pénal annamite ou dans les livres canoniques, qui est observée. Si le juge se trompe, il encourt un châtimement. En Annam, le juge est unique, c'est une règle invariable jusqu'à l'appel ou la revision en matière de peine.

Il n'y a pas en Annam de juges spécialisés. Leurs fonctions se confondent avec celles d'administrateur. Nous nous inspirerons longtemps de ce principe.

Telle est l'organisation judiciaire qui va fonctionner à côté de la nôtre uniquement pour les contestations civiles et commerciales entre indigènes et Asiatiques, et pour les crimes et délits où seront impliqués seulement des Annamites et au préjudice d'Annamite seuls.

Rien n'est changé dans l'organisation judiciaire indigène. Les grandes lignes en sont maintenues, les emplois supérieurs sont seuls réservés à des Français portant des titres annamites et véritables fonctionnaires annamites. A côté des sous-préfets et des préfets, qui sont maintenus, sont placés des administrateurs français. La justice française et la justice indigène vont vivre côte à côte et jusqu'en 1879 sans diminution de l'importance de cette dernière, mais à partir de cette époque, qui est celle de l'avènement du gouvernement civil, elle va décliner jusqu'en 1881. Cependant dès le début on sent une méfiance du gouvernement français à l'égard des fonctionnaires indigènes. C'est parce que notre personnel est insuffisant qu'ils sont conservés. Il est recommandé à nos agents de traiter avec les plus grands égards les Phus et les Huyens : « Le gouvernement veut que ces fonctionnaires méritent les sympathies et l'affection de leurs administrés ; il n'ignore point quelle défiance

doivent nous inspirer à cet égard les Asiatiques que nous sommes obligés d'employer. » (Circulaire du directeur de l'Intérieur 19 juillet 1871.)

M. Paulin Vial continue en ces termes : « Les Huyens peuvent être pour vous d'utiles auxiliaires surtout lorsque leur amour propre sera stimulé par l'appât de récompenses honorifiques et par la certitude de rendre de véritables services à leur pays. Ils pourront surtout surveiller le travail de vos lettrés et de vos bureaux... En effet, pour établir notre administration sur des bases solides nous avons besoin de nous concilier en l'employant à propos, la classe active et éclairée des maires et des chefs de canton, qui est l'âme de la population dans ces campagnes. »

Ces maires et ces chefs de canton continuent à remplir pour leurs compatriotes les fonctions de juges de paix. Ces attributions leur sont confirmées par l'arrêté du 31 décembre 1875. « Les affaires de simple police, contraventions purement locales et contestations de peu d'importance pouvant être réglées à l'amiable, sont autant que possible laissées au jugement et à l'arbitrage des grands notables du village. Les contestations entre Chinois ou Asiatiques non indigènes et non sujets français seront examinées par les notables réunis sur la demande des parties. Conformément à l'article 301 du Code annamite, il peut-être fait appel à toute décision des nota-

bles par devant le Tong, autorité immédiatement supérieure dans l'ordre hiérarchique.

Les attributions judiciaires des fonctionnaires indigènes furent réglées d'une façon plus claire par l'arrêté du 20 novembre 1877. Le Tong conserve dans sa circonscription le droit de prononcer en conciliation, l'appel reste toujours ouvert devant les Huyens et les Phus qui essayent encore de concilier les parties. Mais *leurs jugements sont dépourvus de sanction, ils ne créent qu'une obligation morale, les parties peuvent toujours aller devant l'administrateur* ; tous ces magistrats sont donc véritablement des juges de paix. L'administrateur remplissant le rôle de Quan-an a seul une décision revêtue d'une sanction effective.

Dans une circonscription il y a généralement trois inspecteurs, le premier est spécialement chargé de la justice, le troisième le second pour les instructions et les affaires de simple police. Les justiciables peuvent recourir devant le gouverneur des décisions rendues par l'inspecteur. On chercha dès 1867 à leur donner sur ce point des garanties.

Un tribunal ou plutôt une commission fut créée, elle fournit des rapports au gouverneur qui les rend définitifs par sa sanction. Ce tribunal se compose du directeur de l'intérieur président, de 2 inspecteurs, de 2 interprètes indigènes, de 2 employés européens secrétaires. Deux assesseurs indigènes

choisis sur une liste de notables arrêtée par le gouverneur lui sont adjoints. L'appel est fait par la partie intéressée ou par le chef du bureau de justice. Le gouverneur se réserve le droit d'approuver directement les jugements lorsque la culpabilité des accusés lui paraît suffisamment démontrée et lorsque des inconvénients graves pourraient résulter du retard de leur expédition.

Le 18 mars 1872 fut organisé, pour les contestations commerciales de plus de 150 francs en capital, relevant des juridictions indigènes, un tribunal mixte composé de l'inspecteur assisté du Phu, de 7 délégués chinois élus dans les différentes congrégations et de 4 Annamites nommés par leurs compatriotes. Ce tribunal devait fonctionner seulement dans le territoire de Cholon. Ce système fut étendu à toute la Cochinchine le 12 octobre 1877. Telle est l'organisation de la justice indigène en Cochinchine après le décret de 1864. Elle fonctionnait parfaitement, des garanties de toutes sortes avaient été données aux indigènes, commission d'appel, tribunal mixte ; lorsque le décret du 10 février 1873 vint leur porter le premier coup. Ce décret réforme le corps des inspecteurs des affaires indigènes. Il devient « nécessaire, dit le rapport le précédant, d'apporter dans le système de gouvernement appliqué à ces populations des modifications qui en rapprochent progressivement la forme de celle de nos ins-

titutions. Le premier jalon à poser dans cette voie est la séparation des attributions différentes qui d'après nos principes administratifs constituent des positions distinctes et incompatibles. » Il est créé en Cochinchine des fonctionnaires civils avec le titre d'inspecteurs et d'administrateurs des affaires indigènes. Ces fonctionnaires sont divisés en quatre classes. L'inspecteur s'occupe de l'administration, l'administrateur de 1^{re} classe s'occupe spécialement de la justice, et relève du procureur général et du bureau de la justice indigène. C'est la séparation des fonctions administratives et judiciaires qui est ainsi prononcée. L'importance de cette innovation ne peut échapper, si on considère que dans ce pays, jusqu'à ce jour, ces fonctions étaient entre les mains d'un même fonctionnaire.

Un peu plus tard le 19 novembre 1873 fut réorganisée la commission d'examen des jugements des tribunaux indigènes ; elle se composera dorénavant d'un inspecteur ou d'un administrateur président, de 2 membres administrateurs et de 3 membres indigènes.

Un service spécial de la justice indigène est institué près du gouvernement de la Cochinchine. Il fut remplacé le 31 décembre 1875 par un bureau de justice, le chef du bureau préside la commission d'appel.

Le décret du 2 juin 1876 supprima la spécialisa-

tion des inspecteurs, mais ce retour à l'ancien système ne devait pas durer.

Lorsque le Code pénal fut déclaré applicable à nos colonies et notamment à la Cochinchine par le décret du 6 mars 1857 un grand pas fut fait vers l'assimilation de la justice indigène et de la justice européenne. Ce décret eut comme conséquence de porter une grave atteinte aux droits du gouverneur. Les infractions aux arrêtés pris par lui furent assimilées à des contraventions et punies de peines de simple police. Désormais lorsque le gouverneur prend des arrêtés sanctionnés par quinze jours de prison et 100 francs d'amende, ils doivent, sous peine de devenir cadues, être approuvés dans les quatre mois par le chef de l'Etat. Le gouvernement de la Cochinchine fit entendre d'énergiques protestations craignant de se trouver en présence de grosses difficultés, mais sans obtenir satisfaction.

A cette époque les tribunaux indigènes ont obtenu leur maximum de développement ; nous voyons les notables siéger à côté de l'administrateur. Il ne semble pas que le gouvernement local songe à ce moment à l'unité de juridiction. Mais il a toujours une grande défiance à l'égard des tribunaux indigènes. L'arrêté du 6 octobre 1879 créant le tribunal supérieur des affaires indigènes veut placer la justice indigène sous le contrôle d'un magistrat français. Ce tribunal supérieur, créé à Saïgon pour remplacer la

commission d'examen, se compose d'un administrateur ou d'un inspecteur président et de quatre membres, un magistrat du service judiciaire français, un inspecteur, un administrateur et deux assesseurs indigènes ou Asiatiques.

Il connaît sur appel soit des parties, soit de la partie civile, soit du chef de la justice de tous les jugements en matière civile, commerciale rendus en premier ressort par les tribunaux inférieurs. Ses jugements sont définitifs, sauf en matière criminelle grave. Il connaît des recours en cassation contre les jugements en dernier ressort de tribunaux de première instance pour incompétence, excès de pouvoir, violation de la loi.

Un arrêté du même jour confère, « en dehors du ressort des tribunaux français et dans des affaires correctionnelles et de simple police intéressant les Européens, les fonctions de ministère public au deuxième administrateur, et charge ce magistrat de l'instruction, de la poursuite et de l'exécution des jugements ».

A partir du moment où paraissent ces deux arrêtés les événements vont marcher rapidement. Le régime civil est substitué au régime militaire le 13 mai 1879 et ce fait va avoir comme conséquence la réorganisation complète du système judiciaire en Cochinchine et la substitution de la justice française à la justice indigène.

Le décret du 7 novembre 1879 décide que le deuxième administrateur sera chargé exclusivement du service judiciaire dans les conditions prévues par le décret du 25 juillet 1864. Les fonctions du ministère public seront exercées sous la surveillance du premier administrateur par un administrateur ou un agent de l'inspection désigné par le gouverneur. On eut soin pour remplir ces fonctions de choisir autant que possible des licenciés en droit.

Le chef de la justice indigène se rend parfaitement compte de l'évolution qu'elle va subir. Ces dispositions nouvelles constituent « un état de choses absolument nouveau qui rend insuffisantes les règles de procédure civile et d'instruction criminelle en usage dans les tribunaux indigènes de la colonie ».

Un peu plus loin il estime que cette organisation est transitoire. « Votre arrêté du 14 janvier 1880 substitue au magistrat unique chargé de l'ensemble des fonctions judiciaires dans chaque arrondissement un tribunal formé d'un juge et assisté d'un ministère public, lequel fonctionne sous la haute direction du premier administrateur sous réserve pour le premier des conditions d'indépendance qui conviennent au magistrat. Nous voyons surgir une situation absolument nouvelle et entrer dans les tribunaux indigènes des magistrats nouveaux qui attendent de vous, Monsieur le Gouverneur, la définition claire et formelle de leurs droits et devoirs respectifs envers

leurs chefs, leurs égaux et les justiciables. » Plus loin il dit : « Convaincu que le but qui nous est proposé tend à l'unité de juridiction... » En somme, à ce moment il y a pour la justice indigène des tribunaux de paix, de première instance et une Cour d'appel et de cassation (tribunal supérieur).

Dans chaque inspection le premier administrateur dirige l'action judiciaire. Il cherche et poursuit les crimes, il dispose de la force publique. A son parquet est attaché un administrateur ou agent d'inspection qui fait fonction de ministère public près du tribunal local.

Le deuxième administrateur est investi des pouvoirs judiciaires. Il est chargé de l'instruction. C'est à lui que le premier administrateur transmet les informations sommaires accompagnées d'un réquisitoire lorsqu'il y aura lieu de poursuivre. Cette organisation est sans doute celle d'une justice administrative, mais elle tend à se rapprocher de notre justice française. Enfin cette justice tend à perdre son caractère propre, puisqu'elle cesse d'être rendue **au nom du gouverneur héritier du roi d'Annam.**

« Les jugements et arrêtés ne seront plus rendus en vertu des pouvoirs conférés par le gouverneur, **mais au nom du peuple français.** » Au début de 1880, la justice indigène voit entamer vigoureusement le lien qui la rattache encore aux coutumes annamites : la législation. La législation française commerciale

est appliquée aux Chinois en vertu d'une dépêche ministérielle du 19 janvier 1880, puis le 16 mai 1880 un décret déclare applicable aux indigènes notre Code pénal sauf quelques modifications.

La justice indigène est arrivée à ce moment au terme de son existence. Les mesures vont se précipiter et la faire disparaître entièrement. C'est d'abord le décret du 3 avril 1880 qui remplace le tribunal supérieur par une deuxième Chambre de la cour d'appel de Saïgon, c'est enfin le décret du 25 mai 1881 qui en prononce la suppression définitive.

La substitution de notre justice à la justice indigène ne se fit pas sans de nombreux à-coups ; nous allons le voir maintenant. Elle aurait dû être favorable aux indigènes qui ainsi peuvent encore mieux se pénétrer de nos mœurs. Nous cherchons à assurer notre domination en lui donnant pour base la prospérité croissante de nos sujets tout en respectant l'essentiel des institutions annamites. Or, il semblait que faire rendre la justice par des magistrats français serait avantageux pour nous et les indigènes justiciables. Oui, si les magistrats de Cochinchine connaissaient les mœurs du pays et surtout sa langue. Mais il est loin d'en être ainsi et on assiste au spectacle bizarre de voir des indigènes jugés par des hommes qui les ignorent presque entièrement.

CHAPITRE III

L'assimilation des deux justices et l'évolution de l'organisation de la justice française Les tâtonnements

§ 1. — *La cour d'appel de Saïgon reçoit les appels des juridictions indigènes*

Le décret du 3 avril 1880 qui attribuait compétence à la Cour de Saïgon pour statuer sur l'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes, succédant à l'arrêté du 6 octobre 1879 créant un tribunal supérieur, sonnait le glas des juridictions indigènes. C'était la première mesure décidée par le gouvernement, les autres devaient suivre à brève échéance.

Le rapport précédant le décret du 3 avril 1880 indique les raisons qui ont motivé la substitution de la justice française à la justice indigène. Il fait prévoir ce qui se passera dans la suite. « L'article 13 § 2 du décret du 25 juillet 1864 investi les administrateurs des affaires indigènes dans les provinces de

la connaissance des affaires civiles et criminelles intéressant les Annamites, le statut personnel de ces derniers était respecté. Ces fonctionnaires successeurs pour ainsi dire de l'administration antérieure à la conquête, doivent se conformer dans leurs décisions aux prescriptions de la loi annamite. Leurs arrêts ne sont attaquables que devant le gouverneur investi à cet égard des pouvoirs appartenant aux anciens souverains du pays et ayant exclusivement le droit de faire grâce.

Ces dispositions prises au lendemain de la conquête et qui confondaient les attributions administratives et judiciaires étaient justifiées à cette époque par notre situation dans le pays. Il importait en effet de maintenir à l'autorité locale la puissance nécessaire pour réprimer rigoureusement les tentatives de révoltes et les crimes de piraterie. D'autre part, il eût été trop dangereux de rompre brusquement avec les habitudes des indigènes accoutumés à porter leurs contestations devant le chef de la province. Le temps, en faisant connaître peu à peu à la population indigène les principes de notre civilisation, l'a mise à même d'apprécier les formes tutélaires de notre justice et d'en souhaiter l'application à son profit ». Cette dernière phrase est tout un programme, elle annonce la disparition prochaine de la justice indigène.

« Le moment semble venu d'introduire nos for-

mes judiciaires dans l'administration de la justice indigène de manière à retirer aux décisions des juges un caractère arbitraire qu'on peut leur reprocher sans toutefois enlever aux Annamites le droit d'être juges d'après leurs lois particulières. »

Le gouvernement ne veut rien brusquer ; il est question seulement en ce moment des garanties à donner aux justiciables indigènes. C'est assez pour commencer, la voie est préparée à la substitution. « Déjà un premier pas a été fait dans cette voie, le décret du 7 novembre 1879, en décidant que les fonctions judiciaires seraient exercées non plus comme autrefois par les chefs de l'arrondissement, mais par une administration uniquement affectée au service de la justice, a posé le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs. Pour compléter cette réforme il convenait de substituer à la jurisprudence gracieuse du gouverneur une juridiction d'appel chargée de connaître les jugements rendus par les tribunaux indigènes. Guidé par cette pensée M. le gouverneur de la Cochinchine a pris à la date du 6 octobre dernier un arrêté portant organisation d'un tribunal supérieur indigène. Cet acte, bien que constituant une amélioration par rapport à l'état antérieur, a l'inconvénient de maintenir dans la colonie deux juridictions entre lesquelles les conflits ne tarderaient pas à naître et de tenir éloignés de la justice française et de son influence civilisatrice nos

sujets d'Extrême-Orient ». Aussi est-il plus conforme à l'esprit de progrès d'attribuer à la Cour de Saïgon la connaissance des appels en matière indigène. Pour ce genre d'affaire il sera adjoint aux magistrats européens des magistrats spéciaux.

L'article 1^{er} du décret porte que la Cour d'appel de Saïgon connaît de l'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes. Le procureur général devient le chef de tous les services judiciaires. Puisque la Cour est juridiction d'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes, il est naturel que la haute direction du service judiciaire lui soit attribuée.

La Cour connaît de l'appel formé par le ministère public où les parties intéressées :

1^o Contre les jugements rendus par les tribunaux indigènes en matière civile et commerciale, lorsqu'ils auront statué sur les demandes qui excéderont 1.500 francs de valeur déterminée ou 60 francs de revenu ;

2^o Contre tous les jugements rendus par les tribunaux indigènes en matière correctionnelle et criminelle. En matière criminelle les jugements dont il n'aura pas été fait appel ne seront définitifs qu'après l'homologation de la Cour.

Les jugements en dernier ressort rendus en toute matière par les tribunaux indigènes pourront être attaqués devant la Cour par la voie de l'annulation

dans les formes et conditions déterminées par le décret du 25 juin 1879. Les dispositions de l'article 5 du décret du 7 mars 1868 et celles du titre II du décret du 26 juin 1879 concernant le recours en cassation⁽¹⁾ leur sont applicables.

L'article 6 envisage les conflits pouvant s'élever entre un tribunal français et un tribunal indigène le règlement de juges sera prononcé par la Cour en audience solennelle et toutes Chambres réunies.

Les avocats défenseurs sont admis à défendre les accusés et les prévenus devant la Cour statuant en matière indigène. Provisoirement la deuxième Chambre de la Cour d'appel connaît spécialement de l'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes. Elle est composée d'une façon toute spéciale. Un conseiller la préside assisté de deux inspecteurs des affaires indigènes, licenciés en droit autant que possible, désignés par le gouverneur sur la proposition du procureur général et avis du directeur de l'Intérieur. Lorsque la Cour statue en matière criminelle deux assesseurs indigènes ayant voix consultative lui sont adjoints.

Les cadres de la Cour d'appel étaient trop étroits pour supporter le surcroît de travail que devait leur occasionner cette réforme. Un décret en date du 28 mai 1880 crée un emploi de vice-président à la

1. Voir pages 39 et 45.

Cour, un emploi de premier substitut et un de deuxième substitut. Un arrêté en date du 24 juin 1880 crée un emploi de commis-greffier.

§ 2. — *Le décret de 1881. — La justice de paix de Saïgon et les juridictions de première instance depuis ce décret.*

Cette organisation nouvelle ne devait pas longtemps durer, les termes du décret le faisaient d'ailleurs prévoir. C'était « provisoirement » que la deuxième Chambre de la Cour connaissait de l'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes. Un autre décret qui bouleversait entièrement le système judiciaire en supprimant la justice indigène était d'ore et déjà en préparation. Les juridictions indigènes étaient remplacées par les juridictions françaises. La Cour d'appel connaissait alors normalement des affaires indigènes. Ce décret apparut le 25 mai 1881. Le régime institué en 1864 distinguait le tribunal français de Saïgon connaissant les affaires civiles et commerciales entre Européens et des crimes commis par des Européens au préjudice d'Européens, et les tribunaux qui devaient se référer à la loi annamite et connaître de toutes les affaires où se trouvaient des indigènes. Depuis cette époque de grands progrès s'étaient accomplis en Cochinchine. Le gouvernement désirait préparer insensiblement les voies

pour l'assimilation de la population indigène. Le nombre des contestations avait augmenté. La connaissance plus complète du pays et de la population permettait une recherche plus active et plus efficace des crimes et des délits. Mais surtout « l'expérience donnait lieu de penser qu'il convient de déterminer d'une manière plus complète l'organisation de la justice en prenant pour base la séparation des pouvoirs ». Cette raison domine dans l'idée de réorganisation, le gouverneur et ses subordonnés avaient entièrement entre leurs mains la justice indigène.

L'arrêté de 1879 et le décret de 1880 les avaient dépossédés en partie de leurs pouvoirs, le décret du 25 mai 1881 les dessaisit de toute autorité en cette matière. « Dans les possessions françaises en Cochinchine, la justice est rendue par des tribunaux de paix, des tribunaux de première instance et de commerce et une cour d'appel (art. 1) ». Voici la base de l'organisation judiciaire actuelle. Donc plus de tribunaux indigènes.

La justice de paix créée à Saïgon par le décret du 15 mai 1875 est agrandie, deux suppléants sont adjoints au juge de paix. Sa compétence et son fonctionnement sont déterminés conformément aux règles qui régissent les justices de paix en France. Dans les autres localités, à défaut de tribunaux de paix, les juges présidents des tribunaux de première instance remplissent dans l'arrondissement, au siège de ce tri-

bunal, les fonctions contentieuses des juges de paix et tous les actes tutélaires qui leur sont attribués. Dans les provinces où ne siège pas le tribunal de première instance, l'administrateur conserve seulement les fonctions tutélaires. Les fonctions de juge président agissant comme juge de paix, ne seront pas très lourdes, de temps immémorial les maires notables et chefs de canton, ayant le droit de constituer des tribunaux de conciliation au civil. Cette justice simple et peu coûteuse est conservée, d'un autre côté les contraventions de simple police constituent presque toutes les fautes contre l'indigénat que l'administration est obligée de réprimer (1), pour assurer l'efficacité de ses ordres et l'action visible de notre souveraineté.

Le chapitre II du décret est relatif aux tribunaux de première instance. Il est établi des tribunaux de première instance à Saïgon, à Binh-hoa, à Mytho, Bentré, Vinh-long, Chaudoc et Soc-trang, l'étendue de leur ressort est provisoirement fixé par arrêté du

1. Décret du 25 mai 1881, article premier. — « Les administrateurs des affaires indigènes en dehors du ressort de Saïgon continueront à statuer par voie disciplinaire sur les infractions commises par les Annamites non citoyens français et ceux qui leur seront assimilés contre les arrêtés du gouverneur rendus en vertu de l'article 3 du décret du 6 mars 1877. Ils prononceront les peines édictées par ces arrêtés jusqu'à un maximum de huit jours de prison et de 50 francs d'amende. »

gouverneur. Le décret du 25 mai 1881 fut mis en application le plus tôt possible, mais de nombreux obstacles la retardèrent. Le 24 octobre est supprimé le tribunal indigène du XX^e arrondissement. Le tribunal de Saïgon connaît désormais des affaires qui étaient de sa compétence. Le 8 novembre le gouverneur prend un arrêté relatif à l'entrée en fonctions du tribunal de Bien-hoa, le 14 novembre sont installés ceux de Mytho et Beutré, le 19 ceux de Chaudoc, Soc-trang et Vinh-long. Mais ces arrêtés ne purent être exécutés immédiatement il n'y avait pas de locaux disponibles.

Ces tribunaux auront sans doute un ressort considérable, mais ils suffiront pour le moment à l'expédition des affaires. Le principe de l'unité de juge est conservé. Le tribunal de Saïgon est composé d'un juge président, d'un lieutenant de juge et de quatre juges suppléants. Le lieutenant de juge remplace le président et fait fonction de juge d'instruction. Un procureur et un substitut remplissent les fonctions de ministère public, un greffier assisté de un ou plusieurs commis greffiers est institué près le tribunal.

Les tribunaux de Binh-hoa, Mytho (1) et Beutré (2)

1. Décret du 9 décembre 1886. Création d'un deuxième juge suppléant.

2. *Id.*, suppression du juge suppléant.

sont composés d'un juge président, d'un lieutenant de juge, d'un juge suppléant et d'un procureur de la république.

Ceux de Vinh-long, Soc-trang et Chaudoc sont composés d'un juge président, d'un lieutenant de juge et d'un procureur.

Les greffiers nommés près ces tribunaux remplissent en même temps les fonctions de notaires et de commissaires-priseurs.

Les tribunaux de première instance de la Cochinchine connaissent en premier et dernier ressort de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs en principal et des actions immobilières jusqu'à 100 francs de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail et à charge d'appel de toutes autres actions. En matière commerciale, la compétence des tribunaux dans les provinces est la même que celle du tribunal de commerce de Saïgon. Ces tribunaux connaissent en outre de l'appel des jugements des tribunaux de paix dans les circonscriptions où il existe des juridictions de cet ordre.

En matière correctionnelle, ils connaissent à charge d'appel de tous les délits correctionnels. Ils connaissent des appels de simple police là où il existe des juridictions de cet ordre. Dans les arrondissements où provisoirement il n'existe pas de tribunaux de paix, la connaissance des affaires de la compétence

de ces tribunaux est déferée aux tribunaux de première instance.

Cette organisation devait longtemps rester telle ; mais le nombre des affaires augmentant sans cesse, leur circonscription territoriale étant beaucoup trop grande, ces tribunaux devinrent rapidement surchargés. Il fallut songer à les soulager dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice. On chercha à compléter l'œuvre de 1881 en créant des justices de paix à compétence étendue semblables à celles de nos établissements de l'Inde. Une commission chargée d'en étudier le fonctionnement et de préparer un projet de décret est instituée le 10 juin 1885, et le 9 décembre 1886 parut un décret instituant des justices de paix à compétence étendue.

Le tribunal de Binh-hoa est supprimé. Ce tribunal est en effet situé aux portes de Saïgon, son utilité était dans ces conditions très contestable. Sa circonscription territoriale est absorbée par le tribunal de Saïgon et trois des justices de paix à compétence étendue créées. En raison du surcroît de travail que cette modification va lui occasionner, un emploi de premier lieutenant de juge est créé au tribunal de Saïgon.

Sept justices de paix à compétence étendue sont instituées, leurs sièges sont établis à Bavia, à Bien-hoa, Cantho Long Xuyen, Rach-gia, Tayninh et Travinh. Elles se composent d'un juge de paix, d'un

greffier qui exerce les fonctions de notaire et de commissaire-priseur. Lorsque ces tribunaux de paix statuent en matière correctionnelle ou en simple police, ils sont assistés d'un commissaire de police qui remplit les fonctions de ministère public.

Ces commissaires de police exercent en outre sous la direction et la surveillance du procureur de la république près le siège de la cour criminelle du ressort, les pouvoirs attribués aux procureurs et aux commissaires de police par le Code d'instruction criminelle. Ces commissaires sont nommés par le gouverneur sur la présentation du directeur de l'Intérieur et du procureur général. Ils prêtent serment devant le juge de paix.

Les juges de paix sont investis de toutes les attributions conférées aux présidents de tribunaux de première instance. Ils sont en outre chargés de l'instruction, c'est le juge unique dans toute l'acception du terme. Il fait tout. Il juge au correctionnel après avoir instruit les affaires. C'est un bien grand pouvoir qui lui est laissé entre les mains. Ces juges de paix sont nommés par décret, ils doivent remplir les conditions d'âge et d'aptitude requises pour entrer dans la magistrature de la Cochinchine. Une avantage est fait à ceux qui connaissent la langue annamite et l'écriture en quoc-ngu. Ils reçoivent une prime annuelle de 500 francs, cette prime est portée à 100 francs pour ceux qui connaissent les

caractères chinois, ces magistrats prêtent serment devant la cour. Leur costume est le même que celui des lieutenants de juge.

Le décret du 9 décembre 1886 fixe la compétence territoriale des tribunaux et des justices de paix à compétence étendue : « Le ressort du tribunal de Saïgon comprend le XX^e arrondissement et les arrondissements de Cholon et de Gia-Dinh ;

« Celui du tribunal de Mytho, les arrondissements de Mytho, Gocong et Tan-an ;

« Celui de Bentré, l'arrondissement de Bentré ;

« Celui de Vinh-long, les arrondissements de Sadec et de Vinh-long ;

« Celui de Chaudoc, les arrondissements de Chaudoc et de Hatien ;

« Celui de Soctrang, les arrondissements de Soctrang et de Bac-lieu ;

« Le ressort du tribunal de paix à compétence étendue de Bien-hoa comprend les arrondissements de Bien-hoa et de Thudammot ;

« Celui des autres justices de paix, l'arrondissement au chef-lieu duquel chacune d'elles est installée. »

Dans les îles de Poulo-Condore l'administrateur exerce les attributions de juge de paix à compétence étendue et son secrétaire d'arrondissement celles de commissaire de police.

Ces tribunaux de paix ont la même compétence en matière civile et correctionnelle que les tribunaux

de première instance de Cochinchine et en matière commerciale que le tribunal de commerce de Saïgon. L'appel des jugements rendus par eux en premier ressort sont déférés à la Cour de Saïgon.

Ce décret était à peine parvenu dans la colonie que paraît un arrêté en date du 3 mars 1887 en suspendant provisoirement la promulgation. Un nouveau décret vint le 15 novembre 1887 reprendre et coordonner les dispositions des décrets du 25 mars 1881 et du 9 décembre 1886. Cette fois le ministre de la Marine et des Colonies trouve que les tribunaux de première instance coûtent beaucoup trop cher et qu'il y aurait grand avantage pécuniaire à les remplacer par des justices de paix à compétence étendue. « Ces dépenses de personnel m'ont paru fort élevées et hors de proportion avec le nombre et l'importance des affaires portées devant les juges du premier degré. » La procédure en usage devant ces tribunaux est trouvée trop compliquée. Celle des justices de paix à compétence étendue est, en effet, bien plus simple et plus rapide. La justice sera ainsi distribuée plus promptement aux indigènes.

Les tribunaux de première instance de Mytho, Chaudoc, Soctrang et Bentré sont supprimés. Seuls ceux de Saïgon et de Vinh-long sont maintenus, et à la place de ces tribunaux sont créées des justices de paix à compétence étendue à Bien-hoa, Tay-Ninh, Mytho, Chaudoc et Soctrang.

Le ressort de ces tribunaux de paix est ainsi arrêté : celui de Bien-hoa comprend les arrondissements de Bien-hoa et de Baria.

Celui de Tay-Ninh, l'arrondissement de Tay-Ninh ;

Celui de Mytho, ceux de Mytho, Tan-an, Gocong et Bentré ;

Celui de Chaudoc, ceux de Chaudoc, Hatien-Long-Xuyen et Rach-Gia ;

Celui de Soctrang, ceux de Soctrang et de Bac-lieu. Il est adjoint un suppléant de juge de paix à chacune de ces justices de paix. Ces magistrats sont astreints à tenir, chaque mois, à intervalle régulier, une audience au chef-lieu de chacun des arrondissements compris dans leur circonscription.

Rien n'est changé quant à leur compétence *ratione materiæ*, un point seulement est modifié : l'article 8 *in fine* stipule (1) que le revenu des actions immobilières sera « déterminé par la déclaration des parties ou en cas de désaccord par l'estimation faite sans frais par le chef du canton du lieu de la situation des immeubles litigieux ; à charge d'appel de toutes autres actions ». Les décrets de 1881 et de 1888 disaient que la valeur des actions immobilières susceptibles d'être jugées en premier et dernier ressort par ces juridictions étaient fixées d'après les évaluations de contrats de vente ou de cession de terre portant

1. Modifié par le décret du 19 août 1889, il comprend les arrondissements de Bien-hoa, Taudamot et Baria.

constitution de vente ou suivant le prix d'un bail. Or en Cochinchine ces deux espèces de contrats sont pour ainsi dire inconnus des indigènes et faute d'évaluation précise, tout procès ayant pour objet un droit immobilier quelconque se trouvait soumis à deux degrés de juridiction. C'est pour ces raisons que le gouvernement proposa l'adoption du nouveau mode d'évaluation qui a l'avantage d'être simple et sans frais.

La situation de la justice de paix de Saïgon reste la même.

Les tribunaux de première instance de Saïgon et de Vinh-long sont maintenus avec, comme ressort : le premier, le XX^e arrondissement et les arrondissements de Cholon et de Gia-dinh, le second ceux de Vinh-long, Sadec, Travinh et Cantho.

Leur composition ainsi que leur compétence restent telles qu'elles ont été fixées par le décret du 25 mars 1881.

Les deux procureurs de Saïgon et de Vinh-long se partagent la circonscription des justices de paix au point de vue de la direction de l'action publique. C'est ainsi que celles de Bien-hoa, Tayninh et Mytho ressortent de celui de Saïgon et celles de Chaudoc et Soc-trang de celles de Vinh-long.

Enfin le président du tribunal de Vinh-long et son suppléant sont astreints à tenir une audience chaque mois au chef-lieu de chacun des arrondissements

compris dans son ressort et qui ne possèdent pas de justice de paix à compétence étendue. Ce magistrat exerce également dans la circonscription de son tribunal, les fonctions contentieuses de juge de paix et fait les actes tutélaires attribués à ce magistrat.

Il paraissait possible de croire qu'après tant de vicissitudes l'organisation judiciaire en ce qui concerne les tribunaux et les justices de paix serait enfin établie d'une manière définitive. Il ne devait encore rien en être. Le gouverneur de la Cochinchine fut en effet autorisé à ne pas promulguer le décret en raison des vives critiques qu'il soulevait. Le gouvernement était fort indécis. Ce qui était bien aujourd'hui ne l'était plus le lendemain ou était à remanier en grande partie. Pour justifier la substitution des justices de paix à compétence étendue aux tribunaux, des arguments financiers ont été invoqués. Trop de tribunaux, trop de magistrats pour un petit nombre d'affaires ; avec des justices de paix à compétence étendue, les litiges seront aussi bien solutionnés et la justice coûtera moins cher. Il était fait bon marché des justiciables ; la préoccupation de leurs intérêts et des garanties qu'il leur était légitime d'avoir, était nulle. Aussi le système des justices de paix à compétence étendue si peu nombreuses ne fut-il même pas appliqué. Le 5 juillet 1888 paraît un nouveau décret qui va commencer timidement à

remettre en faveur les tribunaux de première instance. Ils vont mettre un terme à cette situation incertaine créée par des décrets, démolissant, rebâtissant, non promulgués, mais connus néanmoins ; il ne réussit encore qu'à faire du provisoire. Un tribunal de première instance est institué de nouveau à Mytho. La raison donnée est que la tâche du procureur de Saïgon et de Vinh-long qui doit diriger l'action publique sur toute la Cochinchine est trop grande. Il faut les décharger. On remédie à cet état de choses en créant à Mytho un tribunal de première instance composé comme celui de Vinh-long. Son ressort comprend les arrondissements de Mytho, de Gocong et Tanan.

Deux nouvelles justices de paix sont instituées, celles de Long-Xuyen est rétablie avec comme ressort les arrondissements de Long-Xuyen et de Rach-gia et se trouve sous la dépendance du procureur de Vinh-long.

Celle de Bentré, créée par le décret, comprend les arrondissements de Bentré et de Travinh. Elle dépend de Mytho.

Les justiciables finiront par ne plus savoir de quelle justice de paix ou de quel tribunal ils ressortent. Sans cesse des modifications nouvelles de ressort viennent troubler les opérations judiciaires. Toutes heureusement ne furent pas mises à exécution. Mais ce n'est pas fini encore. Cette suite de décrets

ferait croire que toutes ces réformes ont été procédées au hasard, sans études préalables. C'est un tâtonnement vraiment étonnant.

Le 17 mai 1889, moins d'un an après le décret du 5 juillet 1888, en apparaît un nouveau bouleversant entièrement le système judiciaire. Les justices de paix à compétence étendue sont supprimées et des tribunaux de première instance, maintenant en faveur, vont les remplacer. « L'article 11 du décret du 15 novembre 1887 avait investi les commissaires de police des fonctions de ministère public près les justices de paix à compétence étendue, le procureur général n'avait par suite comme auxiliaires directs dans l'intérieur pour l'exercice de l'action publique que ses deux substituts de Vinh-long et de Mytho. Cela fut jugé insuffisant et l'article 7 du décret du 18 septembre 1888 décida que des juges suppléants ou des attachés au parquet rempliraient les fonctions de ministère public près les tribunaux de paix et exerceraient les attributions d'officiers de police judiciaire. Comme conséquence, un arrêté porta de cinq à huit le nombre des attachés de parquet général. Ce système ne donna pas de bons résultats. Afin d'éviter les froissements qui peuvent survenir entre des fonctionnaires de degrés différents et devant avoir fréquemment des rapports de service, la substitution des tribunaux de première instance aux justices de paix à compétence étendue s'impose.

L'inégalité de situation entre les membres de tribunal de première instance et les fonctionnaires de l'administration est, en effet, moindre qu'entre ces derniers et de simples juges suppléants ou attachés de parquet (1). » Ce système aura encore un autre avantage : la justice sera rapprochée des justiciables. Ce nouveau décret, dans son titre II, maintient la justice de paix de Saïgon composée d'un juge de paix d'un greffier assermenté et, s'il en est besoin, d'un commis-greffier assermenté. Son ressort comprend le territoire de la ville de Saïgon et les arrondissements de Cholon, Gia-dinh et Baria.

Le titre III supprime les justices de paix à compétence étendue et les remplace par des tribunaux de première instance divisés en trois classes. Celui de Saïgon est mis à part il se compose d'un juge président, d'un lieutenant de juge et de juges suppléants spécialement destinés à remplacer les magistrats empêchés à Saïgon ou à l'intérieur, d'un procureur de la République, d'un substitut et d'un greffier assisté d'un ou plusieurs commis-greffiers assermentés. Son ressort est le même que celui de la justice de paix de Saïgon.

Dans chacun des autres arrondissements de Cochinchine siège un tribunal de première instance. Ceux de Mytho et Vinh-long sont de 1^{re} classe. Ceux de

1. Rapport précédant le décret du 19 mai 1889.

Bentré, Bien-hoa, Sadec et Chaudoc de 2^e classe ; ceux de Cantho, Travinh, Long-Xuyen, Tananh, Gocong (1), Soctrang, Tayninh et Bac-Lieu de 3^e. Il y a donc en tout quatorze tribunaux de première instance plus celui de Saïgon. Ces tribunaux sont composés chacun d'un juge, d'un procureur et d'un greffier à la fois notaire et commissaire-pri-seur. Au fond il y a peu de changement avec le système des justices de paix à compétence étendue. Le nombre des tribunaux est beaucoup plus grand. Ce personnel comprend en plus un procureur de la République. C'est en réalité un changement de nom permettant d'instituer un poste de procureur de la République pour les raisons indiquées plus haut. Le juge unique subsiste toujours dans le tribunal de première instance comme dans la justice de paix à compétence étendue.

Le chapitre II du titre III du décret du 17 mai 1889 précise les conditions dans lesquelles doit être appliquée aux Annamites la loi indigène : « La loi annamite régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales entre indigènes et Asiatiques, toutefois la déclaration faite dans un acte par lesdits indigènes ou Asiatiques qu'ils entendent

1. Par décret du 20 septembre 1892 ce tribunal est supprimé et rattaché à celui de Tananh en raison des fièvres paludéennes qui sévissent dans la région et en interdisent le séjour aux Européens.

contracter sous la loi française entraîne l'application de cette loi. » — « La loi française régit toutes les contestations et toutes les conventions civiles et commerciales entre Européens et entre Européens et Asiatiques assimilés. » Ces deux règles sont toujours en vigueur. Elles modifient peu les dispositions analogues du décret de 1864.

Bien n'est changé à la compétence *ratione materiæ* des tribunaux de Cochinchine et aux attributions des juges de l'intérieur faisant fonctions de juges de paix et de simple police. Ils sont encore chargés de l'instruction.

Cette dernière organisation apporta enfin un peu de stabilité. Elle permit de faire véritablement l'expérience d'un système et d'apporter ensuite les modifications nécessaires. Ce fut en 1895 que cette organisation fut retouchée ; nous en reprendrons l'étude lorsque nous étudierons l'organisation actuelle de la Cochinchine. Nous allons maintenant suivre les modifications subies depuis 1881 par la Cour d'appel.

§ 3. — La Cour d'appel de Saïgon

Le décret du 25 mai 1881 étend le ressort de Saïgon à toute la colonie. Elle se compose d'un président, d'un vice-président, de cinq conseillers et de quatre conseillers-auditeurs ayant voix délibérative lorsqu'ils

remplacent un conseiller, d'un greffier et de commis-greffier.

Le parquet de la Cour comprend le procureur général, un avocat général et deux substituts.

La Cour d'appel est divisée en deux Chambres, la seconde s'occupe plus spécialement des affaires civiles et commerciales entre indigènes.

Sa compétence *ratione materiæ* est aussi délimitée en matière civile et en matière commerciale. Elle connaît :

« 1^o Des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et de commerce ;

« 2^o Des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les représentants du protectorat français en extrême-Orient (loi du 29 avril 1869) ;

« 3^o Des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les consuls de France en Annam. Lorsque le décret du 9 décembre 1889 supprima une partie des tribunaux de première instance et les remplaça par des juges de paix à compétence étendue, la Cour de Saïgon connut de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les justices de paix à compétence étendue ainsi que de l'annulation des jugements rendus en dernier ressort par ces tribunaux. »

La Cour se constitue en Chambre des appels correctionnels pour juger des appels de jugements ren-

du par les tribunaux correctionnels de la colonie par le représentant du protectorat français au Cambodge et par les consuls de France en Annam et pour statuer sur les jugements attaqués par la voie d'annulation dans les formes et les conditions déterminées par le décret du 25 juin 1879.

La Cour d'appel de Saïgon ne suit pas le principe de l'unité de juge appliqué aux tribunaux de première instance, on veut donner plus de garanties aux justiciables en appel et permettre une étude plus approfondie des affaires pour lesquelles les magistrats s'éclaireraient réciproquement. Aucun arrêt ne peut être rendu par la Cour si elle n'est pas composée de trois membres au moins. Pour les demandes en annulation il doit y avoir au moins cinq membres en séance. La même règle est suivie pour les arrêts rendus en audience solennelle.

L'assemblée générale de la Cour se compose de tous ses membres, mais aucune décision ne peut y être prise si cinq au moins ne sont présents. Les décisions sont prises à la majorité, en cas de partage le plus jeune des magistrats se retire.

En 1889, la Cour d'appel de Saïgon change de nom, c'est désormais la Cour d'appel d'Indo-Chine française, elle est composée de sept conseillers, les conseillers-auditeurs sont supprimés. Le nombre de conseillers est porté à dix par le décret du 16 octo-

bre 1896. Sa compétence est toujours la même au point de vue civil, commercial et correctionnel.

La Cour d'appel d'Indo-Chine redevint Cour d'appel de Saïgon par le décret du 17 mai 1895. En 1894 avait été créée la Cour du Tonkin (1). La compétence de la Cour de Saïgon est modifiée. On lui enlève la connaissance de l'appel des jugements rendus en premier ressort en matière civile et commerciale au Tonkin et en Annam et les jugements correctionnels rendus dans les mêmes pays.

Une innovation très importante faite par ce décret va rapprocher encore davantage l'organisation judiciaire de la Cochinchine de celle de la Métropole. Une Chambre des mises en accusation est créée à la Cour de Saïgon, elle comprend trois membres et est présidée par le plus ancien. Ces magistrats sont désignés tous les six mois par le président de la Cour et ne peuvent faire partie de la Cour criminelle s'ils ont statué sur la mise en accusation. Cette Chambre connaît : 1° Des instructions relatives aux affaires qui sont de la compétence des Cours criminelles de la Cochinchine ; 2° Des affaires criminelles provenant des juridictions françaises établies dans les consulats du Siam, de la Chine et du Japon ; 3° Des oppositions formées aux ordonnances rendues par les juges d'instructions ; 4° Des demandes de réhabilitation.

1. Voir 2^e partie. Annam Tonkin.

Cette Chambre se réunit au moins une fois par semaine, plus souvent si cela est nécessaire. Les arrêts de renvoi rendus par la Chambre des mises en accusation peuvent être attaqués devant la Cour de cassation.

Cette création modifie considérablement les pouvoirs du procureur général. Jusqu'à présent, pour des raisons politiques, on avait cru devoir lui laisser la faculté de traduire les accusés devant la Cour criminelle. Il était absolument libre de faire de qu'il voulait. En 1895 la Cochinchine est entièrement pacifiée, nous n'avons aucune crainte à avoir pour la sécurité de notre domination. Aussi juge-t-on le moment favorable pour pousser plus avant l'assimilation des juridictions de notre colonie à celles de la Métropole.

Cette organisation resta intacte jusqu'en 1898. C'est de cette époque que date la véritable organisation administrative de notre colonie. L'Indo-Chine a à sa tête un gouverneur général qui a sous ses ordres un lieutenant-gouverneur et des résidents généraux établis dans les divers pays composant l'Union Indo-Chinoise. Il convient alors de rapprocher l'organisation judiciaire de l'organisation administrative, c'est ce que fait le décret du 8 août 1898 en supprimant la Cour d'Hanoï et en créant la Cour d'appel d'Indo-Chine.

§ 4. — *Des Cours criminelles*

Le décret du 7 mars 1868 en créant la Cour d'appel la rendait compétente en matière criminelle. Dans ce cas il était adjoint à la Cour impériale deux assesseurs désignés par la voie du sort. Ce système subsista longtemps ; le décret du 25 mai 1881 n'y apporta lui-même que des modifications de détails.

Les crimes commis sur le territoire des possessions françaises en Cochinchine sont déférés aux Cours criminelles. Les crimes commis au Cambodge par des Français ou d'autres individus d'origine européenne sont déférés à la Cour criminelle de Saïgon. Cette Cour siège tous les trois mois dans chacun des chefs-lieux d'arrondissements de la colonie où se trouve un tribunal de première instance. Elle peut siéger dans un lieu autre désigné par arrêté du gouverneur qui a le droit également d'ordonner la réunion de Cours criminelles extraordinaires.

La Cour criminelle de Saïgon se compose de trois conseillers dont l'un remplit les fonctions de président, toutefois (art. 31 du décret du 17 juillet 1889) au cas où les besoins du service l'exigeraient le gouverneur général pourra désigner, sur la proposition du procureur général, un magistrat de première instance au lieu et place de l'un des deux conseillers assesseurs.

Deux assesseurs complètent la Cour et sont tirés au sort sur une liste de vingt notables français domiciliés dans les arrondissements de Cholon et de Saïgon et jouissant de leurs droits politiques.

Lorsqu'il s'agira de juger les accusés annamites, les assesseurs seront indigènes et choisis sur une liste comme précédemment. Les assesseurs ont voix délibérative sur la question de culpabilité seulement ; trois voix sont nécessaires pour qu'il y ait condamnation. Le droit de récusation ne peut être exercé. Un greffier ou un commis-greffier assermenté assiste la Cour.

Lorsque la Cour criminelle siège dans un autre arrondissement, elle se compose d'un conseiller à la Cour d'appel président qui s'y transporte à l'époque fixée, de deux magistrats, puis parmi les juges du siège, de deux assesseurs indigènes choisis par le sort. Lorsque l'on juge des Européens les deux assesseurs indigènes sont remplacés par deux assesseurs européens choisis sur la liste de Saïgon.

A Saïgon le procureur général ou un substitut, en province les procureurs de la République près les tribunaux de première instance remplissent les fonctions de ministère public. C'est le gouverneur qui nomme pour chaque session le président et les juges assesseurs.

Le décret du 9 décembre 1886 établit le ressort des Cours criminelles qui jusqu'à présent étaient déterminées par les arrêtés fixant l'étendue du ressort des

tribunaux de première instance, arrêtés pris par le gouverneur en application du décret du 25 mai 1881. Le tribunal et la Cour de Binh-hoa sont supprimés. Le ressort de six Cours criminelles va comprendre les ressorts des tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence étendue.

Celui de la Cour criminelle de Saïgon s'étend sur le XX^e arrondissement et sur les arrondissements de Baria, Bien-hoa, Cholon, Gia-Dinh, Tayninh, Thudamot et les îles de Poulo-Condore.

Celui de la Cour criminelle de Mytho, sur les arrondissements de Gocong, Mytho et Tan-an.

Celui de la Cour de Bentré, sur les arrondissements de Bentré et Travinh.

Celui de la Cour de Vinh-long, sur les arrondissements de Sadec et de Vinh-long.

Celui de la Cour de Chaudoc sur les arrondissements de Chaudoc, Hatien, Long-Xuyen et Rach-Gia.

Celui de la Cour de Soctrang, sur les arrondissements de Soctrang, Bac-lien et Cantho.

Le décret du 15 novembre 1887 n'apporta que quelques modifications de détail. Les magistrats assesseurs seront désormais choisis pour les Cours de l'intérieur uniquement parmi les juges ou juges suppléants des tribunaux de Saïgon et de Vinh-long les seuls subsistants. La Cour criminelle de Bentré est supprimée et l'arrondissement de Ben-

tré est rattaché à la Cour de Mytho, tandis que celuiⁱ de Travinh l'était à celle de Vinh-long.

Un nouveau décret, celui du 5 juillet 1883, le précédent n'étant pas entré en vigueur, réduisit le nombre des Cours criminelles à trois. Le ressort de la Cour de Saïgon reste le même. Celui de la Cour de Mytho comprend désormais les arrondissements de Mytho, Gocong, Tananh, Bentré et Travinh ; celui de la Cour criminelle de Vinh-long, les arrondissement Vinh-long, Sadec, Cantho, Chaudoc-Hatien-Long-Xuyen, Rach-gia, Soctrang et Bac-lieu.

En raison de la proximité du Cambodge de cette dernière Cour, les crimes commis dans ce pays par des Français ou autres individus d'origine européenne ou assimilés sont enlevés à la Cour de Saïgon et lui sont déférés. Cette compétence est enlevée à la Cour de Vinh-long et restituée à la Cour de Saïgon par le décret du 17 juin 1889. Ce décret renferme quelques modifications concernant les assesseurs. Il prescrit une liste complémentaire de dix assesseurs pour chaque catégorie d'accusés (indigènes ou Européens) qui serviront à compléter les vides qui pourraient se produire dans les listes principales.

De plus les fonctions d'assesseurs sont désormais incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre d'un culte quelconque et de militaire en activité de service dans les armées de terre et de mer.

Nous réservons l'examen de la procédure devant les Cours criminelles pour le moment où nous étudierons l'organisation judiciaire actuelle de la Cochinchine.

§ 6. — *Du ministère public*

Il nous reste maintenant pour compléter l'étude de l'évolution subie par nos juridictions en Cochinchine à examiner les attributions du ministère public.

Le procureur général comme représentant l'action publique dans toute la colonie veille dans la limite de sa compétence à l'exécution des lois, ordonnances, décrets et règlements en vigueur ; il fait toutes les réquisitions nécessaires, poursuit d'office l'exécution des jugements et arrêts dans les dispositions qui intéressent l'ordre public (art. 23). Il signale au gouverneur les arrêts ou jugements en dernier ressort susceptibles d'être attaqués par voie d'annulation ou de cassation dans l'intérêt de la loi. Il requiert la force publique dans les cas déterminés par les lois et décrets : toutes les fonctions du ministère public lui sont spécialement et personnellement dévolues ; il prend la parole quand il le juge convenable.

Le procureur général est encore chef du service judiciaire ; en cette qualité il veille au maintien de

l'ordre et de la discipline dans tous les tribunaux de la colonie. Il surveille les officiers de police judiciaire, les juges d'instruction et les officiers ministériels. Il veille à l'exécution des lois et règlements dans les tribunaux. Lorsqu'il aura des observations à faire à ce sujet, le président de la Cour ou du tribunal sera tenu sur sa demande de convoquer une assemblée générale de la Cour ou du tribunal.

Le premier substitut et les substituts de procureur général participent à l'action du ministère public sous les ordres ou sous la direction du procureur général qui les attache à la Chambre à laquelle il croit leur service le plus utile. Le premier substitut dirige le parquet en l'absence du procureur général.

Dans les tribunaux de première instance les procureurs de la République exercent les fonctions du ministère public sous les ordres du procureur général. Des licenciés en droit nommés par le ministre sont attachés au parquet général et de première instance. Ils peuvent être nommés magistrats dès qu'ils remplissent les conditions.

Lorsque des justices de paix à compétence étendue furent instituées le 9 décembre 1886 les procureurs de la République de Mytho, Saïgon et Vinh-long furent chargés, en outre, de surveiller les commissaires de police remplissant les fonctions de ministère public près ces tribunaux.

Un décret en date du 21 septembre 1888 décida que les juges suppléants ou des attachés de parquet rempliraient près des tribunaux de paix à compétence étendue toutes les fonctions du ministère public. Ils sont officiers de police judiciaire et placés sous la surveillance du procureur de la République près le tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve le tribunal de paix.

Nous avons vu quels furent les nombreux inconvénients de cette disposition. Elle ne put résister longtemps aux critiques dont elle était l'objet et sa suppression entraîna une réforme de l'organisation judiciaire. Le décret du 17 juin 1889, qui supprima les justices de paix à compétence étendue pour les remplacer par des tribunaux de première instance, abrogea les dispositions, dont nous venons de parler, des décrets des 9 décembre 1886 et du 21 septembre 1888. Il complète et développe les attributions du ministère public.

Le procureur général est chargé de préparer et de soumettre au conseil privé les projets de décrets et d'arrêtés, de règlements et d'instructions en matière judiciaire; et les rapports concernant les contestations entre les membres des tribunaux relativement à leurs fonctions, rangs, prérogatives; enfin toutes les autres affaires concernant son service et qui doivent être portées au conseil privé.

Parmi ses nombreuses attributions le procureur

général a (1) la surveillance et la bonne tenue des lieux où se rend la justice, la préparation du budget, des dépenses relatives à la justice ; le contre-seing des arrêtés, règlements et décisions du gouverneur général et autres actes de l'administration locale en ce qui concerne la justice. Il nomme les agents attachés aux tribunaux dont le traitement joint aux diverses allocations n'excède pas 1800 francs par an. Il peut les révoquer ou les destituer.

Il exerce directement la discipline sur les notaires, avocats défenseurs et autres officiers ministériels.

Il travaille et correspond seul avec le gouverneur général. Il est responsable des actes de son administration hors le cas où il justifie avoir agi en vertu d'ordres formels du gouverneur général et lui avoir fait sur ces ordres des représentations qui n'ont pas été accueillies ou avoir proposé au gouverneur général des mesures qui n'ont pas été adoptées.

Telles sont les attributions du ministère public.

Le titre VI du décret du 17 juin 1889 les énumère longuement. Nous avons pris parmi elles celles qui nous ont paru se rattacher plus spécialement à l'organisation judiciaire laissant de côté celles qui n'y ont pas trait spécialement. Les fonctions du ministère public n'ont pas varié par la suite. Le titre VI du

1. Articles 105 et suivants.

décret du 17 juin 1889 reste le texte qui les réglemente.

Nous venons de passer en revue une série de décrets qui nous ont permis depuis 1881 jusqu'à 1889 de voir un peu tous les systèmes appliqués à notre colonie de Cochinchine. Nous voulons parler spécialement des juridictions de première instance. Les modifications ont été si rapides que certains décrets n'ont pas été appliqués, leur exécution étant suspendue avant qu'ils soient promulgués. Il semble que les pouvoirs publics aient agi avec une précipitation vraiment trop grande. Une réforme était à peine décidée et son texte à peine parvenu à la connaissance du gouverneur général que celui-ci en demandait la non-application, sentant les difficultés énormes qui seraient engendrées par le nouvel état de chose. La confection des décrets avait lieu trop loin de la Cochinchine.

Il était impossible en France de se rendre exactement compte des nécessités. Une étude plus approfondie du pays, de sa topographie même sommaire, de ses mœurs eût pu éviter ces tâtonnements.

Nous passons des tribunaux de première instance aux justices de paix à compétence étendue instituées concurremment avec eux ; puis vient la suppression des tribunaux de première instance ; deux sont maintenus : ceux de Saïgon et Vinh-long.

Un peu plus tard le gouvernement est obligé de rétablir le tribunal de Mytho. Le rapport précédant cette mesure est vraiment typique et montre bien avec quelle précipitation singulière étaient bouleversées les institutions judiciaires de notre colonie. « L'organisation créée par le décret de 1887 a soulevé de vives critiques, le gouverneur a été autorisé immédiatement à ne pas promulguer en Cochinchine ce décret. » Le décret précédent n'avait lui non plus reçu qu'une imparfaite exécution, puisqu'elle fut suspendue jusqu'à ce que les locaux nécessaires pour recevoir les justices de paix à compétence étendue fussent trouvés. Le motif est faible. Tout ceci résulte d'un fait maintes fois établi ; la métropole est trop loin pour façonner ses décrets ; ils ne peuvent être qu'imparfaits et risquent fort, nous venons de le voir, d'être en partie inapplicables, ou plus souvent encore de ne pas rendre les services attendus. Les décrets de 1887 et 1888 portaient en eux une faiblesse profonde qui devait entraîner leur abrogation. Nous sommes installés dans le pays depuis peu ; le calme est loin d'être extrêmement établi, il faut une action de tous les instants des pouvoirs publics et une action dirigée par une main ferme et possédant l'autorité nécessaire. Au lieu de cela le gouvernement met comme chefs du parquet des commissaires de police recevant leurs instructions de Saïgon de Vinh-long. Ces fonctionnaires sont, certes,

fort au courant de la situation, mais leurs décisions ont-elles assez de poids. Ils sont trop en sous-ordre, on va même plus loin, et, dans certains parquets, le ministère public est exercé par de simples juges suppléants ou attachés de parquet. C'était vraiment trop affaiblir l'action publique. Comment voulait-on que ces jeunes magistrats, novices encore dans leur métier eussent l'autorité et surtout le sang-froid nécessaire pour exercer les fonctions de procureur de la République.

Il fallut bien revenir à un système plus rationnel, et nous revenons alors à notre point de départ : au décret de 1881. Le décret du 17 juin 1889 revient en effet aux tribunaux de première instance, ce qui amène la création de postes de procureur dans tous les arrondissements de la Cochinchine. Le procureur général va pouvoir ainsi diriger normalement l'action publique.

Ce système va durer jusqu'au décret du 17 mai 1895 qui sera un décret de mise au point après expérience. Il est la base de l'organisation judiciaire actuelle.

CHAPITRE IV

L'organisation actuelle

SECTION I

DE LA LÉGISLATION APPLICABLE AUX INDIGÈNES EN COCHINCHINE

Le décret de 25 juillet 1864, créant les juridictions françaises et maintenant les juridictions indigènes, pose le principe qui fixe la législation à laquelle doivent être soumis les indigènes. Il est ainsi conçu : « La loi annamite régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales entre indigènes et Asiatiques ; toutefois la déclaration faite dans un acte par lesdits indigènes ou Asiatiques qu'ils entendent contracter sous l'empire de la loi française entraîne l'application de cette loi et la compétence des tribunaux français... (art. 11). » La question est donc bien nette, le droit privé annamite est donc maintenu. Leurs tribunaux continuent à se conformer à ses prescriptions. Mais les indigènes sont libres de recourir à la loi française s'il le désirent. Ce texte

visé les Annamites, indigènes de Cochinchine, et les Asiatiques ; pendant plusieurs années la catégorie « asiatique » ne fut pas nettement déterminée, il était possible de l'élargir et de la restreindre. Les tribunaux avaient sur ce point liberté d'appréciation (1) et il pouvait en résulter des conflits entre les deux sortes de juridictions établies en Cochinchine. L'arrêté présidentiel du 23 août 1871 vint énumérer limitativement les Asiatiques assimilés aux indigènes. Ce sont « les Chinois, les Cambodgiens, les Minh-huong, les Siamois, les Moïs, les Choms, les Stiengs, les Sangs-melès (Malais de Chaudoc) ».

Le principe posé par l'article 11 du décret du 25 juillet 1864 resta absolument intact lorsque les juridictions indigènes furent supprimées.

Les magistrats français appliquent aux indigènes la loi annamite comme le faisaient les juges annamites, toujours sauf la restriction que nous avons indiquée.

Quelques modifications sont venues créer des exceptions, mais le principe reste intact, le droit privé annamite régit toujours les indigènes et Asiatiques assimilés de Cochinchine. Le décret du 17 mai 1895

1. La Cour de Saïgon avait, en effet, déclaré dans un arrêt du 20 août 1869 que les articles 11 et 13 du décret de 1864 n'étaient applicables qu'aux Annamites et Chinois fixés sur le sol au moment de la conquête.

décide que « la loi française régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales entre Européens ou entre Européens et indigènes ou assimilés (art. 19) ». Le gouvernement français voulut donner plus de garanties aux transactions passées avec les commerçants asiatiques, aussi par le décret du 27 février 1892 a-t-il déclaré applicable aux Asiatiques étrangers et sujets français, qui exercent un commerce ou une industrie quelconque sur le territoire français de l'Indochine, les articles 1, 15, 16, 18 à 50, 64, 91 à 189, 437 à 614 du Code de commerce, la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés et celles des 4 mars 1889 et 4 avril 1890 sur la liquidation judiciaire.

Les négociants asiatiques sont traités comme des négociants français en ce qui concerne les tribunaux compétents en matière commerciale et la procédure à suivre. Une déclaration doit être faite par les Asiatiques huit jours avant d'exercer effectivement leur commerce.

Le gouvernement français s'est également préoccupé d'organiser autant que possible l'état civil des indigènes et assimilés. Ceux-ci sont astreints à déclarer les naissances, les mariages et les décès ; ils sont donc soumis sur ce point à la législation française.

Dernière dérogation et des plus importantes, lorsque la législation annamite est insuffisante, les

tribunaux français appliquent aux indigènes la législation française qui est alors considérée comme raison écrite.

En matière criminelle jusqu'en 1880 le principe posé par le décret du 25 juillet 1864 est maintenu : «... La loi annamite régit également les crimes et délits commis par les indigènes ou Asiatiques sauf les exceptions prévues par l'article 14 (art. 11 *in fine*). »

Art. 14. — « Les tribunaux français connaissent de tous les crimes, délits ou contraventions commis dans l'étendue du ressort soumis à leur juridiction, à quelque nation qu'appartiennent les accusés ou inculpés. Ils connaissent également des crimes commis hors du ressort, mais sur le territoire de la Cochinchine soumis à la domination française, par les Européens ou par des indigènes ou par des Asiatiques de complicité avec des Européens ; ou par des indigènes ou Asiatiques au préjudice d'Européens. » Dans tous ces cas les peines prononcées sont celles du Code pénal (art. 18).

Au moment où la suppression des juridictions indigènes va s'accomplir un Code criminel spécial aux indigènes est promulgué. Le décret du 16 mars 1880 applique, en effet, aux indigènes en Cochinchine le Code criminel modifié (1).

1. Voir. Dislère. *Traité de législation coloniale*, t.² II, p. 514.

Le Code pénal est modifié de façon à le mettre en harmonie avec les mœurs et les règles constitutives de la famille annamite et à ménager la transition entre le Code pénal annamite et le Code pénal français. L'article 4 de ce décret est particulièrement intéressant. « Pour tous les crimes, délits ou contraventions des indigènes ou Asiatiques non prévus par le présent Code, les tribunaux continueront à appliquer les lois, règlements et coutumes annamites jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. » Les tribunaux peuvent ainsi poursuivre en vertu des lois et coutumes locales tous les faits délictueux non prévus par notre Code et leur appliquer les sanctions prévues par ces lois indigènes.

Ainsi donc en Cochinchine les indigènes et assimilés sont jugés par les tribunaux français qui doivent appliquer les législations civile et commerciale annamites, sauf les exceptions que nous avons indiquées. En matière criminelle correctionnelle et de simple police ces indigènes et assimilés ont un Code pénal qui leur est spécial et adapté à leurs mœurs.

SECTION II

LES TRIBUNAUX

Nous avons vu que le décret du 17 juin 1889 avait réparti le territoire de la Cochinchine entre seize tri-

bunaux composés tous, sauf ceux de Saïgon, d'un juge président et d'un procureur. Cette organisation va de nouveau être modifiée, mais cette fois c'est un régime stable qui va s'établir. Il ne subira plus que des modifications de détails nécessitées par la progression des affaires. Le décret du 17 mai 1895 réglemente actuellement l'organisation de la Cochinchine. Le rapport qui le précède est conçu en ces termes : « Malgré le zèle apporté par tous ces magistrats — ceux des tribunaux de l'intérieur — l'expérience de ces dernières années a démontré les graves dangers que présentent des tribunaux aussi réduits. En dépit des meilleures dispositions, les erreurs y sont plus fréquentes, le juge ainsi isolé n'a pas, comme dans la Métropole, le concours de ses collègues pour l'éclairer au besoin. » Il a donc paru nécessaire de substituer aux multiples juridictions simplifiées une organisation de tribunaux moins nombreux, mais qui formeraient des centres judiciaires solidement organisés. Ils se composeraient de trois magistrats, sans compter le chef du parquet. La réduction du nombre de ces tribunaux ne rendra pas l'accès de la justice plus difficile aux justiciables ; le ressort de chacun des centres judiciaires maintenus a été calculé en vue de permettre à tous de se rendre au siège sans dépenses.

L'article 1 du décret du 17 mai 1895 stipule que « dans les possessions françaises de la Cochinchine et

au Cambodge, la justice est rendue par des justices de paix, par des tribunaux de première instance et de commerce, par une Cour d'appel siégeant à Saïgon par des Cours criminelles et par des tribunaux de résidence ».

§ 1. — *La justice de paix de Saïgon*

Nous allons examiner tout d'abord l'organisation de la justice de paix de Saïgon. C'est la seule de la Cochinchine et de l'Indo-Chine. Sa compétence territoriale comprend le territoire de la ville de Saïgon et les arrondissements de Cholon, Gia-dinh et Baria. Cette compétence fut modifiée le 18 avril 1901. Elle comprend désormais « les territoires des villes de Saïgon, Cholon, du Cap Saint-Jacques et les provinces de Cholon, Gia-dinh et Baria. » L'existence de la justice de paix simple de Saïgon enlevait toute compétence en matière de simple police au tribunal. Or le ressort du tribunal de paix était plus restreint que celui du tribunal de première instance. Il en résultait que pour tout le territoire compris dans le ressort de ce dernier qui ne faisait pas partie du ressort de la justice de paix (ville du Cap de Saint-Jacques), il était impossible de poursuivre devant une juridiction compétente les contraventions de police qui y étaient commises. C'est cette anomalie qui motiva

la modification du ressort du tribunal de paix de Saïgon.

Rien n'est changé à sa compétence *ratione materiæ* qui reste la même que celle des justices de paix de France. Son personnel (un juge de paix et un greffier) se voit augmenter d'un juge suppléant qui fut supprimé le 27 mars 1899.

§ 2. — *Les justices de paix à compétence étendue*

Une justice de paix à compétence étendue est créée à Tayninh, remplaçant le tribunal de première instance qui est supprimé en raison du chiffre restreint de ses affaires. Cette justice de paix a la même compétence qu'un tribunal de première instance au civil et en matière commerciale, sa compétence est la même que celle du tribunal de Saïgon. En matière correctionnelle elle connaît à charge d'appel de tous les délits correctionnels ; en matière de simple police elle connaît en dernier ressort de toutes les contraventions, cette justice de paix se compose d'un juge de paix ayant toutes les attributions conférées aux présidents de tribunaux de première instance, d'un suppléant, d'un greffier assisté, s'il en est besoin, de commis-greffier. Le juge de paix est, en outre, chargé de l'instruction et il peut être désigné pour siéger à la Cour criminelle. Un agent de l'admi-

nistration désigné par le gouverneur général sur présentation du procureur général fait fonction de ministère public.

Ce système de justice de paix à compétence étendue secondant dans son ressort un tribunal de première instance rendait d'importants services. Il devait prendre par la suite une extension plus grande. La réduction des centres judiciaires par le décret du 17 mai 1895 avait eu pour conséquence « de rendre plus difficile pour certains habitants de la colonie l'exercice de leurs droits bien que la répartition des ressorts ait été calculée de façon à tenir compte des distances et de la facilité de communication ». Mais la population de la Cochinchine occidentale s'accroissait continuellement, la quantité de terres cultivées augmentait dans des proportions importantes ; « c'est ainsi notamment que l'arrondissement de Long-Xuyen et de Rach-Gia comprenait l'un 94.475 habitants, l'autre 42.500, d'une population très commerçante qui, dans l'organisation actuelle, est souvent obligée d'entreprendre des voyages de trente, quarante, soixante lieues même en embarcation avant de trouver un juge qui ait qualité pour régler ses affaires ». Le conseil colonial s'était ému de cette situation et avait demandé que l'on y portât remède. Le gouvernement lui donna satisfaction le 16 octobre 1896 en créant trois justices de paix à compétence étendue à Bien-hoa dépendant du tribu-

nal de Saïgon, à Rach-Gia de celui de Long-Xuyen, et à Bac-lieu de celui de Soc-Trang. Ce même décret supprima le tribunal de Bien-hoa et rétablit celui de LongXuyen.

Le 10 novembre 1903 fut créée une nouvelle justice de paix à compétence étendue à Baria ; son ressort comprend la province de Baria et le territoire du Cap Saint-Jacques. Le ressort de Saïgon était extrêmement étendu et le tribunal ne pouvait suffire à sa tâche surtout depuis que des modifications apportées au régime de l'indigénat par le décret du 6 janvier 1903 avaient mis à la charge du service de la justice toute une série de contraventions.

La composition, la compétence et le fonctionnement des justices de paix à compétence étendue sont déterminés conformément aux prescriptions du décret du 17 mai 1895 organisant la justice de paix à compétence étendue de Tay-ninh.

La Cour d'appel de Saïgon a sur les jugements de ces tribunaux la même compétence que sur ceux des tribunaux de première instance.

Nous avons vu que le siège du ministère public près les tribunaux de paix à compétence étendue serait occupé par un fonctionnaire de l'ordre administratif. L'application de cette disposition souleva des difficultés. En effet, les fonctionnaires désignés obligés par les exigences même de leurs fonctions admi-

nistratives à s'éloigner fréquemment du chef-lieu de l'arrondissement se trouvaient, par suite de ces absences, très souvent empêchés de remplir leur rôle de ministère public. Le fonctionnement de la justice en était ralenti, entravé et, d'autre part, les fonctions administratives de ces agents étaient parfois nécessairement négligées. On dut donc prendre le parti de supprimer le ministère public près les tribunaux de paix à compétence étendue. C'est ce que fit le décret du 12 juillet 1897, mais en stipulant que le procureur général peut déléguer un magistrat de la Cour pour remplir les fonctions du ministère public auprès de ces juridictions. Ce décret augmentait les attributions du juge de paix en raison de cette suppression : « En cas d'absence de tout représentant du ministère public dans leur ressort, les juges de paix à compétence étendue pour la recherche, la constatation et la poursuite des crimes ou délits procéderont avec les mêmes pouvoirs que les procureurs de la République et les juges d'instruction. »

« Ils instruiront soit d'office, soit sur réquisition du procureur général ou d'un de ses substituts, et aussitôt que la procédure sera terminée, ils procéderont, ainsi qu'il est prescrit au chapitre IX livre I du Code d'instruction criminelle, sans être tenu d'attendre les réquisitions du ministère public. Ils pourront aussi se saisir d'office des affaires dont le jugement leur est attribué et faire donner citation au prévenu

devant leur tribunal. » Comme conséquence de cette mesure la voie d'annulation est ouverte au procureur général dans un délai de dix jours contre les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de paix pour incompétence, excès de pouvoir et violation de la loi.

§ 3. — *Les tribunaux de première instance*

Leur nombre est réduit à neuf. Les classes dans lesquelles les avait rangés le décret de 1889 sont supprimées. Il ne subsiste plus que les tribunaux de Saïgon, Mytho, Vinh-long, Bentré, Cantho, Chaudoc, Soctrang, Travinh et Bien-hoa (1). Les tribunaux de Sadec, Long-Xuyen, Bac-lieu, Tan-an sont supprimés. La compétence territoriale de chaque tribunal reste celle de leur arrondissement. Le ressort du tribunal de Cantho est augmenté de celui du tribunal de Long-Xuyen, celui du tribunal de Soctrang du ressort du tribunal de Bentré et enfin le ressort du tribunal de Tan-an est joint à celui du tribunal de Mytho.

Le tribunal de Saïgon reçoit une organisation identique à celle des tribunaux français. Il comprend un président, un vice-président, trois juges, six juges

1. Supprimé par le décret du 16 octobre 1896.

suppléants (1), un procureur, deux substituts (2), un greffier assisté de un ou plusieurs commis greffiers.

Ce tribunal comprend deux Chambres. La première, composée du président et de deux juges, connaît « des affaires européennes sur lesquelles le tribunal ne pourra se prononcer qu'au nombre de trois juges au moins ».

La deuxième Chambre, réservée aux affaires indigènes est composée du vice-président siégeant seul. En outre de cette attribution, le vice-président remplace de droit le président absent ou empêché. Il peut être remplacé lui-même par le plus ancien des juges du tribunal.

Le juge d'instruction est désigné par décret. C'est le système de la Métropole qui est institué au tribunal de Saïgon pour les affaires européennes.

Dans les tribunaux de l'intérieur, nous retrouvons le juge unique, mais il n'est pas seul dans son tribunal. Chacun d'eux se compose, en effet, d'un juge pré-

1. Le décret du 15 mai 1895 avait fixé leur nombre à deux ; le 17 août 1897, six nouveaux postes sont créés pour éviter de confier les fonctions de magistrats malades ou empêchés à des intérimaires ne possédant aucune connaissance juridique. Leur nombre fut ramené de huit à six par le décret du 27 mai 1899 en raison de la diminution des affaires du tribunal de première instance de Saïgon provoquée par la création du tribunal mixte de commerce.

2. Décret du 31 août 1905.

sident, d'un lieutenant de juge, magistrat instructeur et pouvant remplacer le juge président; d'un juge suppléant, d'un procureur de la République, d'un greffier et de plusieurs commis-greffiers. Dans les tribunaux de Saïgon, Mytho et Vinh-long les juges suppléants sont plus spécialement destinés à remplir les fonctions de ministère public en cas d'empêchement du titulaire.

Dans l'île de Poulo-Condore le fonctionnaire investi des attributions de chef de service possède les attributions dévolues aux juges de paix à compétence étendue. La présence d'un officier du ministère public n'est pas obligatoire dans ce tribunal (art. 5, décret du 16 octobre 1896).

Les tribunaux de première instance de l'intérieur ont la connaissance des affaires relevant de la juridiction des justices de paix.

Rien n'est changé aux dispositions des articles 15 et 16 du décret du 17 mai 1889 (1).

Cette organisation reçut une modification sur les raisons de laquelle nous nous sommes déjà expliqué. Le décret du 16 octobre 1896, portant création des trois justices de paix à compétence étendue de Bien-hoa, Rach-Gia et Bac-lieu supprima le tribunal de Bien-hoa et rétablit celui de Long-Xuyen. Le ressort de ce nouveau tribunal comprend le district de

1. Voir chap. III, p. 85.

Long-Xuyen. Sa composition est la même que celle des autres tribunaux de l'intérieur.

Les juridictions de première instance voient leur compétence *ratione personæ* s'augmenter d'une nouvelle catégorie d'individus. Par décrets en date du 31 janvier 1898 et du 9 mars 1909 les militaires indigènes des troupes coloniales relèvent de l'autorité judiciaire française lorsqu'ils sont dans la position de congé. Cette mesure est applicable à toute l'étendue du territoire de l'Indo-Chine.

§4.— *Le tribunal de Commerce mixte de Saïgon*

Le tribunal de première instance de Saïgon connaissait depuis l'abrogation du décret de 1880 des affaires commerciales. Mais le commerce s'était très développé en Cochinchine et notamment à Saïgon. Il était nécessaire de constituer une juridiction spéciale chargée de connaître les affaires commerciales qui surgissaient en grand nombre. D'un autre côté les circonstances ne permettaient pas encore d'organiser cette juridiction entièrement d'après les règles adoptées dans la Métropole. L'expérience a démontré qu'en cette matière une assimilation trop rapide était inefficace.

Le décret du 9 août 1898 se borne donc à décider

que lorsque le tribunal de première instance statuera en matière commerciale, il sera composé :

1° Du président du tribunal de première instance président ;

2° De deux juges élus pour deux ans par l'assemblée des électeurs français de la Chambre de commerce de Saïgon et suivant le mode adopté pour l'élection des membres français de cette Chambre. Nul ne pourra être élu juge s'il n'a été juge suppléant pendant un an (décret du 7 mars 1908).

Le vice-président du tribunal ou le juge le plus ancien pourra remplacer le président ; trois juges suppléants élus dans les formes et les conditions des juges consulaires sont chargés de les remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

Les électeurs français à la Chambre de commerce âgés de vingt-cinq ans accomplis et domiciliés au moment de l'élection dans le ressort du tribunal sont éligibles aux fonctions de juges et de juges suppléants. Ces fonctions sont gratuites et renouvelables.

Les juges consulaires portent le costume prévu par le décret du 14 janvier 1865. Ils prêtent serment devant la Cour de Saïgon.

§ 5. — *La procédure devant les juridictions
de première instance*

La procédure devant les tribunaux civils et de commerce est réglementée par le chapitre I du titre V du décret de 1895.

Toutes les instances sont dispensées du préliminaire de conciliation, néanmoins pour les affaires qui, en France, sont soumises à ce préliminaire. Le juge pourra inviter les parties à comparaître en personne sur simple avertissement et sans frais.

La forme de procéder en matière civile et commerciale dans les affaires européennes est celle suivie en France devant les tribunaux de commerce.

Le délai pour interjeter appel en matière civile et commerciale est de deux mois à partir de la signification du jugement à la personne ou au domicile réel ou d'élection. Ce délai est augmenté en raison des distances dans des conditions qui seront déterminées par des arrêtés du gouverneur général sur la proposition du procureur général.

La procédure de défaut et celle de défaut profit joint sont aussi obligatoires pour le juge en matière indigène. Il en est de même pour la requête civile qui est ouverte en matière indigène.

Les parties qui veulent se défendre elles-mêmes

doivent déposer dans les délais légaux au greffe du tribunal tous les actes nécessaires à l'instruction des causes civiles ou commerciales ou à l'exécution des jugements et arrêts. Le greffier prendra note de ce dépôt sur un registre spécial et devra en donner avis sans délai sous sa responsabilité à la partie adverse.

L'instruction criminelle est réglée par le chapitre II du même décret.

Les crimes ou délits commis par les indigènes ou Asiatiques sont régis par le Code pénal modifié rendu applicable aux Annamites et aux Asiatiques assimilés par les décrets des 16 mars 1880, 28 février 1887 et 10 mars 1889.

Les crimes ou délits commis par les Européens ou assimilés de complicité avec des Européens ou par des indigènes ou asiatiques assimilés au préjudice d'Européens sont régis par le Code pénal métropolitain.

La forme de procéder devant les tribunaux en matières correctionnelle et de simple police ainsi que les formes de l'opposition et de l'appel sont réglées par les dispositions du Code d'instruction criminelle.

Le lieutenant de juge, magistrat instructeur, a ses attributions réglées ainsi que celles du procureur de la République par les lois métropolitaines.

Le procureur de la République peut se pourvoir

en annulation dans le délai et les formes ordinaires contre les jugements des tribunaux statuant en matière de simple police.

En cas de crimes et de délits le procureur et le lieutenant de juge se conforment au Code d'instruction criminelle.

§ 6. — *La Cour d'appel de l'Indo-Chine*

Nous allons étudier maintenant non plus seulement la Cour de Cochinchine, mais la Cour d'Indo-Chine. Nous avons préféré en rattacher l'étude à celle de l'organisation judiciaire de la Cochinchine pour plus de clarté et parce que Saïgon est véritablement la capitale judiciaire de notre possession d'Indo-Chine.

En janvier 1894 était créée à Hanoï une Cour d'appel ayant juridiction sur l'Annam et le Tonkin. Dans la pensée des auteurs du décret cette organisation devait, tout en rendant plus rapide la marche des affaires, faciliter aux justiciables l'exercice du droit d'appel en leur permettant de suivre personnellement les procès devant la juridiction du deuxième degré.

Elle consacrait, en outre, en l'appliquant à la justice, les principes admis alors de la séparation des services de l'Annam et du Tonkin de ceux de la Cochinchine. Mais cette organisation ne rendit pas

les services que l'on en attendait. Le chiffre des affaires au lieu de s'augmenter diminua dans de notables proportions. Au lieu d'accroître le prestige de la justice cette réforme était de nature à diminuer l'autorité des arrêts rendus par la Cour. L'autonomie du service judiciaire en Annam-Tonkin ne lui permet, en effet, de recourir pour satisfaire aux exigences du service qu'aux seuls éléments dont il dispose. Aussi la maladie, les congés viennent-ils souvent désorganiser le service, l'autorité locale doit alors faire appel pour les compléter soit à des auxiliaires de la justice, soit à de jeunes juges suppléants dont le zèle et le bon vouloir ne peuvent suppléer à l'expérience. Le justiciable n'a donc pas trouvé dans ce système les garanties qu'il était en droit d'espérer.

Le rapport précédant le décret du 8 août 1898 donnait une raison qui avait un poids énorme contre cette dualité de Cours : « Il y a un intérêt économique de premier ordre à constituer l'unité de jurisprudence dans tous les pays de l'union ce qui est impossible avec deux Cours d'appel indépendantes et deux procureurs généraux différents. La Cour de cassation ne peut être considérée en Indo-Chine comme une Cour régulatrice. La lenteur des solutions à intervenir et les frais considérables qui entraînent le pourvoi font qu'en matière civile les justiciables d'une colonie aussi éloignée ne peuvent y avoir recours que dans des cas exceptionnels. » Il

importe donc qu'une Cour unique fixe la jurisprudence et qu'un seul procureur général surveille la marche du service et signale les arrêts ou jugements qui lui paraissent susceptibles d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi.

Le décret du 8 août 1898 supprime la Cour d'Hanoï et institue une Cour d'appel dont la juridiction s'étend sur tout le territoire des colonies et pays de protectorat de l'Indo-Chine française.

Cette Cour se compose de trois Chambres :

La première et la deuxième siègent à Saïgon, leur personnel comprend : un président, un vice-président et dix conseillers.

La troisième Chambre siège à Hanoï et est composée de deux vice-présidents (1) et de deux conseillers. Une nouvelle organisation de la justice indigène amena la création de deux nouveaux sièges de conseillers (décret du 1^{er} novembre 1901).

La Cour comprend, en outre, un greffier et des commis-greffiers dont le nombre est fixé par le procureur général.

La première et la deuxième Chambres connaissent des affaires qui leur sont attribuées par le décret du 17 mai 1895 (2).

Les deux Chambres réunies connaissent des pour-

1. Décret du 31 août 1905.

2. Voir chapitre III, § 3.

vois en annulation dans les conditions prévues au décret précité et l'article 9 du décret du 16 octobre 1896 (1).

La troisième Chambre siégeant à Hanoï connaît : 1^o des appels des jugements rendus par les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong et par les résidents et vice-résidents, chefs de province du Tonkin dans les conditions prévues à l'article 9 du décret du 15 septembre 1896 ; 2^o de l'appel des jugements rendus par les tribunaux résidentiels de l'Annam ; 3^o des crimes commis en Annam par des justiciables des tribunaux français ; 4^o des crimes commis quelle que soit la nationalité des prévenus sur le territoire des circonscriptions établies pour les tribunaux de première instance du Tonkin.

Une très importante modification à cette organisation fut apportée par le décret du 31 août 1905 ; un décret en date du 1^{er} novembre 1901 avait créé une commission d'appel siégeant à Hanoï à qui étaient soumis les jugements rendus par les tribunaux indigènes du Tonkin. Cette mesure donna d'excellents résultats, aussi le gouvernement voulut-il attribuer à ses arrêts une force plus grande en transformant en une Chambre de la Cour d'appel cette commission.

1. En audience solennelle les arrêts sont rendus par cinq membres au moins.

Les justiciables auront ainsi plus de garanties et n'auront à supporter aucune augmentation de frais de procédure. Le décret du 31 août 1905 créa en conséquence à la Cour une quatrième Chambre siégeant à Hanoï et composée d'un vice-président et de deux conseillers assistés d'un greffier et d'un commis-greffier. Un membre du parquet remplit l'office de ministère public. Cette Chambre s'occupe spécialement de l'appel des affaires indigènes rendus par les tribunaux indigènes ou mixtes du Tonkin. L'appel peut être fait par les parties ou par le procureur général près la Cour d'Indo-Chine chef de la justice indigène.

Cette quatrième Chambre juge avec l'assistance obligatoire de deux mandarins ayant voix délibérative et nommés par arrêté du gouverneur général sur la proposition du résident supérieur du Tonkin et du procureur général de l'Indo-Chine. Elle juge en audience publique et statue sur pièces. Elle entend les parties si elles le veulent et prescrit telles mesures d'information ou supplément d'instruction qui lui paraissent nécessaires.

Le décret du 8 août 1898 fit disparaître une anomalie singulière. Les Français, Européens et assimilés trouvent en Cochinchine et au Cambodge la garantie d'une Chambre des mises en accusation siégeant à Saïgon, tandis qu'en Annam-Tonkin ces mêmes justiciables par suite de la pénurie du personnel sont

soumises à un régime d'exception qui se résume dans l'omnipotence du procureur général en matière criminelle.

L'article 5 dispose que la Chambre des mises en accusation de la Cour de Saïgon connaît, outre des attributions (1) qui lui sont dévolues par l'article 65 du décret du 17 mai 1895, des instructions relatives aux crimes commis en Annam-Tonkin par des Français ou autres Européens et assimilés soit seuls, soit de complicité avec des indigènes ou autres Asiatiques assimilés.

Ce système fut modifié et rendu plus pratique par le décret du 31 août 1905 créant à Hanoï une Chambre des mises en accusation. Un sérieux inconvénient résultait du fait que la Chambre des mises en accusation était unique et siégeait à Saïgon. Un retard considérable était porté à la solution des procédures criminelles intéressant les justiciables européens de l'Annam et du Tonkin. De plus il laissait subsister une pratique fâcheuse : le procureur général gardait les attributions de la Chambre des mises en accusation vis-à-vis des justiciables asiatiques. Il n'en sera plus ainsi maintenant. La deuxième Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel d'Indo-Chine siégeant à Hanoï comprend trois conseillers à la Cour d'appel pris parmi ceux

1. Voir chapitre III, § 3.

de la troisième et quatrième Chambres et présidée par le plus ancien. Le président de la Cour les désigne. Lorsque les besoins du service l'exigent un et même deux de ses membres pourront être choisis parmi les juges du tribunal civil d'Hanoï n'ayant pas participé à des actes d'instruction dans les affaires soumises à son examen. Les magistrats qui auront statué sur la mise en accusation ne pourront siéger à la Chambre criminelle. Cette deuxième Chambre connaît :

1° « Des instructions relatives à des crimes commis en Annam-Tonkin et au Laos (1) suivant les limites déterminées par arrêtés du procureur général par des Français ou autres Européens et assimilés, par des étrangers quelconques, par des indigènes de Cochinchine ou par des sujets annamites, mais de complicité avec ceux-ci, en un mot par tous les justiciables des tribunaux français de l'Annam-Tonkin et du Laos ;

2° « Des oppositions aux ordonnances rendues par les juges d'instruction dans les conditions déterminées au paragraphe 1.

« 3° Des demandes de réhabilitation provenant de l'Annam-Tonkin et du Laos dans les limites indiquées à ce même paragraphe 1. »

Cette Chambre des mises en accusation observe les dispositions des articles 221 à 234 inclus du Code d'instruction criminelle et des articles 246 à 250 inclus

1. Voir page 213.

du même Code. Cette Chambre se réunit sur convocation de son président et sur demande du procureur général toutes les fois que cela est nécessaire.

Les arrêts de renvoi rendus sont attaquables devant la Cour de cassation.

Les fonctions du ministère public sont remplies près la Cour d'appel de l'Indo-Chine par le procureur général assisté de trois avocats généraux, de deux substituts et de deux attachés au parquet. Le procureur général, chef du service judiciaire, réside à Saïgon. Il exerce dans toute l'étendue du ressort les fonctions qui lui sont dévolues par le titre VI du décret du 17 mai 1895. Le plus ancien avocat général le remplace en cas d'absence. L'un des avocats généraux est attaché à la Chambre siégeant à Hanoï et à la Cour criminelle d'Hanoï. Un substitut lui est adjoint par le décret du 1^{er} novembre 1901. En cas d'urgence le procureur de la république à Hanoï peut remplacer l'avocat général. Le décret du 31 août 1905 crée à la Cour d'appel de l'Indo-Chine un nouvel emploi d'avocat général. L'avocat général le plus ancien est le délégué du procureur général.

§ 7. — *Les Cours criminelles et leur procédure*

Le décret du 17 mai 1895 n'apporta aucune modification importante à l'organisation des Cours crimi-

nelles. Elles sont toujours au nombre de trois : une à Saïgon, une à Mytho, une à Vinh-long. Leurs compétences territoriale, *ratione personnae* et *ratione materiae* restent la même ainsi que leur composition. A l'intérieur les magistrats des tribunaux ou justices de paix à compétence étendue peuvent être désignés pour en faire partie.

Une quatrième Cour fut créée à Long-Xuyen par le décret du 16 octobre 1896 ; son ressort comprend les districts de Long-Xuyen, Chaudoc, Hatien, Rach-Gia, Cantho, Soctrang, Bac-lieu et Caman, ce qui réduit le ressort territorial de la Cour de Vinh-long aux districts de Vinh-long, Sadec et Travinh. La composition de cette Cour ainsi que son fonctionnement et sa compétence sont identiques à ceux des autres Cours de l'intérieur.

La procédure suivie devant les cours criminelles est réglementée par plusieurs décrets et notamment par celui du 18 septembre 1888. Le décret du 17 mai 1895 modifié le 25 décembre 1896 est celui qui la règle actuellement.

Le décret de 1895 a introduit une amélioration considérable dans la procédure. Ce n'est plus le procureur général qui décide du renvoi des affaires devant les Cours criminelles en Cochinchine, c'est, comme nous l'avons vu, une chambre des mises en accusation siégeant à Saïgon.

Lorsque l'affaire a été renvoyée devant la Cour

criminelle, le procureur général dresse l'acte d'accusation qui est signifié avec l'arrêt de renvoi à l'accusé. Toutes les pièces du procès sont déposées au greffe de la Cour criminelle avant l'ouverture des débats. Dès que l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation ont été signifiés à l'accusé, ce dernier est transféré dans la maison de justice établie près de la Cour où il doit être jugé. Le président de la Cour va l'y interroger et lui désigne d'office un défenseur s'il n'en a déjà un.

Trois jours avant l'ouverture de la Cour criminelle, il est procédé par le président au tirage au sort des assesseurs. Ce tirage se fait en chambre du conseil en présence du ministère public, du greffier, des accusés et de leurs défenseurs. Les noms de vingt notables sont mis dans l'urne. Les accusés, quel que soit leur nombre, peuvent exercer deux récusations péremptoires. Le ministère public jouit de la même faculté. Lorsque les accusés ne se sont pas entendus pour exercer leurs récusations, l'ordre des récusations s'établit entre eux d'après la gravité de l'accusation. Les deux assesseurs désignés font partie de la Cour criminelle pour le jugement de toutes les affaires inscrites au rôle de la session. Deux assesseurs supplémentaires sont également tirés au sort. Nul ne peut être assesseur dans l'affaire où il a été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie. Lorsque les accusés n'arriveront qu'après le tirage des assesseurs et l'ouverture de

la session, ils ne pourront être jugés que lorsque le procureur général l'aura requis, lorsque l'accusé y aura consenti et lorsque le président l'aura ordonné. En ce cas le procureur général et les accusés sont considérés comme ayant accepté la composition de la Cour criminelle. Des peines sont prévues contre les assesseurs qui ne seront pas rendus à leur poste, lorsque la citation leur aura été signifiée ; la Cour statuera sur les excuses qu'ils pourront fournir. Telles sont les règles suivies en ce qui concerne l'assessorat quand il s'agit de crimes commis par les indigènes ou Asiatiques non assimilés.

Le décret du 25 décembre 1896 a modifié ces règles lorsqu'il s'agit des crimes commis par des Français ou autres Européens et assimilés soit seuls, soit de complicité avec des Annamites ou Asiatiques et assimilés (1). La Cour criminelle de Saïgon est seule compétente pour ces affaires. Le régime de l'assessorat est tout autre que précédemment. Il va être institué une sorte de petit jury. Ce décret a pour but d'assimiler le plus possible le système de la colonie en matière de crimes commis par des Européens à la législation métropolitaine.

« Un collège de soixante notables est établi en Cochinchine, leurs membres seront appelés à faire partie en qualité d'assesseurs de la Cour criminelle

1. Art. 1.

de Saïgon lorsqu'elle aura à juger des accusés français, européens ou assimilés (art. 3). » Dans ce cas la Cour se compose de trois conseillers et de quatre assesseurs tirés au sort. Ces assesseurs devront avoir vingt-cinq ans accomplis et jouir de leurs droits civils et politiques. La liste sera formée chaque année par une commission composée du lieutenant-gouverneur président, du président du tribunal de Saïgon, d'un membre du conseil municipal désigné par le sort.

Les fonctions d'assesseurs sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de l'ordre judiciaire, de ministre d'un culte quelconque et de militaire en activité de service.

Le tirage au sort se fait dans la chambre du conseil dans les mêmes conditions que pour les assesseurs dans les affaires indigènes.

Les accusés, quel que soit leur nombre, ont le droit d'exercer cinq récusations péremptoires, le ministère public peut en exercer deux.

Lorsque les accusés ne se seront pas concertés pour exercer leurs récusations, l'ordre des récusations s'établira entre eux d'après la gravité de l'acte d'accusation. Dans le cas d'accusation de crimes de même gravité contre divers individus l'ordre des récusations sera déterminé entre ceux-ci par la voie du sort.

La liste des assesseurs est définitivement formée

quand le magistrat chargé du tirage a obtenu par le sort le nombre d'assesseurs nécessaires au service de la session. Les quatre assesseurs désignés font partie de la Cour criminelle pour le jugement des affaires européennes inscrites au rôle de la session. Deux assesseurs supplémentaires seront désignés.

Des sanctions sont prévues lorsque les assesseurs désignés font défaut.

Telles sont les dispositions spéciales concernant les crimes visés par le décret du 25 décembre 1896.

La procédure à l'audience est la même pour les deux catégories de crimes, sauf quelques légères modifications qui seront signalées au fur et à mesure qu'elles se présenteront.

Les assesseurs se placent à côté de la Cour dans l'ordre indiqué par le sort. Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire qui lui permet de prendre toutes mesures utiles à la manifestation de la vérité. Il fait prêter serment aux assesseurs à la première audience de la session dans des termes à peu près identiques à ceux prescrits par le Code d'Instruction criminelle pour la Cour d'assises. Après cette formalité l'arrêt de renvoi et l'acte de mise en accusation sont lus, l'accusé est interrogé, les témoins entendus, la partie civile prend la parole, puis le procureur général et enfin l'accusé ou son conseil. La réplique est permise aux deux premiers,

mais l'accusé ou son conseil doit avoir la parole le dernier.

Le président pose les questions de l'acte d'accusation en ces termes : « L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol, tel autre crime dans les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation. » La question de circonstances atténuantes est toujours posée.

Après la lecture des questions par le président l'accusé, son conseil, la partie civile peuvent faire, sur la position des questions, les observations qu'ils jugent convenables.

La Cour délibère avec ses assesseurs sur la solution des questions, le président donne lecture à l'accusé de la délibération, puis la Cour, sans participation des assesseurs, délibère sur l'application de la peine.

Ces dernières dispositions sont modifiées dans le cas visé à l'article 1 du décret du 25 décembre 1896.

Les membres de la Cour d'appel et les assesseurs prononcent en commun sur la position des questions posées *et sur l'application de la peine*. Les membres de la Cour d'appel connaissent exclusivement des incidents de droit ou de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture ou pendant le cours des débats ; enfin la déclaration de culpabilité ne pourra être

prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur huit au lieu de trois sur cinq.

Les règles relatives aux condamnations par défaut sont communes aux deux catégories d'affaires. Si l'accusé ne comparait pas il est jugé par défaut sans le concours des assesseurs ; si l'accusé fait opposition dans les cinq jours de la signification faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par 5 myriamètres, la condamnation par défaut sera considérée comme nulle et non avenue. Toutefois si la signification de l'arrêt a été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution de l'arrêt que l'accusé en a eu connaissance, l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine.

L'opposition emportera le droit de citation à la première audience de la plus prochaine session de la Cour criminelle.

§ 8. — *Du ministère public*

Nous ne reprendrons pas dans ce chapitre l'étude du ministère public. Aucune modification n'a été apportée par les décrets promulgués depuis celui de 1889. Nous ajouterons simplement quelques lignes concernant les auxiliaires du parquet. Un cadre de secrétaires du parquet a été créé par les arrêtés du

30 janvier 1882 et 16 février 1883. Ces arrêtés ont été modifiés par celui du 1^{er} septembre 1890. Le parquet général comprend un bureau administratif et un bureau judiciaire qui sont composés de secrétaires rédacteurs et d'interprètes expéditionnaires.

Le parquet du tribunal de première instance de Saïgon a également un secrétaire européen et trois interprètes. Ces fonctionnaires exécutent les travaux matériels des parquets.

L'organisation judiciaire de la Cochinchine a donc trouvé une véritable stabilité depuis le décret de 1895. Des tribunaux de première instance ont été créés dans tous les centres importants et des justices de paix sont venues décharger un peu les magistrats des tribunaux. Le conseil de la colonie a formulé le vœu que chaque chef-lieu de province possède au moins une justice de paix à compétence étendue. Jusqu'à présent plusieurs ont été créées. La population est en progression constante en Cochinchine et le nombre des affaires augmente sans cesse. Les chiffres du commerce indo-chinois (1) se sont élevés en 1907 à 548.334.825 francs accusant un progrès de 150.752.244 francs sur l'année précédente. Si l'on considère la moyenne quinquennale de 1902-1906 l'augmentation est de 170.854.460 francs.

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, t. XXVII, p. 108.

Ces chiffres montrent la prospérité croissante de notre colonie d'Indo-Chine. La Cochinchine contribue dans une très forte proportion à cette situation prospère. Cet énorme accroissement de commerce se traduit par des contestations de jour en jour plus nombreuses. Les tribunaux sont de plus en plus chargés d'affaires, aussi faudra-t-il en arriver à réaliser les désirs du conseil colonial en donnant à chaque province un tribunal ou une justice de paix à compétence étendue. Ce double système est destiné à rester en vigueur. Les centres importants sont pourvus de tribunaux près desquels est un procureur de la République. Certains de ces magistrats voient leur autorité s'étendre sur le ressort des justices de paix à compétence étendue. Il ne semble pas qu'il y ait lieu de les décharger. La Cochinchine est le pays le plus calme de notre colonie ; la pacification y est complète ; aussi les procureurs qui ont une compétence territoriale assez étendue peuvent-ils suffire amplement.

Mais si nous ne croyons pas que des modifications soient nécessaires dans l'organisation des tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence étendue, il n'en est pas de même en matière commerciale. Longtemps a fonctionné à Saïgon un tribunal de commerce, il fut supprimé et remplacé en 1898 par un tribunal mixte ou plutôt par une chambre du tribunal civil composée spécia-

lement. Les chiffres que nous avons cités tout à l'heure montrent l'importance du commerce. C'est à Saïgon que se concentre une grande partie du trafic ; de nombreux commerçants européens s'y sont établis, leur nombre croît sans cesse et les difficultés qui jusqu'à présent avaient rendu difficile la constitution d'un tribunal de commerce analogue à ceux de France disparaissent. Nous pensons donc qu'il serait utile maintenant que les commerçants soient justiciables de cette juridiction, qui, par sa prompte expédition des affaires et surtout par la compétence toute particulière de ses membres qui sont des commerçants, rend tant de services à notre commerce français.

La Cour d'appel d'Indo-Chine répond maintenant à tous les besoins, l'anomalie qui subsistait encore et qui faisait attribuer au procureur général le rôle de chambre des mises en accusation a disparu. Cette anomalie avait eu son moment d'utilité, le Tonkin surtout dans sa partie supérieure est loin d'être pacifié, des troubles récents l'ont montré, aussi a-t-il été nécessaire de conserver longtemps au procureur général un pouvoir qui était nécessaire à la sécurité de notre occupation.

Notre organisation judiciaire en Cochinchine semble donc avoir atteint sa forme définitive, elle est analogue sur bien des points à celle de la métropole. Elle se caractérise par la création de justices de paix

à compétence étendue, par le juge unique partout sauf à Saïgon, par ses cours criminelles d'un type tout à fait spécial et par sa procédure qui a été simplifiée autant qu'il a été possible. De la Cour d'appel nous ne dirons rien, elle diffère très peu de celle de la métropole. Elle possède une seule tête à Saïgon et deux corps à Hanoï et à Saïgon.

Deuxième Partie

LES PAYS DE PROTECTORAT

CHAPITRE PREMIER

L'Annam-Tonkin (1)

§ 1. — *Le régime du traité de 1874*

La base de notre établissement en Annam-Tonkin réside dans le traité du 15 mars 1874. Ce traité établit entre la France et l'Annam « paix, amitié et alliance perpétuelle... Son Excellence le Président de la République française reconnaissant la souveraineté du roi d'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toutes puissances quelles qu'elles soient, lui promet entière indépendance et s'engage à lui

1. L'organisation de la justice indigène étant la même qu'en Cochinchine avant notre occupation se reporter pour ce point au chapitre I de la Cochinchine.

donner sur sa demande et gratuitement l'appui nécessaire pour maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquillité pour le défendre contre toute attaque et pour détruire la piraterie qui désole une partie des côtes du royaume ». C'est dans ce même traité que nous devons rechercher également les bases de notre organisation judiciaire : « Toutes contestations entre Français, et entre Français et étrangers seront jugées par le résident français. Lorsque les sujets français ou étrangers auront quelques contestations avec des Annamites ou quelques plaintes ou réclamations à formuler, ils devront d'abord exposer l'affaire au résident qui s'efforcera de l'arranger à l'amiable ; si l'arrangement est impossible le résident requerra l'assistance d'un juge annamite commissionné à cet effet et tous deux, après avoir examiné l'affaire conjointement, statueront d'après les règles de l'équité. Il en sera de même en cas de contestation d'un Annamite avec un Français ou un étranger ; le premier s'adressera au magistrat qui, s'il ne peut concilier les parties, requerra l'assistance du résident français et jugera avec lui. »

Mais toutes les contestations entre Français, ou entre Français et étrangers seront jugées par le résident seul (art. 16), les crimes et délits commis par des Français ou étrangers sur le territoire de l'Annam seront connus et jugés à Saïgon par les tribunaux compétents. Sur la réquisition du résident

français les autorités locales feront tous leurs efforts pour arrêter le ou les coupables et les lui livrer.

Si le crime ou le délit a été commis en territoire français par un sujet annamite, le consul ou agent du roi d'Annam devra être officiellement informé des poursuites contre l'accusé et mis en mesure de s'assurer que toutes les formes légales ont été bien observées (art. 17). Si quelque malfaiteur coupable de désordre ou de brigandage sur le territoire français se réfugie sur le territoire annamite, l'autorité locale s'efforcera dès qu'il lui en aura été donné avis de s'emparer du fugitif et de le rendre aux autorités françaises. Il en sera de même si des voleurs, pirates ou criminels quelconques sujets du roi se réfugient en territoire français ; ils devront être poursuivis aussitôt qu'avis en aura été donné et si faire se peut arrêtés et livrés aux autorités du pays.

Le système de juridiction qui est pratiqué d'après l'article 16 du traité du 15 mars 1874 est celui des capitulations instituées d'abord en Orient puis en Extrême-Orient. Les étrangers redoutent d'être soumis à l'autorité des juges indigènes, aussi leurs gouvernements cherchent-ils à les y soustraire le plus possible.

D'après ce régime dit des capitulations, les consuls tranchent les conflits s'élevant entre leurs nationaux respectifs.

Si le différend met aux prises un étranger et un

indigène, le consul de cet étranger règle le litige avec le magistrat de l'indigène. Le traité de 1874 modifie ce système sur ce point que le résident français tranchera les litiges de ses nationaux et des étrangers. En un mot l'étranger ne peut recourir à la juridiction de son consul. La situation des étrangers n'était donc pas réglée avantageusement, les puissances étrangères protestèrent contre la situation faite à leurs nationaux qui restaient sans garantie. S'ils veulent aller en justice ils ne peuvent s'adresser qu'à la juridiction consulaire française. Or cette juridiction n'a rien d'obligatoire, tel étranger consentira à s'y soumettre, tel autre s'y refusera.

Le gouvernement français sentit toute l'importance de ces objections et un décret en date du 17 août 1881 vint régler cette situation :

« Sur le territoire ouvert aux Européens dans le royaume d'Annam la justice est rendue aux nationaux, sujets ou protégés français et à tous sujets ou protégés d'une puissance étrangère et dans tous les cas où il n'y a pas d'Annamites en cause par les tribunaux français établis aux sièges des résidents de France.

« Ces tribunaux sont assimilés aux tribunaux de première instance siégeant dans l'intérieur de la Cochinchine. »

Voici donc les Français ou protégés français, les étrangers et leurs protégés pourvus d'une juridic-

tion qui va leur donner des garanties un peu plus grandes. La législation en vigueur en Cochinchine sera promulguée dans le territoire compris dans la juridiction des tribunaux établis aux sièges des résidents. Ces tribunaux se conformeront à cette législation pour le jugement des affaires civiles, commerciales et pénales. Les fonctions de ministère public, de greffiers, de notaires et d'huissiers seront remplies par des fonctionnaires désignés par le gouverneur de la Cochinchine. L'article 4 de ce décret spécifie bien que rien n'est changé aux dispositions en vigueur concernant les juridictions instituées pour le jugement des affaires civiles, commerciales ou pénales, où seraient parties des sujets annamites conjointement avec des nationaux, sujets ou protégés français, ou des sujets ou protégés d'une puissance étrangère.

Le cas est prévu où une puissance refuserait de soumettre ses nationaux à notre juridiction : « Pourront être distraites de la juridiction des tribunaux français les causes dans lesquelles les sujets d'une puissance étrangère seront défendeurs lorsqu'il sera intervenu des arrangements particuliers entre ladite puissance et le gouvernement de la République française pour l'établissement d'une juridiction spécialement chargée de la connaissance de ces causes. » Le décret de 1881 ne résolvait pas toutes les difficultés, il en restait une fort grave.

Un étranger peut commettre des troubles dans une ville annamite et entrer en conflit avec l'administration de l'Annam, celle-ci se plaindra à notre consul qui sera chargé d'obtenir réparation du dommage. Comment le fera-t-il ? Il n'existe aucune juridiction pour solutionner ce cas qui pouvait devenir très fréquent.

L'appel des jugements rendus par les tribunaux résidentiels en matière fonctionnelle et en premier ressort, en matière civile et commerciale, a lieu devant la Cour de Saïgon.

§ 2. — *Les traités 1883-1884*

Aucune modification ne fut apportée à cet état de choses avant le traité du 25 août 1883. Une expédition en Annam-Tonkin fut rendue nécessaire par l'attitude du gouvernement annamite qui était décidé à tenir pour lettre morte le traité de 1874 et qui se rapprochait à notre détriment de la Chine. Nous envoyons un corps expéditionnaire en 1882.

Notre protectorat fut définitivement établi sur l'Annam-Tonkin par les traités du 25 août 1883 et du 6 juin 1884 : « L'Annam reconnaît et accepte le protectorat de la France. » Le roi d'Annam conserve l'exercice de la souveraineté intérieure. Il conserve la direction de l'administration du royaume. Les

autorités indigènes continuent à s'occuper de l'administration intérieure des districts. Dans chaque province tonkinoise, il est établi près du mandarin un résident adjoint qui doit contrôler les fonctionnaires indigènes dans l'exercice de leurs fonctions.

Les résidents vont servir d'intermédiaires entre les autorités annamites et les étrangers. Ils sont chargés de leur rendre la justice. Leur compétence s'étend à toutes les affaires civiles, correctionnelles et commerciales entre les Européens de toutes nationalités et les indigènes, entre ceux-ci et ceux des Asiatiques étrangers qui voudraient jouir des avantages de la protection française. L'appel des jugements rendus par les résidents sera porté à Saïgon. La majeure partie du traité de 1883 qui ne fut pas ratifié, passa dans celui du 6 juin 1884. C'est là que se trouvent les véritables bases de l'organisation en Annam-Tonkin.

L'article 10 est ainsi conçu : « En Annam et au Tonkin les étrangers de toutes nationalités seront placés sous la juridiction française. L'autorité française statuera sur les contestations de quelque nature qu'elles soient qui s'élèveront entre les Annamites et les étrangers de même qu'entre les étrangers. »

Cet article marque un progrès de notre justice. Le traité de 1874 en organisant une justice française laissait subsister entièrement la justice indigène sti-

pulant seulement que dans les contestations avec les Annamites, les Français ou les étrangers devaient soumettre le litige au résident français et dans ce cas ce dernier ne pouvait arranger l'affaire à l'amiable, il devait s'adjoindre un juge annamite qui jugerait avec lui suivant l'équité.

Il n'en est plus de même maintenant ; les juridictions indigènes sont respectées, mais le cas qui vient d'être examiné leur est soustrait entièrement maintenant. Dans les contestations entre Annamites et étrangers l'autorité française statuera seule.

§ 3. — *L'organisation du protectorat*

Ce n'est qu'en 1886 que fut organisé le protectorat de l'Annam et du Tonkin. « La pacification du pays était assez avancée pour qu'il soit possible de placer le pays sous l'autorité civile et d'organiser le protectorat sur des bases définitives (1). Le protectorat de l'Annam-Tonkin est considéré comme un service indépendant et distinct ayant ses lois propres, son budget, ses moyens et ne conservant avec le gouvernement de la Métropole d'autres liens que ceux résultant de la nomination du résident général et de quelques hauts fonctionnaires et de l'allocation

1. Rapport précédant le décret du 28 janvier 1886.

d'une subvention. De la sorte l'administration sera transportée entière dans l'Annam et le Tonkin, le contrôle seul sera réservé à la Métropole. Le gouvernement français veut utiliser l'organisme relativement perfectionné qui existe dans le royaume annamite et le faire fonctionner dans le sens de nos idées et des progrès que nous voulons faire réaliser dans ce pays. Le résident général est invité à faire porter ses efforts dès le début sur les douanes et les travaux publics, instruments nécessaires du développement commercial. Plus tard à mesure que notre autorité s'assoiera nous exercerons notre action sur l'instruction, *sur la justice*. Mais cette action ne s'établira que progressivement sans secousses et sans froisser les mœurs des populations.» Ce sont ces idées qui inspireront l'évolution que va subir la justice en Annam et surtout au Tonkin.

Le chef du protectorat porte le titre de résident général, il est le représentant de la République auprès de la Cour de Hué. Il contresigne pour les rendre exécutoires les actes et décrets du roi d'Annam qui sont destinés à être appliqués par les tribunaux français (1). Le résident général est assisté de deux résidents supérieurs : l'un à Hué, l'autre à Hanoï.

Le décret du 3 février 1886 organise le personnel des résidences de l'Annam et du Tonkin : « Le person-

1. Art. 3, décret du 29 janvier 1886.

neldes résidences de l'Annam et du Tonkin comprend, outre le résident général et les deux résidents supérieurs de Hué et de Hanoï, des résidents, vice-résidents chanceliers, commis de résidence dont le nombre et la répartition seront ultérieurement déterminés par arrêté ministériel (art. 1). Auprès de chacun des résidents supérieurs et résidents, lesquels seront placés exclusivement dans les centres principaux, il y aura un vice-résident, un chancelier, un ou plusieurs commis de résidence, interprètes et lettrés indigènes selon les besoins du service et exceptionnellement un interprète chinois. Dans les localités moins importantes ou un vice-résident sera chef de poste, il sera assisté d'un ou de plusieurs commis de résidence interprètes et lettrés indigènes (art. 2). »

Les résidences et vice-résidences furent réparties par la suite conformément au tableau suivant :

Résidence supérieure	Résidence	Vice-résidence
Hué.		{ Tourane. Doug-Hoi. Xuan-Day.
	Quinhou.....	
	Binh-Thuan.	
	Thanh-Hoa	Vinh.
Hanoï.		{ Hong-Yen. Lang-Son. That-Kè. Cho-Bo.
	Bach-Ninh.	
	Nam-Dinh	
	Haiphong.	{ Thai-Nguyen. Cao-Bang. Ninh-Binh. Hai-Duong. Guang-Yen. Tuyen-Quan. Lao-Kai.
	Sontay.	

Les résidents (1) et les vice-résidents, chefs de poste et chanceliers, furent investis des attributions respectives des consuls et chanceliers de consulats. Ils reçoivent et délivrent les actes de l'état civil, les actes du ministère, du notariat, les certificats de vie, etc. Ils perçoivent à l'occasion des actes qu'ils délivrent le taux du tarif en vigueur dans les chancelleries consulaires.

Les attributions judiciaires des résidents en Annam-Tonkin restent les mêmes que celles qui leur avaient été conférées par le décret du 17 août 1881. Le décret du 10 février 1886 décide que les vice-résidents, chefs de poste, auront les mêmes attributions que les résidents. Quant à la procédure qui devra être suivie devant les tribunaux de résidence et de vice-résidence elle sera la même que celle qui est appliquée devant les tribunaux consulaires d'Extrême-Orient (2).

Des circulaires du résident général doivent préciser le rôle judiciaire des résidents et des vice-résidents. La première en date du 15 juillet 1888 leur prescrit « de suivre attentivement la marche de la justice indigène » et de se faire exactement renseigner sur la suite qui a pu être donnée aux procès criminels inten-

1. Décret du 8 février 1886.

2. Voir édit du roi du mois de juin 1778 portant réglementation des fonctions judiciaires et de police qu'exercent les consuls de France en pays étrangers. (Code judiciaire de l'Indo-Chine, t. I, p. 7.)

tés aux individus accusés d'avoir voulu attenter à la sécurité des personnes. Mais ce n'est qu'une mission de surveillance qui leur est prescrite, la justice indigène doit rester absolument libre, elle doit fonctionner comme avant l'établissement du protectorat. M. Paul Bert le rappelle à ses subordonnés par sa circulaire du 30 août 1886. Les résidents et vice-résidents ne doivent pas s'immiscer dans les questions relatives à la justice indigène :

« Vous n'interviendrez pas directement dans l'administration de la justice indigène, mais vous suivrez ses actes avec soin afin de faire prévaloir l'esprit de modération et de sage tolérance qu'inspire notre politique. » Paul Bert recommande aux résidents d'éviter de statuer sur les litiges où des Annamites sont seuls en cause. Le traité limitait leur compétence aux contestations qui s'élèvent entre Annamites et Français ou étrangers et il précise sa pensée pour éviter les empiétements possibles des résidents sur la justice indigène. « Vous ne connaîtrez donc pas des instances civiles ou criminelles introduites par les indigènes ou contre eux qui sont du ressort exclusif des tribunaux annamites. » Les questions de compétence sont donc bien tranchées, et il semble que les résidents ne peuvent plus être entraînés à outrepasser leurs droits.

§ 4. — *Création des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong*
La Cour criminelle du Tonkin

Le système judiciaire de l'Annam-Tonkin resta sans changement jusqu'en 1888. Il apparut à cette époque que les attributions de nos résidents au Tonkin étaient trop lourdes. Le mouvement des échanges et des affaires augmentait sans cesse et attirait un nombre de plus en plus grand de Français et d'étrangers dans le protectorat. Des litiges nombreux soulevant des points de droit assez délicats surchargeaient de travail des résidents qui, obligés de donner tout leur temps à leurs fonctions publiques, ne pouvaient en poursuivre l'étude et en préparer la solution avec toute l'attention désirable. Aussi le gouvernement fut-il obligé d'envisager la création de tribunaux réguliers composés de magistrats ayant une compétence bien déterminée. Il n'était pas nécessaire de modifier l'organisation judiciaire en Annam, l'activité commerciale ne s'y était pas encore portée ; elle se concentrait dans le delta du Tonkin. A Hanoï et à Haïphong se trouvaient plus particulièrement groupée la population étrangère aussi est-ce dans ces deux villes que le décret du 8 septembre 1888 créa les tribunaux de première instance. « Il est institué au Tonkin, deux tribunaux de première instance ayant leur siège l'un à Hanoï, l'autre à Haï-

phong et une Cour criminelle siégeant à Hanoï. » La circonscription de la Cour criminelle comprend tout le territoire du Tonkin. Les circonscriptions respectives des tribunaux seront provisoirement déterminées par arrêté du gouverneur général. Un décret doit les fixer définitivement.

Le gouverneur par arrêté en date du 5 décembre 1888 limitait la circonscription du tribunal de première instance d'Hanoï au territoire de la ville et de la province d'Hanoï; celle du tribunal d'Haïphong au territoire de la ville d'Haïphong et aux provinces d'Haï-duong et de Quang-yen. Ces tribunaux connaissent de toutes les affaires civiles, commerciales, correctionnelles et de simple police à l'exception de celles dans lesquelles ne sont en cause que des indigènes ou des Asiatiques appartenant à l'une des catégories énumérées par l'arrêté du chef du pouvoir exécutif de la République française en date du 23 août 1871 (1). Cette exception cesse de devenir applicable en matière civile et commerciale si les parties qui peuvent l'invoquer ont consenti à être jugées par les tribunaux français ou ont déclaré contracter sous l'empire de la loi française.

Ces tribunaux sont également compétents en matière correctionnelle alors même qu'il n'y a pas cons-

1. Ces Asiatiques sont les Chinois, les Cambodgiens, les Muong-huong, les Siamois, etc.

titution de partie civile si le délit a été commis au préjudice d'une personne autre que celles énumérées par l'arrêté du 23 août 1871. Le cas visé ici est celui où le procès intéresserait, en même temps que ces indigènes ou Asiatiques, des Français ou des étrangers justiciables de nos tribunaux ou ces derniers seuls. Rien ne se trouve donc changé, à la compétence *ratione personæ* de la justice indigène. Les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong ont exactement la même compétence que les tribunaux résidentiels.

Relativement à la compétence *ratione materiæ* ils jugent en premier et dernier ressort : 1° toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs principal et sur les actions immobilières jusqu'à 100 francs de revenu, 2° toutes les contraventions. En matière commerciale leur compétence est celle des tribunaux de commerce de la métropole.

Les juges présidents des tribunaux du Tonkin exercent encore les attributions tutélaires conférées aux juges de paix par la loi française.

L'appel des jugements rendus par les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong est porté devant la Cour d'appel de Saïgon.

La Cour criminelle du Tonkin connaît, dans les limites de compétence énoncées plus haut, de tous les crimes commis dans le ressort de sa juridiction.

La législation en vigueur en Cochinchine est déclai-

rée applicable au Tonkin, les tribunaux du Tonkin doivent s'y conformer (1). Les tribunaux correctionnels et le tribunal criminel peuvent être saisis par voie de citation directe à la requête soit des parties dans le cas où la loi l'y autorise, soit du ministère public après enquête ou instruction préalable. En raison de l'éloignement du Tonkin de la Cochinchine, l'article 15 décide pour éviter des frais inutiles que les débats devant la Cour d'appel de Saïgon peuvent en matière correctionnelle avoir lieu et l'arrêt être rendu en dehors de la présence des parties.

Le principe de juge unique, qui a dominé dans l'organisation judiciaire de la Cochinchine, est encore mis en pratique au Tonkin. Les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong se composent d'un juge suppléant, d'un procureur de la République, d'un greffier et d'un commis-greffier.

La Cour criminelle du Tonkin se compose d'un conseiller à la Cour de Saïgon président, de deux magistrats pris parmi les magistrats du Tonkin, de deux assesseurs désignés par la voie du sort parmi les citoyens français portés sur une liste dressée à cet effet, et d'un greffier ou commis-greffier. Les assesseurs ont voix délibérative sur la question de culpa-

1. Cette disposition n'a été rendue applicable que par l'arrêté du 11 janvier 1897.

bilité seulement. La condamnation est prononcée à trois voix contre deux. Le cas où les magistrats des tribunaux de première instance du Tonkin ne pourraient venir siéger est prévu, il est fait alors appel à des fonctionnaires licenciés en droit. La liste des assesseurs comprend vingt Français jouissant de leurs droits civils et politiques. Le procureur général ou l'un de ses substituts ou le procureur d'Hanoï soutient l'accusation. Les débats ont lieu tous les quatre mois sans préjudice de sessions extraordinaires s'il y a lieu.

Le décret du 18 septembre 1888 vient régler la procédure à suivre devant la cour criminelle et les tribunaux du Tonkin et est commun aux tribunaux et Cour criminelle de la Cochinchine et de Cambodge.

L'organisation judiciaire du Tonkin est complétée par un arrêté du 30 décembre 1888 promulguant le Code civil, le Code de procédure civile, le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et le Code de commerce, certains textes concernant l'organisation judiciaire en Cochinchine sont également promulgués (1).

1. Décrets de 1887, du 5 juillet 1888. Ces deux décrets promulgués par celles de leurs parties communes aux tribunaux du Tonkin. L'article 5 § 1 du décret du 7 mai 1868, l'article 5 § 1 du décret du 3 avril 1880, le décret du 27 juin 1879. L'arrêté du 28 août 1871.

§ 5. — *Extension de la compétence des juridictions françaises*

Les Chinois avaient jusqu'à présent toujours été considérés comme justiciables des juridictions indigènes. Cependant ce sont des étrangers et le traité du 6 juin 1884 spécifie bien que « les étrangers de toute nationalité seront placés sous la juridiction française et que l'autorité française statuera sur les contestations de quelque nature qu'elles soient entre et Annamites et étrangers de même qu'entre étrangers ». Et de plus aux termes de l'article 1 du traité du 9 juin 1885 avec la Chine, ils peuvent se prévaloir de notre juridiction et demander à lui être soumis puisqu'ils doivent « jouir pour leur personne et pour leurs biens de la même sécurité que les protégés français ». Déjà deux de leurs congrégations avaient demandé à être soumises à notre justice. Il devenait donc nécessaire de trancher définitivement la question et d'étendre notre compétence aux Chinois, nous conformant strictement aux traités de 1884 et de 1885. C'est ce que fait le décret du 28 février 1890.

« Les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong connaissent sur le territoire des concessions françaises (1) de toutes

1. Le décret du 28 février 1890 modifie ainsi les circonscript-

les affaires civiles et commerciales *quelle que soit la nationalité des parties en cause*. Dans le surplus des circonscriptions judiciaires lesdits tribunaux connaissent des mêmes affaires : entre étrangers et assimilés ;

« Entre étrangers et assimilés ;

« *Entre étrangers de toute nationalité ;*

« Entre Européens ou assimilés *et étrangers de toute nationalité ;*

« *Entre étrangers quelle que soit leur nationalité et Annamites (art. 4).* » — « En matière correctionnelle les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong connaissent de tous les délits commis sur le territoire concédé à la France, quelle que soit la nationalité du prévenu ou de la partie civile. Dans le surplus des circonscriptions judiciaires desdits tribunaux, ils connaissent de tous les délits commis :

« Par les Européens assimilés ;

« *Par des étrangers quelle que soit leur nationalité ;*

« Par des Annamites au préjudice des Européens ou assimilés *et des étrangers quelle que soit leur nationalité (art. 9).* » — « La Cour criminelle du

tions des 2 tribunaux : la circonscription du tribunal de 1^{re} instance d'Hanoï comprend les territoires des villes et des provinces d'Hanoï, de Bac-ninh, Sontay et Hung-Yen ; celle du tribunal d'Haïphong comprend les territoires des provinces d'Haïphong, Haï-duong, Quang-Yen, Nam-Dinh et Haï-ninh.

Tonkin connaît dans les conditions prévues aux articles 4 et 9 de tous les crimes commis sur le territoire du Tonkin (art. 11). » Il n'y a donc plus d'équivoque possible, le décret dit : « et des étrangers quelle que soit leur nationalité » ; les Chinois ressortissent donc maintenant de la juridiction française.

La compétence *ratione materiæ* recevait, elle aussi, quelques modifications. En ce qui concerne les affaires venant des provinces d'Hanoï et d'Haïphong, rien n'était changé, mais dans les autres provinces du ressort des deux tribunaux ils ne statuent, en premier et dernier ressort, que sur toutes les actions personnelles et mobilières d'une valeur supérieure à 150 francs et ne dépassant pas 1.500 francs. » La connaissance de ces affaires est enlevée aux tribunaux résidentiels. En matière commerciale la même distinction est faite.

Le décret de 1890 renferme également des dispositions fort importantes concernant les tribunaux résidentiels. « Dans les provinces non comprises dans le ressort des tribunaux de première instance, la justice continuera à être rendue aux justiciables désignés aux articles 4 et 9 ci-dessus conformément aux dispositions des 8 et 10 février 1886. » La compétence des résidents dans ces provinces est réglementée étroitement, ils conservent seulement la connaissance des affaires personnelles mobilières et

commerciales jusqu'à une valeur de 150 francs, leur jugement en ces matières est en dernier ressort. La compétence correctionnelle leur est enlevée complètement. Ils deviennent des sortes de juges de paix. Le décret de 1890 réduit, en effet, considérablement leur compétence. Le Tonkin en entier est mis actuellement dans le ressort des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong ; il enlève aux tribunaux résidentiels leur compétence analogue à celle des tribunaux de première instance qu'ils possédaient auparavant. Les attributions tutélaires confiées au juge de paix par la loi française sont exercées par les juges présidents dans les provinces où siègent les tribunaux et par les résidents dans les autres provinces du Tonkin. Le résident et les vice-résidents ont encore la connaissance en dernier ressort des contraventions commises dans les provinces où ils sont établis, moins celles d'Hanoï et d'Haïphong.

Ce décret de 1890 consacre un élargissement de la compétence de nos tribunaux, la justice indigène se voit enlever la juridiction des Chinois et de tous les délits correctionnels dans les provinces d'Hanoï et Haïphong. Les résidents ont leurs pouvoirs considérablement diminués. On veut assurer plus de garanties aux justiciables en confiant leur cause à des magistrats de carrière qui ont le temps et le savoir nécessaires pour étudier convenablement les litiges qui leur sont soumis.

Quelques années plus tard une nouvelle atteinte est portée aux pouvoirs des résidents et vice-résidents. Ces fonctionnaires parviennent à remplir de plus en plus difficilement leur tâche depuis que commencent à être mises en valeur les richesses minières et agricoles du Tonkin. Un décret en date du 14 janvier 1894 va réduire leur compétence à celle d'un juge de paix. Les tribunaux de Hanoï et de Haïphong vont voir leur juridiction étendue sur tout le territoire du Tonkin. Cela est possible maintenant, les moyens de communication permettent de porter plus facilement qu'autrefois les litiges devant eux : « La compétence des tribunaux de résidence dans les provinces est la même que celle des justices de paix en France. *Les affaires qu'ils jugent dans ces conditions ne sont pas sujettes à appel...* (article 3) ». Cette dernière disposition souleva rapidement des critiques. Elle était dérogatoire du droit commun. Le principe énoncé dans cet article 3 était trop général. Les lois du 25 mai 1838 et du 2 mai 1855 qui ont réglé la situation des juges de paix en France leur ont accordé en effet dans certains cas énumérés par la loi une compétence illimitée en premier ressort. Ils connaissent par exemple des actions de paiement, de loyers ou fermages, de congès, etc., quelle que soit l'importance pécuniaire des intérêts engagés mais sauf appel aux tribunaux de première instance. Les dispositions de l'article 3 du décret du

13 janvier 1894 rendant les tribunaux de résidence non susceptibles d'appel dans des cas particuliers auraient pour effet de leur accorder une compétence en dernier ressort supérieure souvent à celles des tribunaux de première instance. Aussi le décret du 12 novembre 1894 modifie-t-il en ces termes l'article 3 du décret du 13 janvier 1894 : « La compétence des tribunaux de résidence dans les provinces est la même que celles des justices de paix de France. Les affaires qu'ils jugent ne sont pas susceptibles d'appel. Néanmoins dans les cas prévus par les articles 3, 4, 5, 6, de la loi du 25 mai 1838 modifiée par celle du 2 mai 1855 qui accordent au juge de paix une compétence illimitée en certaines matières spéciale, les tribunaux de résidences ne prononceront en dernier ressort que sur les affaires d'un intérêt ne dépassant pas 1.500 francs en principal. »

La fin du nouvel article 3 reproduit intégralement la fin de l'ancien qui donne aux résidents de provinces éloignées une compétence plus grande en raison de leur éloignement des tribunaux du Tonkin. « Exceptionnellement, toutes les fois que les parties y consentent, les résidents et les vice-résidents chefs de postes peuvent connaître en premier ressort, et à charge d'appel devant la Cour du Tonkin, des affaires qui relèvent en France de la compétence des tribunaux de première instance et qui intéressent les nationaux sujets ou protégés français,

des sujets ou protégés d'une puissance étrangère. La procédure sera celle des justices de paix. » Les dispositions relatives à la compétence des tribunaux de résidence étaient précédées d'un article relatif au ressort des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong pour les affaires qui sont en France de la compétence des juges de paix.

Rien n'était changé pour eux aux termes de l'arrêté du 3 décembre 1888. Mais « pour toutes les autres affaires leur juridiction s'étend sur tout le territoire du Tonkin, leurs circonscriptions respectives seront fixées par arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine... » L'arrêté du 9 mai 1895 les fixe ainsi : La circonscription du tribunal d'Hanoï comprend les provinces d'Hanoï, de Son-Tay, Hung-Hoa, Cho-bo, troisième et quatrième territoires, Bac-Ninh, Phu-lang-Thuong, Thai-Nguyen, Hung-Yen, Phu-ly ; celle du tribunal d'Haïphong, les provinces d'Haïphong, Haïtuong, Thai-Binh, Nam-Dinh, Ninh-Binh, Quang-Yen, premier et deuxième territoires.

§ 6. — *Création de la Cour d'Hanoï*

L'année 1894 apporta une innovation importante dans l'organisation judiciaire de l'Annam-Tonkin. Une Cour d'appel fut créée à Hanoï. « Les décrets

qui ont organisé la justice en Indo-Chine ont placé jusqu'à ce jour le Tonkin et l'Annam dans le ressort de la Cour d'appel de Saïgon et attribué au procureur général de ladite Cour les fonctions de chef du service judiciaire dans toute l'étendue des établissements français ou protégés par la France en Extrême-Orient. Depuis quelques années le commerce européen et les industries françaises se sont développées d'une façon constante dans ce pays, particulièrement au Tonkin et les procès où se trouvent en cause les personnes habitant les provinces d'Hanoï, chef-lieu du protectorat, et le port devenu très important d'Haïphong et de ses environs ont trait à des intérêts de plus en plus considérables (1). » La création des tribunaux n'était pas suffisante, car l'appel devait être porté à Saïgon. Il résultait de nombreux inconvénients de cette situation. Le droit d'appel dans de telles conditions était absolument illusoire. Les habitants du Tonkin avaient plusieurs jours de traversée pour atteindre Saïgon. Or les moyens de communication sont coûteux. Les plaideurs s'ils veulent soutenir leurs droits devant la Cour d'appel doivent donc faire d'assez gros sacrifices ou bien envoyer leur dossier à des avocats défenseurs auxquels ils ne peuvent fournir que des indications écrites.

1. Rapport précédant le décret du 13 janvier 1894.

De plus, l'organisation, les mœurs, les habitudes commerciales sont profondément différentes au Tonkin de celles de Cochinchine et du Cambodge. Les affaires judiciaires s'y présentent dans des conditions tout autres et l'on est porté à se demander si la Cour d'appel de Saïgon est bien préparée à les juger suffisamment en connaissance de cause. Des considérations analogues avaient déjà déterminé le gouvernement à séparer la plupart des services de l'Annam-Tonkin de ceux du Cambodge et de la Cochinchine.

En matière criminelle le procureur général de Saïgon remplit pour toute l'Indo-Chine le rôle de Chambre des mises en accusation. Chaque fois qu'un prévenu doit être traduit en Cour d'assises, le dossier lui est transmis du Tonkin. Il en résulte une perte de temps considérable, préjudiciable au bon fonctionnement de la justice. Le procureur général d'Hanoï pourra rendre ses ordonnances de renvoi sur place et beaucoup plus vite.

Le décret du 13 janvier 1894 décide que la juridiction de la Cour d'Hanoï s'étendra sur l'Annam et le Tonkin. Elle est composée d'un président, de deux conseillers, d'un conseiller auditeur et d'un greffier assisté de commis-greffiers.

Les fonctions de ministère public sont remplies par le procureur général assisté d'un substitut et d'un attaché de parquet. Le procureur général est

le chef du service judiciaire en Annam-Tonkin et investi des mêmes attributions que le procureur général de Cochinchine.

Les arrêts de la Cour d'Hanoï sont toujours rendus par trois magistrats du siège.

Les attributions précédemment conférées en ce qui concerne l'Annam et le Tonkin à la Cour de Saïgon et à ses membres par les lois et règlements antérieurs sont dévolues à la Cour d'Hanoï et à ses membres (1).

Les défenseurs installés près des tribunaux du Tonkin peuvent occuper et plaider devant la Cour d'appel.

L'existence de cette Cour devait être brève. Le 8 août 1898 elle subit une transformation radicale. Elle est supprimée en tant que Cour distincte de celle de Saïgon et il ne subsiste à Hanoï qu'une Chambre de cette dernière Cour (2). Le maintien de cette Chambre conservait aux justiciables toutes les com-

1. Art. 22. — « Elle connaît : 1° des appels des jugements rendus par les tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong et par les résidents et vice-résidents, chefs de province, lorsque ces derniers connaissent sur le consentement des parties d'affaires rentrant dans la compétence des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong ; 2° des appels des jugements rendus par les tribunaux résidentiels établis en Annam ; 3° des crimes commis en Annam par les justiciables des tribunaux français. »

2. Voir page 123.

modités désirables pour la justice du deuxième degré, mais en supprimant le poste de procureur général qui, nous l'avons vu, remplit le rôle de Chambre des mises en accusation, on donnait à la Chambre des mises en accusation récemment créée à Saïgon la connaissance des instructions relatives aux crimes commis en Annam et au Tonkin par des Français ou autres Européens et assimilés soit seuls, soit de complicité avec les indigènes ou autres Asiatiques et assimilés. C'était presque le retour à l'ancien état de choses et la lenteur de la justice allait de nouveau pouvoir s'exercer aux dépens des individus en prévention de Cour criminelle.

Du reste, le gouvernement s'émut des conséquences fâcheuses causées par la transformation de la Cour d'appel d'Hanoï et décida en 1905 la création d'une Chambre des mises en accusation fonctionnant à Hanoï. Cette même année fut créée une quatrième Chambre à la Cour d'Indo-Chine, Chambre qui siège au chef-lieu du Tonkin (1).

§ 7. — *Modifications apportées aux Cours criminelles du Tonkin. — L'indigénat. — Les Tribunaux mixtes du Tonkin.*

Le 15 septembre 1890, un décret vint reprendre et coordonner les dispositions relatives à l'organisation

1. Voir page 126.

judiciaire que nous avons étudiées dans leur développement. L'article 12 est cependant à signaler. Il est ainsi conçu : « Sur les territoires des villes d'Hanoï et d'Haïphong, les contraventions dressées contre les Annamites de ces villes sont jugées sans appel par les résidents maires qui ont la faculté de substituer aux peines édictées par le Code pénal français celles édictées par le Code annamite pour les mêmes infractions. Les autres justiciables des tribunaux français sont jugés en matière de simple police sur le territoire des concessions françaises par les tribunaux français et dans les provinces par les tribunaux établis au siège des résidents ou vice-résidents, chefs de province. Les décisions de ces derniers tribunaux pourront être frappées d'appel devant le tribunal de première instance toutes les fois que la peine d'emprisonnement sera prononcée. »

Deux cours criminelles sont créées par ce même décret en Annam-Tonkin, l'une siège à Hanoï, l'autre à Haïphong. Leurs circonscriptions territoriales sont les mêmes (1) que celles des deux tribunaux de première instance siégeant dans les mêmes villes. Ces cours connaissent des crimes commis dans les circonscriptions de ces tribunaux d'après les règles de compétence suivante : dans les territoires concédés à la France, elles connaissent de tous les crimes quelle

1. Voir page 166.

que soit la nationalité des prévenus ; dans le reste des circonscriptions judiciaires desdits tribunaux, elles connaissent de tous les crimes commis par des non-sujets annamites ou par des Annamites au préjudice de nos sujets annamites. La composition des cours criminelles reste la même, seul le nombre des assesseurs est porté à 4. La liste sur laquelle ils sont tirés est formée de la même manière qu'en Cochinchine.

Le décret du 8 août 1898 supprime la Cour criminelle d'Haïphong et ne laisse subsister que celle d'Hanoï qui se composera des magistrats composant la troisième chambre de la Cour d'appel et de 4 assesseurs. La Cour d'Hanoï connaît de toutes les affaires portées antérieurement devant les cours criminelles d'Hanoï et d'Haïphong. La liste des assesseurs est dressée par une commission composée du résident supérieur du Tonkin, président, du président des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong, d'un membre non fonctionnaire du Conseil de protectorat et d'un membre de chacune des municipalités d'Hanoï et d'Haïphong. La procédure de la Cour criminelle du Tonkin est identique à celle des cours de Cochinchine.

Ce même décret crée un régime particulier pour les crimes et délits intéressant la sécurité du protectorat ou le développement de la colonisation française commis par un Annamite ou assimilé judicia-

ble des tribunaux français. Dans ce cas le gouverneur pourra par arrêté dessaisir la justice ordinaire et renvoyer l'affaire devant une commission criminelle. Cette commission se compose d'un résident de la province, du procureur de la République du ressort où le crime aura été commis et d'un capitaine nommé sur la désignation du commandant supérieur des troupes. La commission se réunit sur les lieux et en attendant son arrivée le résident de la province commence l'information ; lorsqu'elle se réunit en dehors du ressort des tribunaux d'Hanoï et d'Haï-phong le procureur est remplacé par un magistrat nommé sur la désignation du procureur général chef du service judiciaire. L'instruction est dirigée par le président de la commission. L'accusé a trois jours pour préparer sa défense après la clôture et le quatrième jour la commission se réunit de nouveau. La question de culpabilité ne peut être résolue contre l'accusé qu'à la majorité. Ce point tranché la commission délibère sur les circonstances atténuantes et sur l'application de la peine ; la majorité est encore nécessaire pour ces questions. La sentence est exécutée dans les vingt-quatre heures à moins que le condamné ne déclare se pourvoir devant le Conseil de protectorat. Dans ce cas le gouverneur général sur l'avis conforme du Conseil de protecto-

rat statue sur le pourvoi par un simple arrêté qui en cas de rejet pourra ordonner l'exécution immédiate. Si un texte a été violé, l'arrêt est cassé et renvoyé devant une autre commission criminelle nommée spécialement à cet effet et composée d'un autre résident de première classe, président, du résident d'une autre province, d'un président du tribunal du ressort et d'un capitaine de l'armée.

Cette organisation donnait une arme terrible au gouverneur et lui permettait par cette justice expéditive de réprimer immédiatement tous les mouvements insurrectionnels qui pourraient se produire.

Les tribunaux de première instance d'Hanoï et de Saïgon avaient jusqu'à présent solutionné sans modification dans leur composition, les litiges commerciaux. Le 21 décembre 1898 un décret vint instituer au Tonkin un système identique à celui qu'inaugura à Saïgon le décret du 9 août 1898. Un tribunal mixte est créé à Hanoï et à Haïphong. Rien n'est modifié aux dispositions régissant celui de Saïgon (1).

§ 8. — *La justice en Annam, création d'une justice de paix à compétence étendue à Tourane*

En 1899, une modification importante est apportée au régime judiciaire de l'Annam, jusqu'à présent

1. Voir page 119.

nous n'avons dans ce pays que des tribunaux résidentiels (1). Le développement économique de Tourane, le nombre d'étrangers qui s'y établirent firent de cette ville un centre de plus en plus important, aussi le gouvernement français jugea-t-il utile de créer à Tourane par décret du 25 mai 1897 une justice de paix à compétence étendue. Cette création est des plus intéressante. C'est la première fois qu'un tribunal régulier constitué suivant le principe de la séparation des pouvoirs apparaît en Annam. Son personnel est composé suivant les prescriptions de l'article 6 du décret du 17 mai 1895. Le ressort de ce tribunal comprend toute la ville de Tourane ainsi que la circonscription administrative de la province, telle qu'elle existe actuellement dans les limites de ce ressort, la juridiction française est seule compé-

1. L'article 21 du décret du 15 septembre 1890 spécifie que les tribunaux résidentiels de l'Annam, où il n'existe pas de tribunaux de première instance, sont assimilés aux tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong quant à la compétence et aux attributions. Leur composition et la procédure suivie devant eux, en matière correctionnelle, sont semblables à celles des tribunaux consulaires du Levant. En matière civile et commerciale ils se conforment à la procédure et au tarif des frais en vigueur au Tonkin.

Toutes les fois que ces tribunaux résidentiels d'Annam ainsi que ceux du Tonkin jugent au civil et au correctionnel ils doivent se compléter par l'adjonction au juge président de deux assesseurs français choisis parmi les notables domiciliés dans la circonscription (circulaire du 6 avril 1897).

tente en toutes matières toutes les fois qu'un Européen ou sujet français ou un étranger quelconque est ou partie ou en cause. Cette création laisse complètement en dehors les juridictions indigènes qui continuent à fonctionner pour le jugement des affaires de toute nature intéressant les Annamites entre eux. Les dispositions du décret du 15 septembre 1896, relatives aux tribunaux de première instance, sont applicables à la justice de paix de Tourane.

§ 9. — *La justice indigène actuelle*

En 1901 le gouvernement français promulgue un décret qui régit actuellement la justice indigène au Tonkin. Les juridictions indigènes sont maintenues telles qu'elles sont constituées, ainsi que les lois et coutumes indigènes en vigueur en matière civile. En matière pénale la législation annamite continue à être appliquée (art. 3), mais les châtimens corporels sont formellement supprimés, leur application est rigoureusement interdite soit comme moyen d'instruction, soit comme pénalité. Lorsque le juge devra appliquer ces pénalités il leur substituera la peine de l'emprisonnement sans qu'en aucun cas sa durée puisse être supérieure à cinq années. En cas de récidive elle pourra être portée au double. Cette mesure causait un adoucissement notable dans l'exécution barbare

des peines. La question se trouvait également ainsi supprimée.

Mais il subsistait encore dans la législation annamite des peines dont la rigueur excessive heurtait violemment les idées d'humanité et de justice que notre civilisation doit toujours faire prévaloir. Les peines de mort lente, de la strangulation suivie ou non de l'exposition de la tête, les peines de servitude militaire (dans des lieux malsains) à une frontière très éloignée, éloignée, rapprochée ou très rapprochée, les peines de strangulation et décapitation (avec sursis), la peine de l'exil à 3000, 2500 et 2000 lis, celle du service militaire, de l'esclavage, du Truong, du rotin, de la cangue, de la marque et de tout autre peine corporelle sont changées (1) en peines allant de la décapitation pure et simple à l'emprisonnement simple en passant par le travail pénible à perpétuité et à temps. Il y a dans ces modifications un grand rapprochement avec nos peines.

Le décret du 1^{er} novembre 1901 apportait encore une innovation. Aux termes de la législation les jugements rendus par les tribunaux indigènes au Tonkin étaient d'office et à la requête des parties soumis à l'approbation du résident supérieur qui se trouve, en cette matière, investi des pouvoirs exer-

1. Décret du 31 août 1905 articles 10 à 13 inclus.

cés autrefois par le roi. Le gouvernement a estimé qu'il serait plus conforme aux principes généraux de notre droit de remettre ces attributions à une commission d'appel. Les garanties des justiciables seront ainsi augmentées. Cette commission siège à Hanoï, et se compose de trois conseillers à la Cour et de deux mandarins siégeant avec voix délibérative, et connaît des affaires indigènes qui seront déférées à son examen. Le plus ancien des conseillers est président.

Cette commission « est saisie par le procureur général et elle connaît en fait et en droit : 1° soit sur l'appel des parties condamnées, soit d'office, de tous les jugements rendus par les tribunaux indigènes prononçant l'application d'une peine et qui, conformément à la législation annamite, était précédemment soumis à l'approbation du résident supérieur ; 2° à la requête des parties et à la suite de la communication qui lui a été faite par le procureur général, ou d'office, à la requête de ce dernier, de toutes contestations entre Annamites justiciables des tribunaux indigènes, mais seulement après que la contestation aura été jugée par l'autorité judiciaire indigène (art. 6) ». La commission statue sur pièces, elle entend les parties si elle le juge nécessaire, mais les parties ne peuvent se faire représenter. Elle prescrit telles mesures d'information ou tels suppléments d'instruction qu'elle juge nécessaire.

§ 10. — *La justice française actuelle*

La justice française est régie actuellement par le décret du 1^{er} décembre 1902, qui remanie sur quelques points le régime existant déjà, le décret est réglementaire à la fois pour l'Annam et le Tonkin. Sa compétence *ratione materiæ* est telle que nous l'avons déjà vue, c'est-à-dire qu'elle est limitée aux affaires civiles ou commerciales toutes les fois qu'un Européen ou sujet français ou étranger quelconque sera partie ou en cause. Ces juridictions connaîtront des litiges entre indigènes lorsque ces derniers l'auront formellement demandé (art. 1).

Les administrateurs civils ou militaires sont substitués aux résidents ou investis des attributions dérobées aux juges de paix à compétence étendue en Cochinchine, dans les provinces qui ne sont pas comprises dans le ressort des tribunaux d'Hanoï, d'Haïphong et de Tourane (1). Le fonctionnaire qui est adjoint à l'administrateur peut le remplacer.

Ces tribunaux connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales dans les limites de l'article I. Ils connaissent de tous les délits ou contraventions commis par des Européens et assimilés, des étrangers

1. Ces tribunaux se composent de l'administrateur juge et d'un commis-greffier, notaire et commissaire-priseur.

et des indigènes originaires de la Cochinchine et des mêmes infractions commises par des sujets annamites au préjudice d'Européens et assimilés, d'étrangers et d'indigènes de la Cochinchine de complicité avec ceux-ci.

La procédure appliquée est celle des tribunaux de paix à compétence étendue.

Le ressort des tribunaux du Tonkin est considérablement diminué. Celui du tribunal d'Hanoï comprend le territoire de la ville et les provinces d'Hanoï. Bac-Ninh, Phu-lo, Hong-Yen et Sontay, celui du tribunal d'Haïphong comprend le territoire de la ville d'Haïphong et les provinces d'Haïphong, Quang-Yen, Haï-duong, Thai-Binh (1). Le tribunal de paix à compétence étendue de Tourane comprend toujours la ville et la province de Tourane.

Ces tribunaux connaissent sur le territoire urbain de ces trois villes de toutes les contestations civiles et commerciales, quelle que soit la nationalité des parties en cause. Ils connaissent de même de tous les délits ou contraventions. Dans le reste de leur ressort ils ont la même compétence que les administrateurs dans leur province.

Les présidents des tribunaux de première instance et de paix ont les attributions tutélaires et conciliatrices

1. Rattachées par le décret du 14 octobre 1904 à Nam-dinh.

des juges de paix. Ils jugent en dernier ressort les contraventions de police.

Rien n'est modifié à l'organisation de la Cour criminelle d'Hanoï, nous allons simplement préciser les limites de sa compétence. Elle connaît de tous les crimes commis sur les territoires urbains d'Hanoï, d'Haïphong et de Tourane, quelque soit la nationalité ou l'origine des accusés. Elle connaît également de tous les crimes commis au Tonkin et en Annam par les Européens, les étrangers ou assimilés, par les indigènes de Cochinchine ou par les sujets annamites de complicité avec ceux-ci ou à leur préjudice.

L'instruction criminelle et la législation applicable devant la Cour criminelle d'Hanoï sont les mêmes que celles appliquées devant les Cours criminelles de Cochinchine. Lorsque la Cour criminelle d'Hanoï aura à juger des accusés annamites, asiatiques ou assimilés, elle est composée de trois conseillers à la cour dont un président et de 2 assesseurs annamites désignés par le sort sur une liste de 30 notables dressée chaque année par le résident supérieur du Tonkin.

Cette organisation fut complétée le 14 octobre 1904 par la création à Nam-Dinh (Tonkin) d'une nouvelle justice de paix à compétence étendue en raison de l'importance croissante prise par ce centre. Ce tribunal se compose d'un juge de paix, d'un suppléant et d'un greffier assisté de commis-greffiers.

Sa compétence est réglée par le décret du 1^{er} décembre 1902 et par ceux régissant les justices de paix à compétence étendue en Cochinchine.

Son ressort territorial comprend les provinces de Nam-Dinh, Tai-Binh, Hanan et Ninh-Binh.

Ce décret consacre une diminution notable des attributions judiciaires des administrateurs. Quatre provinces leur sont enlevées et on peut prévoir le jour où des justices de paix à compétence étendue seront créées dans toute l'étendue de l'Annam-Tonkin. Le rapport précédant le décret du 14 octobre 1904 le fait pressentir. « Cette organisation, qui concentre entre les mains des administrateurs deux pouvoirs distincts en principe, et que notre droit public sépare nettement, ne s'explique que par la nécessité de restreindre autant que possible le nombre des fonctionnaires et surtout par le petit nombre d'affaires purement judiciaires. » Lorsque l'activité s'accroît et que les transactions augmentent, il devient nécessaire de décharger les administrateurs des fonctions de juge « qu'ils remplissent pour ainsi dire à titre provisoire » pour en investir les fonctionnaires de carrière.

CHAPITRE II

Le Cambodge

§ 1. — *Les préliminaires de l'organisation judiciaire au Cambodge. — Le régime institué par les traités.*

Notre établissement au Cambodge date de la convention du 18 août 1863. Ce pays était depuis longtemps soumis à l'influence du Siam qui poussé par l'Angleterre contrecarrait continuellement notre politique. Le gouvernement français envoya au Cambodge une mission. Son chef, M. Doudard de Lagrée, sut faire valoir aux yeux du roi Norodom l'intérêt qu'il aurait à mettre son royaume sous notre protectorat qui l'affranchirait des menées siamoises. La convention de 1863 mit le Cambodge sous notre protectorat. « L'empereur des Français accorde sa protection à Sa Majesté le roi du Cambodge. » C'est dans l'article 6 de cette convention que se trouve le point de départ de notre établissement judiciaire dans le pays. « Lorsqu'un Français établi ou de passage dans le royaume du Cambodge aura quelque

sujet de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un Cambodgien, il devra d'abord exposer ses griefs au résident français, qui, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. Mais dans l'un et l'autre cas si la chose est impossible le résident français requerra l'assistance d'un fonctionnaire cambodgien compétent, et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront suivant l'équité. Le résident français s'abstiendra de toute intervention dans les contestations des sujets cambodgiens entre eux. De leur côté les Français dépendront, pour toutes les difficultés qui pourront s'élever entre eux, de la juridiction française, et l'autorité cambodgienne n'aura à s'en mêler en aucune manière non plus que des différends qui surviendraient entre Français et étrangers (1). Les crimes commis par les sujets français dans le royaume cambodgien seront jugés à Saïgon par les Cours de justice compétentes. Dans ce cas le gouvernement

1. Un arrêté du 29 novembre 1870 modifié le 26 avril 1871 vint réglementer les conditions d'appel devant la Cour de Saïgon des jugements rendus par le résident français condamnant un Français ou un Européen ou protégé français. Il sera donné à ce condamné un délai de dix jours à partir de la signification qui lui en sera faite pour se pourvoir en appel. Passé ce délai le versement de l'amende, des dommages-intérêts ou le paiement du montant de la condamnation prononcée deviendra immédiatement exigible à peine d'expulsion du Cambodge.

cambodgien donnera toutes facilités au résident français pour saisir le coupable et le livrer au gouvernement de la Cochinchine. En cas d'absence du résident français le commandant des forces françaises le remplacera pour exercer la justice. » L'ordonnance du 1^{er} mai 1857 étendit les limites de notre juridiction en lui soumettant moyennant une déclaration de présence, mais uniquement dans les différends qu'ils pourraient avoir entre eux ou avec des Européens, les Annamites sujets français venus au Cambodge.

L'article 6, d'une grande clarté, délimitait nettement les attributions judiciaires du résident français, juridiction mixte lorsqu'il s'agit d'un différend entre Français et Cambodgien ; défense absolue faite au résident de s'immiscer dans les affaires où seuls des Cambodgiens sont parties. L'autorité française est seule compétente pour les différends entre Français et entre Français et étrangers. Les crimes et les délits commis par des Français doivent être déférés aux juridictions de Cochinchine. Telles sont les règles posées par l'article 6 de la convention du 11 août 1863. Elles se suffisaient par elles-mêmes et aucune modification de leur fut apportée de longtemps.

Ces dispositions furent complétées par l'article 5 du traité du 15 juillet 1867 entre le Siam et la France. L'influence du Siam, malgré l'établissement de notre protectorat, continuait à se faire sentir d'une façon désastreuse pour nos intérêts. Le traité du 15 juillet 1865 met fin à notre conflit avec le Siam qui recon-

naît notre protectorat sur le Cambodge. L'article 5 règle au point de vue judiciaire la situation des Siamois résidant au Cambodge : « Si des sujets siamois se rendent coupables de quelques délits ou crimes sur le territoire du Cambodge, ils seront jugés et punis avec justice par le gouvernement du Cambodge suivant les lois de ce pays. » Une disposition de réciprocité était stipulée pour les Cambodgiens résidant au Siam.

§ 2. — *Les juridictions indigènes
avant notre établissement*

Avant de continuer l'étude de l'organisation judiciaire au Cambodge il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur les juridictions existant dans le pays avant notre établissement. D'une manière générale, on remarque une grande différence avec l'Annam. L'organisation communale ne joue aucun rôle, les pouvoirs publics sont seuls prépondérants et d'eux seuls dépend la justice. L'administration de la justice par les mandarins était loin d'avoir une bonne réputation, si nous en croyons M. Mourra :

« Les revenus réguliers qu'ils en retirent, ajoutés aux « pots de vin » aux cadeaux de valeur qu'on leur fait ou qu'ils exigent, constituent à peu près tout leur traitement. » Les juridictions sont très nombreuses au Cambodge, les mandarins trouvant leur

intérêt à leur multiplication, qui permet de faire traîner très longtemps les affaires. Voici, d'une manière sommaire, comment peut être présentée l'organisation judiciaire : A la base un tribunal de village, composé du maire, de l'adjoint et d'un secrétaire, juge les affaires civiles en conciliation, il connaît des délits légers. Puis le tribunal du gouvernement de la province composé du gouverneur, président, et de deux juges. Ce tribunal connaît en appel des affaires jugées par le tribunal de village. Enfin les affaires graves sont solutionnées par un tribunal central siégeant à Pnom-Penh et dont la composition est variable. Plus haut encore fonctionnait la Sala-dom-mot, sorte de Cour royale à laquelle les plaideurs mécontents pouvaient recourir et que le roi pouvait saisir directement. Ce tribunal se composait de quatre juges et était présidé par un prince de la famille royale.

Enfin le roi pouvait à son gré casser tous les jugements évoquer toutes les affaires et les juger directement ou par délégation à ses ministres.

Le caractère dominant de cette organisation est l'empiétement de la justice d'Etat sur la justice de conciliation.

§ 3. — *Les ordonnances de 1873 et de 1877*

Une convention passée entre le gouvernement français et le roi de Cambodge le 1^{er} avril 1873 vint préciser l'organisation de la justice à l'égard des Français et nationaux européens ou américains. Ce tribunal résidentiel, qui est seul compétent sauf pour les crimes déferés à la Cour de Saïgon, se compose du résident juge unique, à son défaut le commandant des forces françaises doit le remplacer. Le secrétaire de la résidence remplit les fonctions de greffier. En matière civile et commerciale le tribunal prononce sans appel jusqu'à 1.500 francs en principal et jusqu'à 60 francs de revenu sur toutes les autres affaires à charge d'appel devant la Cour de Saïgon. En matière correctionnelle l'appel est de droit. Cette même ordonnance étendit la compétence du tribunal mixte qui fut appelé à connaître des contestations entre les naturels et tous les Européens. Ils se compose du résident français et d'un grand mandarin chargé spécialement de rendre la justice. Le secrétaire du représentant du protectorat fait office de greffier. Avant de porter une affaire devant le tribunal mixte les parties intéressées sont assujetties au préliminaire de conciliation devant le résident qui vient d'être saisi du litige par requête. La non-conciliation doit être constatée par procès-verbal et dans ce cas l'af-

faire est portée devant le tribunal mixte trois jours après, au palais du représentant de protectorat si le demandeur est indigène, au palais du ministre de la Justice cambodgienne si le demandeur est Européen. La décision du tribunal mixte est sans appel quelle que soit l'importance de la demande. Dans le cas où les juges ne parviendraient pas à s'entendre le roi intervient pour les départager.

L'ordonnance du 1^{er} mai 1877 a trait aux crimes ou délits où sont en cause des Cambodgiens et des Européens ou des sujets français soit comme inculpés, soit comme victimes. Dans ce cas, le tribunal mixte statue en équité et sans appel. En cas de condamnation à mort, les sentences ne sont exécutées que si l'approbation a été donnée par le roi si le condamné est Cambodgien, ou par le gouverneur de la Cochinchine dans tous les autres cas.

§ 4. — *La justice indigène et les tribunaux mixtes*

Le gouvernement cambodgien était décidé à considérer l'ordonnance de 1877 comme lettre morte. Le gouverneur de la Cochinchine, Charles Thomson, était décidé à réagir contre cet état de choses et le 17 juin 1884 il oblige le roi Norodom à signer une nouvelle convention. « Sa Majesté le roi du Cambodge accepte les réformes administratives, judi-

ciaires, financières et commerciales auxquelles le gouvernement de la République jugera à l'avenir utile de procéder pour faciliter l'accomplissement de son protectorat (art. 1). » Le roi du Cambodge continue toujours à gouverner ses Etats et à diriger leur administration sauf certaines restrictions. Des résidents ou des résidents-adjoints sont placés dans les chefs-lieux de province et dans tous les points où leur présence sera jugée nécessaire. Ils sont sous les ordres du résident chargé d'assurer l'exercice régulier du protectorat. Cette convention prescrit également l'abolition de l'esclavage.

Il résulta de cet acte un certain nombre de décisions prises par le gouverneur de Cochinchine et promulguées par l'arrêté du 1^{er} novembre 1884.

L'organisation judiciaire fut réformée le 27 octobre 1884.

Les anciennes juridictions sont abolies. La justice indigène est administrée au Cambodge par les tribunaux de paix, les tribunaux provinciaux et le tribunal supérieur siégeant à Pnom-Penh.

Dans chaque arrondissement se trouve un tribunal de paix composé d'un juge cambodgien, d'un juge suppléant et d'un huissier indigène. Cette juridiction connaît de toutes les causes purement personnelles et mobilières sans appel jusqu'à une valeur de 5 piastres et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 50 piastres. Lorsque le taux de la demande

est supérieur à 50 piastres, le juge de paix concilie les parties si faire se peut et dans le cas contraire adresse son rapport au résident de la province. Lorsque plusieurs demandes formées par la même partie sont réunies dans une seule instance, le juge de paix est incompétent si la valeur totale des demandes est supérieure à 50 piastres alors même que quelques-unes des demandes seraient inférieures à cette somme. Il est facile de voir sur tous ces points combien les rédacteurs de la décision du 27 octobre 1884 se sont inspirés de notre législation. Les juges du tribunal de paix sont incompétents pour toutes les contestations entre Français, Européens, sujets d'une puissance américaine ou européenne et des sujets cambodgiens. Elles devront être portées devant le tribunal provincial. Ce tribunal connaît encore en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 5 piastres et à charge d'appel à quelque valeur qu'elles puissent s'élever, de certaines actions qui peuvent naître au sujet de difficultés relatives aux exploitations rurales. Il connaît encore des contraventions jusqu'à huit jours de prison et 5 piastres d'amende.

Au chef-lieu de chaque province est institué un tribunal provincial, composé du résident de la province, président à voix prépondérante, d'un juge cambodgien, d'un juge cambodgien suppléant et d'un huissier. Ce tribunal connaît en premier et dernier ressort de toutes les actions personnelles et

mobilières jusqu'à la valeur de 100 piastres et à charge d'appel de toutes les autres demandes quelle qu'en soit la valeur.

En matière criminelle et correctionnelle il connaît à charge d'appel de tous les crimes ou délits commis dans son ressort. Lorsque la condamnation excédera deux ans de prison ou 200 piastres d'amende elle devra être homologuée par le tribunal supérieur.

Ce tribunal connaît, en outre, de l'appel des jugements des tribunaux de paix tant en matière civile qu'en matière de simple police.

Enfin ce tribunal juge à charge d'appel les contestations entre Français et Européens, sujets d'une puissance européenne ou américaine et les sujets cambodgiens en toute matière (1).

Le tribunal supérieur siège à Pnom-Penh et se compose du résident général ou de son délégué président, d'un fonctionnaire français et de deux juges cambodgiens. Des juges suppléants pourront être nommés. Un greffier, un huissier et des commis-greffiers sont adjoints à ce tribunal. Les décisions sont prises à la majorité et la voix du président est prépondérante.

Ce tribunal connaît en matière civile et commerciale des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux provinciaux. En

1. Voir plus loin l'ordonnance de 1891.

matière correctionnelle et criminelle, de l'appel de tous les jugements rendus par les tribunaux provinciaux.

Il connaît, en outre, lors même qu'aucune partie n'aurait interjeté appel, des jugements qui lui seront déférés par le résident général et des jugements rendus par les tribunaux provinciaux en matière criminelle et correctionnelle, lorsque la condamnation dépasse deux ans de prison ou 200 piastres d'amende. Ce tribunal connaît également de tous les crimes ou délits commis par les membres de la famille royale, les hautes autorités du royaume et les principaux fonctionnaires indigènes du gouvernement.

Le traitement des fonctionnaires indigènes attachés à la justice est également réglé par cette décision. Il va de 900 piastres pour les juges au tribunal supérieur à 400 et 300 pour les juges de paix en passant par les juges provinciaux qui touchent 600 et 500 piastres. Les juges suppléants ont 700 piastres au tribunal supérieur, 425 aux tribunaux provinciaux et 300 aux justices de paix.

Les juridictions mixtes furent réorganisées par l'ordonnance royale du 31 décembre 1891. Il devient nécessaire de créer des tribunaux mixtes plus nombreux.

Un seul tribunal de ce genre fonctionnait seulement à cette époque et les justiciables en étaient souvent par trop éloignés. Un tribunal mixte est

constitué au siège de chaque résidence provinciale et statue à charge d'appel. Ces tribunaux statuent 1^o sur les crimes ou délits commis sur notre territoire par des Asiatiques sujets français ou sujets d'une puissance européenne ou américaine au préjudice d'un Cambodgien et 2^o sur tous les crimes ou délits commis par nos sujets au préjudice de Français européens ou asiatiques sujets français ou sujets d'une puissance européenne ou américaine.

Ce tribunal mixte provincial qui statue en équité en respectant autant que possible les coutumes cambodgiennes et en s'inspirant des principes du droit français se compose d'un résident président à voix prépondérante, d'un juge cambodgien qui sera le gouverneur de la province et d'un commis de résidence greffier. Le juge cambodgien pourra être chargé par le président des enquêtes et des instructions tant au civil qu'au criminel. Ce tribunal en matière civile et commerciale connaît en premier et dernier ressort de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 100 piastres et à charge d'appel de toutes autres demandes quelle qu'en soit la valeur. En matière criminelle et correctionnelle il connaîtra à charge d'appel de tous les crimes ou délits commis dans son ressort. Cependant il pourra juger en dernier ressort lorsque les faits entraîneront une pénalité inférieure soit à deux mois de prison soit à 100 piastres d'amende, soit cumula-

tivement à un mois de prison et à 50 piastres d'amende.

La commission d'appel, deuxième degré de juridiction pour les affaires soumises aux tribunaux mixtes, fonctionne à Pnom-Penh et se compose d'un résident, d'un fonctionnaire français et de deux juges cambodgiens. Les décisions sont prises à la majorité. Le président a voix prépondérante.

Elle connaît en matière civile ou commerciale par voie d'appel ou de révision de tous les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux provinciaux. En matière correctionnelle et criminelle elle connaît de la même manière de tous les jugements rendus par le tribunal provincial.

Le recours en cassation reste toujours ouvert devant la commission d'appel contre les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux provinciaux pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. Les recours contre les arrêts de la commission d'appel et les recours en grâce seront réglés d'un commun accord par le gouverneur de l'Indo-Chine et par le roi du Cambodge sur le rapport du résident supérieur et du ministre de la Justice.

L'année 1897 marque une date importante dans l'histoire administrative du Cambodge, la France se décide à prendre une part plus active dans le gouvernement de ce pays. Le résident supérieur devient

président du Conseil des ministres qui délibère, hors la présence du roi, et lui soumet les mesures qu'il juge nécessaire. Toutes les décisions émanant du roi doivent être contresignées du résident supérieur. L'ordonnance du 11 juillet 1897 qui introduit ces réformes s'occupe également de l'organisation judiciaire. La justice de première instance est désormais rendue aux sujets cambodgiens par les gouverneurs de province assistés des Balat, Yokebat et Sophea. Un tribunal supérieur est institué dans la capitale et a pleins pouvoirs. Il se compose de sept mandarins. Ces tribunaux restent sous la surveillance de nos résidents. Le roi du Cambodge exerce le droit de grâce sur le rapport du ministre de la Justice. Enfin cette ordonnance dans ses articles 7, 8 et 9 donne compétence en toute matière aux tribunaux français quand des Français, européens ou étrangers quelconques sont en partie ou en cause. Ces dernières dispositions entraînaient la suppression des tribunaux mixtes. L'arrêté du 13 août 1897 donna, en effet, au tribunal de Pnom-Penh et aux tribunaux résidentiels, les connaissances de toutes les affaires qu'ils avaient à juger. La procédure spéciale prescrite par l'ordonnance de décembre 1891 continue cependant à être observée. Les crimes et délits commis au Cambodge par les Cambodgiens au préjudice d'un étranger ou par des étrangers au préjudice d'un Cambodgien seront déférés à la Cour criminelle de Saïgon.

§ 5. — *Les juridictions françaises*

L'organisation rudimentaire créée par le traité de 1863 ne pouvait toujours suffire aux besoins sans modifications. Le développement des intérêts français au Cambodge ayant augmenté dans une proportion considérable le nombre des litiges entre Européens, il est devenu nécessaire de substituer pour ces litiges une procédure nouvelle à celle adoptée en 1873. La déclaration du 17 novembre 1880, en conséquence, reconnaît nécessaire de donner à ces justiciables les garanties résultant d'une procédure de droit commun telle qu'elle est établie dans le ressort de la Cour de Saïgon. Mais il reste, bien entendu, qu'il n'est pas question de toucher à la procédure en usage devant les tribunaux mixtes non plus qu'à celle en usage devant les juridictions indigènes. Elle veut simplement abroger la partie des ordonnances de 1873 qui s'applique à la juridiction purement européenne dévolue à la France en vertu des traités.

Cette convention eut pour conséquence la confection du décret du 24 février 1881 promulgué le 9 avril 1881.

Sur tout le territoire du Cambodge la justice est rendue aux Français, Européens et tous sujets d'une puissance européenne ou américaine à quelque natio-

nalité qu'ils appartiennent et dans tous les cas où il n'y a pas de sujets cambodgiens en cause, par le tribunal de France créé à Pnom-Penh qui est assimilé entièrement aux tribunaux de première instance siégeant à l'intérieur de la Cochinchine. Ce tribunal, pour toutes les affaires civiles, commerciales et correctionnelles intéressant ces justiciables, statue conformément à la législation en vigueur dans ces derniers tribunaux. Pour réduire le plus possible le personnel nécessité par cette création, les fonctions de ministère public et de greffier seront remplies par des fonctionnaires désignés par le gouverneur général. Celles d'huissier et de notaire pourront être réunies.

Le 6 octobre 1885 cette organisation fut remaniée pour la rapprocher des tribunaux de Cochinchine. Le tribunal de Pnom-Penh se compose désormais d'un juge-président, d'un lieutenant de juge, d'un procureur de la République et d'un greffier. Leurs fonctions sont en tout point semblables à celles attribuées à leurs collègues de Cochinchine par le décret de 1881. Le greffier cumule ses fonctions avec celles de notaire et de commissaire-priseur. Il peut lui être adjoint des commis-greffiers suivant les besoins du service. Ces magistrats portent le même costume que les membres du tribunal de Saïgon.

Ce tribunal n'était pas destiné à vivre bien longtemps. Il n'avait à juger qu'un petit nombre d'affaires. Aussi se décida-t-on, le 15 novembre 1887, par

mesure d'économie et pour faciliter l'accès de son prétoire par une procédure simple, à lui faire subir la transformation qui venait d'avoir lieu également, sans que ses conséquences en aient été suffisamment prévues en Cochinchine. Il fut remplacé par une justice de paix à compétence étendue assimilée à celles de l'intérieur de la Cochinchine. Un juge suppléant est placé près du juge de paix et peut être un fonctionnaire de l'ordre administratif ou un magistrat délégué. Un fonctionnaire encore est à la fois greffier-notaire et commissaire-priseur. Cette justice de paix a exactement la même compétence que le tribunal qu'elle vient de remplacer. Cette suppression est consacrée par l'arrêté du 2 novembre 1888 qui décide que la justice de paix entrera en fonction le 12 du même mois.

Jusqu'alors la Cour criminelle de Saïgon était compétente à l'égard des crimes commis au Cambodge par des Français ou autres individus d'origine européenne ou assimilés ; le décret du 5 juillet 1888 par son article 4 *in fine* attribue cette connaissance à la cour criminelle de Vinh-long. Cette compétence fut restituée à la Cour de Saïgon par l'article 29 du décret du 17 juin 1889.

Ce retour à l'ancien état de choses se continue par le décret du 8 novembre 1889 qui reconnaît que le gouvernement avait fait fausse route en transformant le tribunal de première instance en justice de

paix à compétence étendue. Cette modification a été loin de donner des résultats satisfaisants et sa conséquence la plus grave a été d'affaiblir l'action du ministère public dont les fonctions confiées à un juge suppléant ou à un attaché de parquet ne peuvent être remplies avec l'autorité d'un magistrat expérimenté. Nous voyons se reproduire ici les mêmes critiques qui amènent la transformation des justices de paix à compétence étendue de Cochinchine en tribunaux de première instance. De plus, depuis 1881, date à laquelle nous organisâmes d'une façon régulière nos juridictions, le nombre des justiciables s'est considérablement augmenté dans les provinces de l'intérieur. Ils sont loin du chef-lieu, souvent sans moyen de communication praticable, surtout à l'époque des hautes eaux, et ne peuvent bénéficier des avantages de la juridiction établie à Pnom-Penh. Les mêmes obstacles entravent la poursuite des délits et l'exécution des arrêts de justice. Cette situation ne peut se prolonger. Le décret du 8 novembre 1889 remanie complètement pour remédier à ces inconvénients notre organisation judiciaire au Cambodge.

Il rétablit d'abord le tribunal de Pnom-Penh et installe des tribunaux au siège des résidents de France. Ces tribunaux de résidence ont la même compétence *ratione personæ* que l'ancienne justice de paix à compétence étendue de Pnom-Penh. On

oblige ses ressortissants à justifier de leur nationalité devant les tribunaux. Les Annamites sujets français établis au Cambodge devront, pour en être justifiables, justifier de leur qualité par la production de leur carte d'inscription.

Le ressort territorial du tribunal de Pnom-Penh est limité à la province dont cette ville est le chef-lieu. Dans les résidences, les circonscriptions administratives servent de cadre aux circonscriptions judiciaires.

Le tribunal de Pnom-Penh se compose d'un juge, d'un procureur et d'un greffier assistés, s'il y a lieu, de commis-greffier. Les tribunaux de résidence se composent du résident juge qui est investi, ainsi que les vice-résidents des attributions judiciaires des consuls du commis de résidence greffier et d'un fonctionnaire qui représente le ministère public. Leur compétence est la même que celle fixée pour les tribunaux de l'Indo-Chine. La procédure qu'ils doivent suivre pour le jugement des affaires civiles, commerciales et pénales est celle en vigueur en Cochinchine. Sauf ces modifications la procédure suivie devant les tribunaux de résidence sera celle appliquée devant les tribunaux consulaires d'Extrême-Orient. Les résidents et vice-résidents sont investis des attributions des juges de paix à compétence étendue. Ce décret spécifie bien de nouveau que rien n'est modifié à la compétence des tribunaux indigènes et mixtes.

La Cour d'appel de Saïgon connaît toujours de l'appel formé contre les jugements rendus en premier ressort par le tribunal de Pnom-Penh et les tribunaux de résidence du Cambodge en matière civile et commerciale, et en matière correctionnelle des appels formés contre les jugements rendus par les mêmes tribunaux (décret du 17 mai 1895, art. 25 et 26).

Le décret du 6 mai 1898 vient compléter l'organisation judiciaire du Cambodge. Une Cour criminelle est créée à Pnom-Penh et la connaissance de toutes les affaires du Cambodge soumises à la Cour criminelle de Saïgon lui furent attribuées. Cette Cour se compose d'un conseiller à la Cour d'appel, président, du juge président du siège de la Cour criminelle, d'un magistrat désigné par le président de la Cour d'appel pris parmi les juges présidents, les lieutenants de juge, les juges et les juges suppléants de la Cochinchine et du Cambodge et de deux assesseurs choisis par la voie du sort sur une liste de vingt notables Cambodgiens dressée chaque année dans la deuxième quinzaine de décembre par le résident supérieur du Cambodge sur la proposition du procureur général. Une liste complémentaire de dix notables est dressée dans les mêmes conditions. Les fonctions de ministère public près la Cour criminelle sont remplies par le procureur général ou un de ses substituts et à

défaut par le procureur de la République de Pnom-Penh.

Ce même décret décide que la procédure à suivre devant les tribunaux du Cambodge sera celle appliquée en Cochinchine.

CHAPITRE III

Le Laos

Lorsque nous avons établi notre protectorat au Cambodge, le roi de Siam y dominait souverainement ainsi que sur toutes les provinces de la rive gauche de Mékong. Nous étions paralysés à ce moment et ne pouvions nous occuper de ces territoires. Ce n'est que lorsque nos difficultés avec l'Annam furent réglées, que la pacification du Tonkin fut entièrement achevée, que nous pûmes nous occuper de ces territoires qui vinrent les derniers aggrandir nos possessions indo-chinoises. La cour de Bangkok avait entrepris depuis longtemps leur conquête. Ses troupes s'infiltraient lentement dans ces provinces d'une situation politique des plus confuses, qui se trouvaient à la fois payer tribut au Siam, à la Chine et à l'Annam. Les empereurs d'Annam avaient bien protesté contre cet envahissement, mais leurs protestations ne peuvent jamais être que platoniques. Des explorateurs nous révélèrent l'importance des provinces situées sur la rive gauche du Mékong et poussèrent le gouvernement à refou-

ler l'invasion siamoise pour les mettre sous notre protectorat.

Le Laos, en effet, le véritable et nécessaire interland de notre Indo-Chine réduite en 1889 à une mince bordure cotière, va constituer l'arrière-pays de l'Indo-Chine vers le Mékong. Le gouvernement français se décide à revendiquer les droits de l'empereur d'Annam sur les tribus inorganisées de cette région. Ce litige va nous mettre aux prises avec les prétentions siamoises et les inquiétudes de l'Angleterre.

Maître depuis trente ans du Cambodge nous avions complètement négligés le Laos ; alors que le Siam envoyait des détachements importants parcourant la rive gauche du Mékong, nous ne bougions pas. Ne trouvant pas de résistance sérieuse les Siamois y installèrent des postes militaires et prirent réellement possession du pays au nom du roi du Siam. Mais notre inaction ne devait pas durer. Le Gouverneur de l'Indo-Chine reconnut vite le danger qui pouvait résulter de l'établissement si proche des Siamois. Il fallait prendre pied dans le pays, le reconnaître dans tous les sens, en déterminer les possibilités économiques encore fort mal connues, créer des comptoirs ; enfin poser les jalons de notre action effective. Ce fut l'œuvre de M. Pavie et de ses collaborateurs, le capitaine Cupet et le lieutenant Nicholson, qui dirigèrent une série de missions de 1886

à 1895. Entre temps nous opposons des postes militaires aux postes siamois. Enfin en 1893 nous nous décidons à repousser l'invasion siamoise hors de la zone revendiquée. Nos navires vont mouiller devant Bangkok. Sur le refus du Siam de reconnaître nos droits, un blocus est établi et à raison de la résistance du roi. Le 3 octobre 1893 sont signés une convention et un traité qui reconnaissent définitivement nos droits ou plutôt ceux de l'Annam sur le territoire de la rive gauche du Mékong. « Le gouvernement siamois renonce à toute prétention sur l'ensemble des territoires de la rive gauche du Mékong et sur les îles du fleuve. »

M. Bouulloche, résident supérieur en Annam, fut chargé d'organiser le pays. Un arrêté du 7 octobre 1895 partage le Laos en deux subdivisions : le Haut et le Bas-Laos. Chaque subdivision a à sa tête un commandant supérieur. Cette organisation est remaniée en 1899 par un décret qui réunit en un seul territoire les deux parties du Laos sous l'administration d'un résident supérieur.

La justice fut organisée par le décret du 30 septembre 1895. Son article 1^{er} est ainsi conçu : « Dans les territoires du Laos, la justice sera rendue aux indigènes en toute autre matière qu'en matière criminelle par les autorités locales suivant les coutumes, usages et règlements locaux. » Voici donc établi le principe de la justice indigène au Laos. Mais

quelle est l'organisation de ces tribunaux indigènes. Il est nécessaire d'entrer ici dans l'étude de l'organisation administrative de la province laotienne ou muong. Au Laos comme en Cochinchine avant notre occupation les fonctions administratives et judiciaires sont entre les mêmes mains. Les provinces laotiennes portent le nom de la localité dans laquelle résident les mandarins qui la dirigent. A la tête de chaque muong se trouve un fonctionnaire (1) nommé chau-muong qui est le chef de la province. Près de lui sont placés trois autres mandarins : l'oupahat, le latsavong et le latsabut. Ces quatre mandarins sont les at-nha-yai ou grands mandarins. Ce sont les vrais chefs auxquels aboutissent toutes les affaires.

Le chau-muong a seul le pouvoir de prendre des décisions et de donner des ordres, c'est le mandarin supérieur ou at-nha-luong. Il rend dans sa province la justice pour toutes les affaires qui lui sont soumises. L'oupahat, deuxième mandarin du Muong, est chargé de veiller d'une façon générale à l'exécution des ordres donnés par le chau-muong, il surveille l'instruction des affaires présentées au tribunal de ce mandarin auquel il rend compte de tous les événements qui se produisent dans le Muong. Il remplace le premier mandarin, mais il ne peut prononcer un jugement dans une affaire importante. Le

1. Capitaine Gosselin. *Le Laos*, 1900.

latsavong et le latsabut sont chargés de l'exécution des mesures concernant la sécurité du pays. Ils doivent poursuivre les gens accusés de crimes ou de délits. Ils organisent et dirigent la police intérieure du Muong. Ils contrôlent les renseignements qui parviennent au premier mandarin des points éloignés de la province.

Le latsavong est plus particulièrement chargé des enquêtes à faire en dehors du siège administratif du chau-muong, tandis que le latsabut demeure de préférence d'une façon constante auprès de ce mandarin.

Ces quatre grands mandarins sont aidés par des mandarins d'un ordre inférieur : Le phon-xnoi, archiviste du muong. Le muong-sen, le muong-chanh et le muong-khoa, qui sont greffiers du tribunal. Ils sont aussi magistrats et à ce titre ils reçoivent et rédigent les plaintes, entendent les témoins, interrogent les accusés et présentent l'affaire au chau-muong ou à son conseil. Ils assistent aux audiences où ils remplissent le rôle de juges consultatifs.

Au-dessous de ces mandarins sont les phas, luongs, les khums tous kromianes de rang inférieur qui sont chargés de la transmission des ordres aux chefs de village, des convocations de témoins devant les tribunaux. Cette organisation judiciaire indigène est maintenue par l'arrêté du 30 septembre 1895. Mais la compétence en matière criminelle est enle-

vée au chan-muong. De plus les indigènes pourront appeler dans le délai de deux mois des sentences rendues par ces magistrats, devant les tribunaux établis aux sièges des commissions du gouvernement français.

Ces tribunaux se composent :

Du commissaire du gouvernement juge ;

D'un fonctionnaire laotien désigné par le commandant supérieur sur la proposition du commissaire du gouvernement ;

Et d'un secrétaire faisant fonction de greffier.

Le ressort territorial de chaque tribunal aura l'étendue de la circonscription administrative dans laquelle il est installé. Ce tribunal appliquera les coutumes, usages et règlements locaux.

L'appel des jugements rendus par le commissaire du gouvernement en premier ressort pourra être porté devant le tribunal du commandant supérieur siégeant en dernier ressort.

Ce tribunal se compose :

Du commandant supérieur ;

De deux assesseurs, dont un fonctionnaire laotien et d'un greffier.

Les jugements portant condamnation à la peine capitale ne pourront être exécutés qu'après l'approbation du gouverneur général de l'Indo-Chine. Il est décidé en outre que la présence d'un officier du

ministère public n'est pas obligatoire devant ces tribunaux.

Tous les magistrats indigènes sont placés sous la haute autorité des commandants supérieurs du Laos (arrêté du 7 octobre 1895). Ils les nomment, les déplacent. Seuls les chau-muongs ne peuvent être nommés ou révoqués que par le résident supérieur.

La compétence de ces diverses juridictions et la procédure à suivre devant chacune d'elles furent déterminées par l'arrêté du 30 novembre 1896. Les juges doivent statuer en équité ; les tribunaux indigènes se conforment aux coutumes indigènes, les autres s'inspirent à la fois de celles-ci et des principes du droit français. Les seules peines applicables en matière pénale sont celles du Code pénal. La justice est gratuite et des peines seront prononcées contre les juges indigènes convaincus d'avoir accepté un présent ou une rémunération.

Au point de vue de la compétence, les tribunaux indigènes seront incompétents pour statuer toutes les fois qu'un Français, un Européen, un sujet d'une puissance européenne ou américaine, un protégé français ou asiatique étranger sera partie au procès. Les commissaires du gouvernement devront casser toute sentence rendue pour ou contre ces personnes. Ces prescriptions ne sont pas applicables aux Annamites, Chinois ou Cambodgiens nés dans le pays.

Ces individus ainsi que les natifs ressortent donc seuls des tribunaux indigènes du Laos.

Le tribunal provincial connaît en appel de toutes les sentences prononcées par les autorités locales du ressort en matières correctionnelles, civiles ou commerciales, en première instance :

1° De toutes les affaires correctionnelles civiles ou commerciales dans lesquelles un Français, un Européen, un sujet d'une puissance américaine ou européenne, un protégé français, un asiatique étranger est demandeur, l'autre partie étant laotienne et domiciliée dans le ressort ;

2° De même lorsqu'un Asiatique étranger domicilié ou résidant dans le ressort est défendeur ;

3° De tous les actes punis par le Code pénal de peines criminelles et correctionnelles commis dans son ressort par des Laotiens soit au préjudice de leurs congénères, soit à celui des personnes énumérées au paragraphe 1 ;

4° Des mêmes commis dans l'étendue de son ressort par des Asiatiques étrangers au préjudice de toute personne.

En matière civile et commerciale le tribunal provincial dans les cas énoncés aux paragraphes 1 et 2 connaît en premier et dernier ressort de toutes les actions jusqu'à la valeur de 100 piastres.

En matière correctionnelle dans le cas prévu au paragraphe 1, les condamnations prononcées par lui

ne sont susceptibles d'appel qu'autant qu'elles excèdent six mois de prison ou 50 piastres d'amende ou les deux cumulativement.

Les tribunaux supérieurs de Khong et de Luang-Prabang connaissent des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux provinciaux. Ce tribunal se prononce également dans les cas de règlement de juges en cas de conflits entre les tribunaux des provinces. Enfin il connaît directement de tous les crimes et délits qui pourraient être commis par les Chau-Muongs. La présidence est alors obligatoirement exercée par le commandant supérieur.

Les commandants supérieurs furent supprimés par l'arrêté du 6 février 1899 et leurs attributions passèrent au résident supérieur de Laos à Savannakek, qui fut institué par le décret du 19 avril 1899, cependant des agents d'un ordre suffisamment élevés furent maintenus à Khong et à Luang-Prabang. Jusqu'à présent aucune juridiction européenne n'existait réellement au Laos. Le décret du 1^{er} décembre 1902 dont nous avons déjà étudié les dispositions combla cette lacune en conférant aux administrateurs civils, chefs de province et aux commandants de territoires militaires les attributions de juges de paix à compétence étendue de la Cochinchine.

Les Cours criminelles d'Hanoï et de Saïgon connaissent dans les limites qui seront déterminées par

arrêtés du gouvernement général des crimes commis au Laos par les étrangers ou assimilés, ou par des indigènes de Cochinchine ou par les sujets annamites de complicité avec ceux-ci ou à leur préjudice.

En matière civile, commerciale et correctionnelle les débats auxquels donnent lieu l'appel des jugements des tribunaux de province du Laos devant la Cour de Cochinchine pourront avoir lieu et l'arrêt rendu hors la présence des parties. Cette juridiction connaît des litiges où un Européen, un sujet français ou un étranger seront ou partie ou en cause, et pour le cas où les indigènes la réclameraient en matière civile ou en matière commerciale. Le tribunal supérieur ne fonctionne déjà plus qu'à l'égard des indigènes.

Le territoire du Laos fut divisé au point de vue de la compétence territoriale de la Cour d'appel de l'Indo-Chine et des Cours criminelles de Saïgon et d'Hanoï en deux parties, par l'arrêté du 18 février 1903.

Les provinces de Darlac, Stung-Treng, Kong-Athopeu, Saravane, Song, Khone et Bassac sont placées dans le ressort des première et deuxième Chambres de la Cour criminelle de Saïgon.

Les provinces de Cammon-Ventiane, Tran-Ninh, Luang-Prabang, Muong-Son, Muong-Hou et Muong Sing dans le ressort de la troisième Chambre de la Cour criminelle d'Hanoï.

Le décret du 31 août 1905 donna compétence aux

Chambres des mises en accusation de la Cour d'appel de l'Indo-Chine pour statuer sur les instructions relatives aux crimes commis au Laos. Leur compétence territoriale respective reste fixée par l'arrêté du 18 février 1903.

La justice française, quoique peu développée, a néanmoins une grande importance, puisque, nous l'avons vu, les indigènes peuvent en faire leur juridiction d'élection en matière civile et commerciale. La justice indigène subsiste cependant toutes les fois que les indigènes sont seuls en cause en matière civile, commerciale et correctionnelle.

CHAPITRE IV

Le territoire de Quang-Tchéou-Ouan

La Chine ayant accordé à divers Etats étrangers des privilèges sur son territoire, la France se décida le 7 mars 1898 à demander la faculté « d'installer sur la côte méridionale de ce pays un dépôt de charbon dans les mêmes conditions que la nation la plus favorisée. » (Lettre de M. Hanotaux à M. Dubail, chargé d'affaires de France à Pékin). La Chine nous donna satisfaction le 10 avril 1898. La baie de Quang-Tchéou-Ouan nous fut cédée à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Le 22 avril le contre-amiral de la Bédohère arbora le drapeau français sur ce territoire.

L'administration de cette bande de terre est rattachée au gouvernement général de l'Indo-Chine par le décret du 5 janvier 1900, et le 27 janvier un arrêté du gouverneur général organise administrativement le territoire qui est mis sous les ordres d'un administrateur. Le territoire de Quang-Tchéou est divisé en trois circonscriptions administratives. La première comprend la partie de territoire située sur la

rive droite de la rivière de Matshe ; la deuxième, la partie de territoire située sur la rive gauche de cette rivière plus l'île des Aigrettes et les autres îles situées à l'intérieur de la baie ; la troisième les îles de Tan-haï et de Nan-chan.

L'organisation communale est respectée. Le conseil des notables administre la commune, gère ses finances, rend la justice en se conformant aux usages et règlements locaux. Il connaît en dernier ressort de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à une valeur de 200 piastres en principal et les actions immobilières jusqu'à 50 piastres de revenu déterminé soit par estimation faite d'office et sans frais par un délégué de l'administration. Cette compétence fut trouvée beaucoup trop étendue. Elle fut en conséquence réduite le 22 janvier 1902. Le conseil des notables connaît dorénavant en dernier ressort de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 100 piastres en principal et des actions immobilières jusqu'à 25 piastres de revenu.

Toutes les autres actions sont jugées en premier ressort seulement. En matière de police le conseil des notables connaît de toutes les contraventions ou délits entraînant la peine de l'amende et autres peines admises par les coutumes locales, mais il ne pourra condamner à la prison.

Un tribunal mixte est institué dans chaque circonscription administrative. Il se compose de l'admi-

nistrateur adjoint président et de deux assesseurs désignés par l'administrateur du territoire et pris parmi les notables les plus compétents. Un fonctionnaire fait office de greffier. Ce tribunal connaît de toutes les contraventions (1) de police passibles de l'emprisonnement et des infractions correctionnelles ou criminelles commises par les indigènes. Il juge l'appel des causes tranchées au premier degré par le conseil des notables, le tribunal se conforme au droit indigène et aux coutumes, usages et règlements locaux. Lorsqu'il prononce une peine capitale elle ne peut être exécutée qu'après l'approbation du gouverneur général.

Toutes les fois qu'un Français, un étranger européen ou assimilé, un sujet ou protégé français est partie ou en cause, la juridiction française est seule compétente.

L'administrateur de Quang-Tcheou ou l'administrateur adjoint délégué par lui est investi des attributions dévolues aux juges de paix à compétence étendue de Cochinchine, relativement à ces justiciables. La compétence de la justice de paix à compétence étendue de Matchè a été élargie par l'arrêté du 27 août 1903, elle connaît de toutes les contraventions quelle que soit la nationalité des contrevenants, commises dans l'étendue de la ville de Matchè

1. Voir plus loin arrêté du 27 août 1903.

et des agglomérations de Fort-Bayard et de Port-Beaumont. La procédure et la législation sont celles appliquées en Cochinchine, Des fonctionnaires français font fonctions de greffier et d'huissier.

La Cour de Saïgon connaît de l'appel de tous les jugements rendus par l'administrateur de Quang-Tchéou faisant fonction de juge de paix.

Les crimes commis par les personnes justiciables de l'administrateur sont déférés à la Cour criminelle d'Hanoï.

Un administrateur fut adjoint au chef du territoire de Quang-Tchéou par l'arrêté du 22 janvier 1902 pour le seconder dans son service, il est spécialement chargé des fonctions de juge de paix à compétence étendue. Les fonctions de notaire qui lui avaient été confiées sont maintenant remplies par le fonctionnaire greffier près la justice de paix à compétence étendue du Quang-Tchéou-Ouan.

En 1906 il parut nécessaire de donner aux justiciables des tribunaux mixtes un surcroît de garanties en créant une juridiction supérieure chargée de l'examen et de la révision des sentences rendues par ce tribunal. En conséquence tout jugement prononçant l'application d'une peine supérieure à une année d'emprisonnement ou à 200 piastres d'amende ne peut être exécutée qu'après avoir été approuvée par une commission siégeant au chef-lieu du territoire et composée de l'administrateur en chef président,

de l'administrateur adjoint et d'un administrateur chef d'une circonscription autre que celle où le jugement a été rendu. Le greffier de la justice de paix de Matché est greffier de la commission. Cette commission peut déclarer nul et non avenu et réformer tout jugement du tribunal mixte soumis à son examen, sa décision est substituée à la précédente. Elle juge sur des pièces et n'entend ni témoin ni parties.

Troisième Partie

LA MAGISTRATURE LES RÉFORMES

SECTION I

NOMINATIONS. — AVANCEMENT. — DISCIPLINE. COSTUME. — TRAITEMENTS

Il nous reste maintenant à étudier la magistrature indo-chinoise. Quelles sont actuellement les conditions de nomination des magistrats. Quels sont leurs traitements. Quel est leur costume et enfin nous aborderons la question du recrutement qui est devenue à l'heure actuelle si importante. Nous serons entraînés fatalement dans ces matières à déborder un peu notre sujet. Les magistrats indo-chinois font partie de la magistrature coloniale et il est impossible de parler d'eux sans toucher en même temps au grand corps dont ils sont une partie, la plus importante il est vrai.

La nomination des magistrats et des greffiers en Indo-Chine, comme d'ailleurs en France et dans les colonies, se fait par décret sur la proposition du ministre des Colonies contresigné par le Garde des Sceaux. Il existe au ministère des Colonies un bureau,

le bureau judiciaire, qui a la haute direction sur le personnel judiciaire. Le ministère de la Justice n'a aucune action sur ce personnel, seules les directions civiles et criminelles ont avec lui des rapports de service.

Ce système soulève bien des critiques. Il est des plus anormal que des magistrats, dont les fonctions sont celles de leurs collègues de France, soient sous les ordres d'un ministre autre que celui sous l'autorité duquel ils doivent logiquement se trouver. Nos soldats et nos marins sont sous les ordres directs des ministres de la Guerre et de la Marine, bien entendu une entente a lieu entre ces Départements et celui des Colonies au point de vue des ordres qui peuvent leur être donnés. Mais tout ce qui a trait au personnel dépend des ministres dont ils doivent logiquement relever. On a voulu faire des colonies un ministère autonome s'occupant de tout, il semble que l'on se soit trompé. Une direction unique dans le service de la justice est nécessaire. Avec le système actuel la magistrature est entièrement dans les mains de l'administration. Ce régime doit être modifié, jusqu'à présent nous ne nous sommes préoccupé que de constituer notre empire colonial, de grouper l'immense domaine acquis par la persévérance de nos hommes d'Etat et le zèle inlassable de nos explorateurs et de nos soldats. Aujourd'hui que l'ère des conquêtes semble définitivement close, et

que nous ne sommes plus absorbés par les préoccupations des campagnes, le moment est venu de mettre un peu d'ordre et de méthode dans les éléments disparates et parfois contradictoires qui constituent les statuts politiques et administratifs de nos possessions.

Il faut fixer la base sur laquelle doivent être réglés les rapports de nos colonies avec la métropole. La magistrature doit être radicalement réorganisée. Elle ne possède aucune garantie contre l'arbitraire administratif. La justice se trouve aux colonies entre les mains du représentant du ministre. Il est temps d'unifier la magistrature et, qu'elle soit appelée à juger en France ou aux colonies, elle ne doit plus dépendre que du ministre de la Justice. De récents incidents sont venus confirmer ce qu'avait d'anormal l'organisation actuelle. Il semble que le gouvernement se soit décidé à s'orienter dans la voie que nous venons d'indiquer. Une commission extra-parlementaire vient d'être nommée et doit élaborer le statut définitif de la magistrature coloniale, régler les conditions de recrutement d'avancement. Comme conclusion de ce travail, la magistrature coloniale serait détachée du ministère des Colonies et rattachée au ministère de la Justice. Mais ces réformes sont à l'état de projet, qui, il est vrai, a reçu un commencement d'exécution puisqu'une commission a été réunie, mais quand

pourra-t-on mettre en pratique le résultat de ses travaux ?

Certaines conditions sont nécessaires pour entrer dans la magistrature indo-chinoise. Il faut avoir vingt-deux ans pour être nommé juge suppléant ou substitut du procureur de la République, vingt-cinq ans, procureur, substitut du procureur général et greffier des tribunaux, vingt-sept ans, juges, conseillers et greffiers de Cour d'appel, et trente ans procureur général et président de la Cour.

A ces conditions d'âge viennent s'en ajouter certaines autres. Il faut être licencié en droit et avoir été inscrit à un barreau pendant deux ans après avoir prêté serment devant une cour d'appel ou avoir été attaché pendant un an au moins au parquet général de Cochinchine. Les administrateurs des affaires indigènes licenciés en droit qui entrent dans le corps judiciaire sont dispensés de cette condition de stage.

Les parents ou alliés, jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne pourront être simultanément membres de la Cour ou du même tribunal, soit comme conseillers, juges, lieutenants de juges ou juges suppléants, soit comme officiers de ministère public ou comme greffiers.

Le décret du 1^{er} novembre 1901 vient établir certaines règles relatives à l'avancement, spéciales au ressort de la Cour d'appel d'Indo-Chine. Le gouvernement veut essayer de créer une magistrature indo-

chinoise, donner de l'avancement dans la colonie aux magistrats et éviter dans une certaine mesure la nomination dans le pays de magistrats n'y ayant jamais exercé leurs fonctions et n'en connaissant ni la langue ni les mœurs. En conséquence, les emplois de lieutenant de juge, de juge de paix à compétence étendue, de président de première instance dans les provinces et de vice-président du tribunal de Saïgon sont réservées aux magistrats servant en Indo-Chine et justifiant de la connaissance de la langue annamite. Les deux tiers des emplois de vice-présidents, de conseillers à la Cour, d'avocats généraux et de substituts généraux sont également réservés aux magistrats servant en Indo-Chine.

La Cour d'appel de Saïgon a le droit de surveillance sur ses membres autres que les officiers du ministère public ainsi que sur les juges des tribunaux de première instance et de commerce. Elle a la connaissance des crimes prévus par le chapitre III titre IV Livre II du Code d'instruction criminelle dans tous les cas où la connaissance en est déférée à la Cour de France. Le président de la Cour avertit d'office ou sur réquisition les magistrats du siège qui manqueraient à leur devoir. Si cet avertissement reste sans effet ou si le fait reproché au magistrat est de nature à compromettre la dignité de son caractère, le président ou le procureur général provoque contre ce magistrat, par forme disciplinaire,

l'application de la censure simple, de la censure avec réprimande, de la suspension provisoire. La censure avec réprimande emporte le droit de privation pendant un mois de la totalité du traitement. La suspension provisoire comporte aussi pendant le temps de sa durée la privation de traitement sans que dans aucun cas la durée de cette privation puisse être de moins de deux mois.

L'application de ces peines est faite par la Cour en Chambre du conseil sur les conclusions écrites du procureur général après toutefois que le magistrat a été entendu ou dûment appelé.

Le magistrat qui se trouve sous le coup d'un mandat d'arrêt, de dépôt ou d'une ordonnance de prise de corps doit être suspendu de ses fonctions.

En cas de condamnation correctionnelle emportant emprisonnement, la suspension a lieu à dater du jour de la condamnation jusqu'à celui où il aura subi sa peine, sans préjudice des mesures de discipline qui pourraient être prises contre lui et même la révocation s'il y a lieu. Le procureur général rend compte des décisions prises par la Cour au gouverneur qui donne son approbation sur les mesures prises et en rend compte au ministre des Colonies. Cette dernière disposition du décret du 17 mai 1895 a été modifiée par une décision présidentielle instituant au ministère des Colonies une commission consultative sur les mesures de discipline à prendre à l'égard

des membres de l'ordre judiciaire aux colonies. Il a été constaté que l'autorité administrative sur les magistrats soulevait de grosses difficultés. Aussi pour donner des garanties plus sérieuses aux magistrats coloniaux qui ne sont pas inamovibles, les plaintes formulées contre eux sont examinées maintenant par une commission consultative composée de deux conseillers à la Cour de cassation, dont le plus ancien président, et de deux conseillers à la Cour de Paris. Un avocat général près la même Cour est adjoint à la commission. Le ministre tranche en dernier ressort sur les avis de cette commission. Cette commission n'enlève aucun des pouvoirs de la Cour d'Indo-Chine à l'égard des mesures qui doivent être immédiatement prises.

Les membres du ministère public, qui manqueraient aux convenances de leur état ou qui compromettraient la dignité de leur caractère, sont rappelés à leurs devoirs par le procureur général.

Le costume des magistrats a subi peu de modifications depuis le décret du 17 août 1864. Elles ont porté uniquement sur la toque qui est différente suivant le grade. Le reste du costume est tel que nous l'avons vu précédemment.

Le procureur général et le président de la Cour d'appel ont deux galons d'or au bas de la toque et deux en haut. Les avocats généraux et les vice-présidents à la cour ont deux galons en bas et un en

haut ; les conseillers et les substituts généraux deux en bas. Le président du tribunal et le procureur de la République de Saïgon portent deux galons d'or au bas de la toque. Le vice-président du tribunal de Saïgon, les juges présidents et procureurs des tribunaux de première classe portent deux galons d'argent en haut et deux en bas. Les juges à Saïgon, les juges présidents et les procureurs des tribunaux de deuxième classe en ont deux en haut et un en bas, les lieutenants de juge et les juges de paix deux galons en bas, les juges suppléants un seul en bas.

Le traitement et la parité d'office des magistrats d'Indo-Chine sont fixés par le décret du 17 mai 1895.

Procureur général.	25.000	Procureur général.	18.000
Président de la Cour d'appel	20.000	Premier président.	18.000
Avocat général et vice- président à la Cour.	18.000	Président de cham- bre	10.000
Conseiller et substi- tut général	16.000	Conseiller.	7.000
Président et procu- reur à Saïgon	16.000	Président et procu- reur (2 ^e classe)	7.000
Juges présidents et procureurs à Bentré, Cantho, Chaudoc, Soctrang, Tra-Vinh, Bien-Hoa, Pnom- Penh Long Xuyen (2 ^e cl.)	13.000	Président et procu- reur (3 ^e classe)	5.000
Vice-président à Saï- gon, président et pro-			

cureur à Mytho, Vinh-long, Hanoï et Haïphong (1 ^{re} cl.). . . 15.000	Président et procu- reur (2 ^e classe). . . . 7.000
Juges et substitut à Saïgon. 12.000	Juge de deuxième classe 4.000
Lieutenant de juge à Mytho, Vinh-long, Hanoï et Haïphong. 10.000	Juge d'instruction (3 ^e classe). 3.500
Lieutenant de juge à Bentré, Cantho, Chaudoc, Soctrang, Travinh, Bien-hoa . . 9.000	<i>Idem</i> 3.500
Juges de paix 10.000	Président de 3 ^e classe. 5.000
Juges suppléants. . . 7.000	Juge de 3 ^e classe. . . 3.000

Le juge du tribunal de Saïgon chargé des fonctions de magistrat instructeur est désigné par décret. Il a droit à un supplément de solde de 1200 francs.

Le traitement d'Europe des magistrats d'Indo-Chine est fixé à la moitié de leur traitement colonial non compris les indemnités de fonctions.

SECTION II

LA CRISE DU RECRUTEMENT. — LES RÉFORMES

Nous avons vu quelles étaient les conditions requises pour entrer dans la magistrature coloniale et particulièrement dans la magistrature indo-chinoise. Les conditions du recrutement actuel peuvent-elles donner des résultats satisfaisants. La magistrature

indo-chinoise est-elle à la hauteur de la tâche qui lui est dévolue. Oui, si nous considérons la culture juridique de nos magistrats coloniaux, mais cela est insuffisant dans un pays où la langue et les mœurs sont totalement différents des nôtres. Il ne suffit pas de connaître la loi française, il faut encore connaître la législation du pays où ces magistrats sont appelés à juger ; il faut nécessairement avoir une science assez précise des mœurs et de la langue. Nous ne devons pas oublier qu'ils ont à juger des indigènes suivant leur propre législation.

Il ne semble pas, nous le verrons, que le gouvernement ait eu une conscience assez nette de cette nécessité. Certes, un effort dans ce sens a été fait. Une section de l'Ecole coloniale prépare aux fonctions judiciaires. Le décret du 7 avril 1905 décide que les élèves de cette section sont admis après un concours spécial auquel ne peuvent prendre part que des licenciés en droit. Les élèves doivent concurremment avec le travail de l'école passer leurs examens de doctorat. Ils ne peuvent être brevetés sans ce grade. De plus ils doivent effectuer leur stage de deux ans au barreau. Ils sont astreints aux obligations de ce stage. Ils doivent, en outre, être attachés au parquet de la Cour de Paris ou à celui du tribunal de première instance, et il leur sera tenu compte dans le classement de la manière dont ils auront rempli leurs devoirs d'avocat stagiaire et d'attaché au par-

quet. Or, cette dernière fonction absorbe toutes les après-midi de 2 à 6 heures et parfois plus, qui ne sont pas prises par l'école. Les matinées de ces jeunes gens sont consacrées aux cours de l'Ecole et de la Faculté de Droit, aux conférences obligatoires du stage et des attachés du parquet. Il est facile dès lors de se rendre compte du travail énorme à fournir pendant deux ans. Aussi ce décret a-t-il donné des résultats médiocres, pour ne pas dire nuls.

La section créée a été divisée en deux branches : une africaine et une indo-chinoise. Cette dernière seule possède des élèves ou plutôt chaque année un élève. La première promotion en comprenait deux, l'un a démissionné, l'autre a été nommé en Indo-Chine, et les années suivantes un seul élève est venu affirmer l'existence de cette section de magistrature coloniale. Et pourtant son programme comporte l'étude de la langue annamite dont le gouvernement finit par reconnaître la connaissance si utile.

Cette tentative devait échouer fatalement : tout d'abord trop de travail était imposé aux élèves, ensuite et surtout les jeunes gens provenant de l'école ne sont pas les seuls candidats aux fonctions judiciaires de l'Indo-Chine. Une autre porte est ouverte par où peuvent entrer les personnes remplissant les conditions que nous avons énumérées précédemment. Dès lors pas d'hésitation ; un jeune homme sortant breveté de l'école n'est pas nommé à un

meilleur poste qu'un autre candidat non breveté ; dans ces conditions il est parfaitement inutile de passer par l'école, c'est ce que les candidats aux fonctions judiciaires indo-chinoises ont parfaitement compris.

Le recrutement par l'école coloniale est donc complètement nul. Et alors sont nommées des personnes ne connaissant pas un mot d'annamite pas plus que la législation, les mœurs et le pays même où ils doivent rendre la justice. Cette situation a vivement ému plusieurs parlementaires et M. Chailley-Bert, dans la séance du 16 novembre 1908, au moment de la discussion du budget des colonies s'est élevé contre ce procédé extraordinaire qui consiste à faire rendre justice par des magistrats ne connaissant que très mal leurs justiciables. Le problème de la connaissance de la langue n'est pas nouveau. « Depuis combien de temps les gouverneurs de nos colonies n'ont-ils pas pris à tâche d'obtenir de leurs fonctionnaires qu'ils apprennent la langue de leurs administrés ? On a dans ce but institué des primes en argent en Algérie en 1847, au Tonkin sous Paul Bert en 1886... Oh ! Je me rends compte qu'on se heurte à des difficultés considérables. Les uns tiendraient à ce que nous ne sommes pas de fameux linguistes. Mais c'est là un argument qui ne porte pas, les Anglais ne sont pas de meilleurs linguistes que nous et je puis vous affirmer *de auditu* qu'aux Indes il n'est pas un seul fonctionnaire anglais qui ne parle

la langue de la province à laquelle il a été attaché ; qu'il s'agisse, je le dis pour prévenir une objection, des provinces complètement indoues ou des provinces indo-chinoises dans lesquelles se parlent des langues aussi difficiles que celles de nos possessions... Quant à moi si j'étais en situation d'influencer l'opinion et l'administration je voudrais lui conseiller de prendre telles mesures qui imposeraient à nos fonctionnaires l'obligation d'apprendre la langue ; car les moyens les plus bénins et qui comportent une faculté, employés jusqu'ici, n'ont donné que des résultats dérisoires. Une prime ici de 500 francs, là de 200,400 roupies les sollicite à apprendre la langue, il faut les y contraindre. Il ne se peut pas qu'il dépende d'eux de vouloir ou de ne pas vouloir, si l'on considère que l'utilité à retirer d'un fonctionnaire est plus que doublée dès qu'il sait la langue du pays qu'il administre.

« Selon moi, tous en ont besoin, non seulement les administrateurs civils et les magistrats, mais les instituteurs, professeurs et agents des services techniques. Je reconnais toutefois que cela est plus indispensable aux agents des services civils et aux magistrats. » M. Chailley-Bert donne une statistique fort édifiante sur les connaissances linguistiques de nos magistrats indo-chinois. Sur 100 magistrats il en est 3 qui possèdent la langue du pays ; sur 75 greffiers ou commis-greffiers 3 également. Il est cependant indispensable que les fonctionnaires parlent la

langue de leurs administrés. L'Angleterre a fort bien compris l'importance de cette question. Les jeunes fonctionnaires des services civils sont envoyés aux Indes à vingt-deux ou vingt-quatre ans, ils n'y occupent pas immédiatement de poste effectif. On les attache d'une façon assez lâche au service judiciaire et on leur enjoint d'employer la liberté dont ils jouissent à apprendre la langue du pays. Ils ont à passer dans cette langue un premier examen, puis un second et c'est seulement quand il y ont satisfait qu'ils peuvent prétendre à entrer et à avancer dans l'administration. Si au bout de trois ans ils ne passent ni le premier examen, ni le second, quelles que soient les difficultés du concours, si remarquable d'ailleurs par lequel ils se sont qualifiés pour servir dans les Indes ils sont purement et simplement licenciés.

Un système analogue à celui fonctionnant aux Indes est nécessaire pour nos colonies, et en particulier pour l'Indo-Chine. Le besoin s'en fait sentir surtout en Cochinchine, où nos magistrats tranchent non seulement des litiges où seuls les Européens sont en cause, mais encore ceux où sont parties les indigènes. Dans le reste de l'Indo-Chine les juges français ont à statuer sur les litiges entre Européens et indigènes. Dans ces pays fonctionne en effet la justice indigène.

Il faut donc remédier à l'état de chose actuel et pour cela tout d'abord rattacher la magistrature coloniale à la magistrature métropolitaine en la pla-

çant, elle aussi, sous les ordres du ministre de la Justice. Les magistrats métropolitains possèdent un statut depuis le décret Briand, l'entrée dans la magistrature métropolitaine a lieu maintenant à la suite d'un examen professionnel. Les magistrats algériens doivent justifier de connaissances précises sur la législation algérienne, le droit musulman et les coutumes indigènes. Il est vraisemblable que prochainement, ils seront astreints à connaître l'arabe. Les magistrats coloniaux et spécialement les magistrats indo-chinois devraient être régis par des règles analogues.

Un examen professionnel devrait seul permettre l'accès de la magistrature coloniale, mais non un examen portant sur les connaissances juridiques, les candidats étant tous licenciés et même docteurs en droit, mais seulement sur la législation indigène, les coutumes, les mœurs et la langue. Il y aurait un examen spécial pour chaque groupe de colonies en raison de la diversité des législations indigènes, mœurs et langues.

L'entrée dans la magistrature indo-chinoise ferait à ce point de vue l'objet d'un examen qui serait passé par des jeunes gens ayant étudié les matières spéciales qui y seraient demandées, soit dans le pays, soit à l'Ecole des langues orientales, soit à l'Ecole coloniale. Il n'est pas nécessaire de créer une école de magistrats coloniaux.

Il suffirait pour pouvoir être admis à passer cet examen de justifier des conditions d'âge (vingt-cinq ans), de deux ans d'inscription dans un barreau ou de deux ans passés dans une étude d'avoué, et de la licence en droit. De cette manière, il serait possible d'avoir des candidats sérieux sans les astreindre au travail pénible qui les attend à l'école coloniale où ils doivent faire trop de choses à la fois pour en profiter utilement. Le stage dans un parquet, utile pour un futur magistrat métropolitain, ne semble pas nécessaire à un futur magistrat colonial. Un minimum restreint de connaissances est appris dans les parquets de tribunaux de première instance. Les affaires sans grande importance sont traitées par les attachés ; leurs attributions se bornent en général à l'instruction des réhabilitations, des grâces, dispense d'alliance, restitutions, etc., qui constituent plutôt un travail mécanique. Cependant au parquet de la Seine les attachés s'occupent d'affaires un peu plus importantes qui, en raison de leur grand nombre, donnent des connaissances utiles (escroquerie, abus de confiance, faux, coups et blessures). Les candidats magistrats coloniaux pourraient passer par le parquet de la Seine, mais par lui seulement, pour leur instruction personnelle, sans qu'il en soit fait état dans les conditions d'examen.

Cet examen institué il faut trouver les candidats et les attirer. Lorsque l'examen pour la magistra-

ture métropolitaine fut institué, il y a eu très peu de candidats et à l'heure actuelle le recrutement des magistrats se fait très péniblement. Mais cette crise semble être sur le point de prendre fin, le projet de loi sur la rétribution des suppléants semblant devoir amener de nombreux candidats. Il faut donc aussi attirer les jeunes gens vers la magistrature coloniale. Il est inutile de relever leurs traitements qui sont déjà beaux : les juges suppléants sont tous rétribués très suffisamment.

Il faut chercher dans une autre voie : Accorder aux magistrats coloniaux le droit à la retraite à vingt-cinq ans de service et cinquante-cinq ans d'âge au moins, donner l'inamovibilité aux juges avec une limite d'âge à soixante ans. Avec ce système, s'ils se sentent fatigués par la vie coloniale, par le climat, ils peuvent à cinquante-cinq ans se retirer et se reposer ; sinon continuant leurs fonctions jusqu'à soixante ans ils peuvent à cet âge jouir encore de la retraite qui leur est donnée alors qu'ils sont encore actifs.

Enfin il nous semble absolument nécessaire de leur accorder le droit de rentrer après quinze ans de service aux colonies, dans la magistrature métropolitaine avec un grade correspondant, tel que le règle le décret sur la parité d'office. Le retour certain en France est le désir du plus grand nombre de magistrats coloniaux.

Avec le système actuel beaucoup ne peuvent arriver à être nommés dans la magistrature métropolitaine et d'autres n'arrivent à ce but qu'en faisant d'énormes sacrifices de carrière.

En donnant à nos magistrats coloniaux la retraite de bonne heure pour ceux qui, fatigués, veulent se retirer et le droit de passer avec un grade équivalent dans la magistrature métropolitaine pour ceux qui désirent continuer leur carrière en France, le recrutement se fera facilement et le gouvernement français aura dans ses colonies d'excellents magistrats versés dans la science juridique, connaissant parfaitement les mœurs, la législation spéciale et surtout la langue du pays. Ils ne seront plus à la merci de leurs interprètes. Ce système présente, il nous semble, la solution qui paraît devoir donner le meilleur résultat. Nous aurons alors de véritables magistrats coloniaux.

Il nous reste à dire quelques mots des juges et des juridictions indigènes. Nous avons vu la dualité de système établie en Indo-Chine. Pour la Cochinchine les tribunaux français sont seuls compétents tant en matière indigène qu'en matière française. Dans les autres pays les juridictions indigènes ont été conservées. Elles sont l'objet de vives critiques. M. Chailley-Bert ne les leur ménage pas : « Elle — la justice indigène — est à la fois mal recrutée et peu surveillée. » Nous avons, en effet, aux colonies de mé-

diocres magistrats indigènes, on n'a pris, aucun soin pour assurer convenablement leur recrutement et leur préparation. « Des magistrats indigènes ! Vous pourriez en avoir d'excellents. Ceux qui ont approché par exemple les indigènes de notre Indo-Chine sont bien éloignés de les considérer comme les représentants d'une race inférieure, ce sont des gens extrêmement intelligents, à l'esprit subtil et capables de faire d'admirables jurisconsultes si l'on voulait se donner la peine de les instruire... Je dis que notre justice indigène est médiocre. Il nous appartient de former de meilleurs magistrats indigènes par des études imposées par des diplômes exigés. C'est ce que l'on a fait déjà non pas dans cette partie des colonies qui dépend de nous ; mais en Algérie, il y a quelques années, il y avait un diplôme d'études algériennes. J'ai eu l'occasion pendant le cours de la présente année de me rendre compte de ce qu'il est : il a une valeur. On ne l'exige encore que des juges de paix et non des magistrats. C'est un tort déjà, c'est un bienfait pour l'Algérie. Que n'a-t-on aussi exigé des juges de paix qu'ils sussent la langue du pays !

« Dans son admirable rapport de 1892, Burdeau avait constaté que sur plus de 100 juges de paix algériens il n'y en avait que 3 qui savaient l'arabe. Quinze ans plus tard, après les recommandations des rapporteurs et des gouverneurs généraux, il y a

eu un progrès ; l'an dernier il y en avait 5. C'est qu'on ne leur en avait pas imposé l'obligation encore, on leur en avait laissé la faculté. On s'est montré plus sévère pour la connaissance de certaines lois particulières, on a créé et imposé un diplôme d'études législatives algériennes ; c'est un diplôme du même ordre que vous devriez créer pour nos magistrats indigènes des diverses colonies (1). »

Avec le système préconisé par M. Chailley-Bert, qui permettra de relever le niveau des juges indigènes, il sera possible d'avoir une institution judiciaire indigène sérieuse. Les juridictions indigènes rendent, en effet, de grands services dans les pays où elles existent encore. Ce fut peut-être un tort de les supprimer en Cochinchine. Nous étions en 1881 dans une période d'assimilation à outrance. Mais nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de revenir sur cette mesure. Ce qui est fait est fait. Les indigènes sont habitués à nos juges, pourquoi leur en donner de nouveaux, puisqu'il est constaté que les juges indigènes ne sont pas actuellement à un niveau assez relevé. En réformant, comme nous l'avons indiqué, le recrutement des magistrats français, la Cochinchine aura des juges excellents connaissant les coutumes et la langue du pays. Le gros grief fait aux juridictions françaises compétentes en matière indigène tombera de lui-même. Nous croyons donc que le

1. *Journal officiel* du 17 novembre 1908.

statu quo doit être maintenu puisque l'assimilation a été faite. Pour les autres pays il y a également intérêt à laisser les choses en état en s'efforçant de les améliorer par un meilleur recrutement des magistrats indigènes. Il importe de laisser dans ces pays des juges qui entendent très bien la langue des indigènes, qui comprennent leur mentalité et n'ignorent rien des coutumes locales qu'ils doivent appliquer.

Dans son rapport sur le budget des colonies de 1909, M. Messimy conclut en ces termes après avoir préconisé le rétablissement des juridictions indigènes en Cochinchine : « La réforme du service judiciaire en Indo-Chine est urgente, mais c'est dans le sens d'un recul des méthodes d'assimilation qu'elle doit se faire et d'une consolidation définitive de la justice indigène renforcée et dûment organisée, régularisée par la codification de la coutume et placée sous une surveillance permettant de s'assurer de la moralité des juges annamites. » Nous trouvons cette solution trop radicale. Le rétablissement des juridictions indigènes pourrait avoir de mauvais effets en Cochinchine. Les indigènes sont habitués à nos juridictions, il est inutile de les changer brusquement de système. Comme nous l'avons déjà dit, le gros inconvénient du régime actuel est l'ignorance de la part des magistrats français de la langue et des coutumes indigènes. Mais ce point peut-être réformé.

Peu importe la nationalité des juges ; qu'ils soient français ou indigènes cela a bien peu de poids, il est seulement nécessaire d'avoir des magistrats capables et aptes à juger des indigènes par une connaissance approfondie des mœurs, des coutumes et de la langue. Un Français pourra être un meilleur juge qu'un indigène et il pourra faire plus pour la France.

Lorsque la grave lacune que nous avons signalée sera comblée, il n'y aura plus de critiques sérieuses à faire à ce système.

Pour les autres pays nous préconisons le maintien du *statu quo* en donnant plus de garanties aux justiciables par un choix meilleur des magistrats indigènes. Ces pays sont depuis moins longtemps sous notre domination, ils sont moins peuplés d'Européens et surtout les indigènes sont habitués à leurs juridictions. Il ne faut pas les mécontenter en les leur enlevant, surtout actuellement après les troubles qui viennent d'agiter le Tonkin, démontrant que l'assimilation a une limite chez des peuples qui ont conscience d'eux-mêmes.

Mais il n'y a point que ces considérations à envisager. Il y a une question de loyauté pour la France à ne pas toucher aux juridictions indigènes. Les pays où elles existent sont placés sous notre protectorat. Pourquoi détruire les traités ? Ce protectorat ne nous invite-t-il pas à les protéger et à les surveiller plutôt qu'à les combattre pour en chercher la suppression ?

APPENDICE

Les auxiliaires de la justice

§ 1. — *Les avocats défenseurs*

Lorsque le gouvernement organisa la justice française en Indo-Chine, il prévint la création de défenseurs et donna pleins pouvoirs au gouverneur général pour organiser leur corps (art. 27 décret du 25 juillet 1864). Nous ne reprendrons pas les nombreux décrets qui ont réglementé en Indo-Chine la profession d'avocats défenseurs. Nous nous bornerons à exposer l'organisation actuelle des barreaux d'Indo-Chine.

Les avocats défenseurs sont actuellement régis par le décret du 5 novembre 1838. Ils ont seuls qualité pour plaider et conclure en toute matière devant la Cour et les tribunaux et pour faire et signer tous les actes nécessaires à l'instruction des causes civiles et commerciales et à l'exécution des jugements et arrêts. Les avocats défenseurs sont donc à la fois avocats et avoués. Leur ministère n'est pas absolument obligatoire, toute partie peut plaider et postuler pour

elle-même ou pour certaines personnes énumérées limitativement par l'article 1 (parents, cohéritiers, coassociés). Lorsqu'il s'agit d'affaires de la compétence des juges de paix les parties se présentent en personne mais il leur est loisible de se faire assister ou représenter par un mandataire mais seulement en vertu d'une autorisation spéciale du juge.

Le nombre des avocats défenseurs est limité par le gouverneur général suivant les besoins du service. Leur nombre est actuellement de 14 pour la Cochinchine. Il est nécessaire pour pouvoir être inscrit au tableau et exercer :

1^o D'être âgé de vingt-cinq ans à moins de dispense d'âge ;

2^o D'être Français ou naturalisé ;

3^o D'être licencié en droit ;

4^o D'avoir été inscrit pendant deux ans au barreau de France ou des colonies ou d'avoir rempli pendant deux ans des fonctions judiciaires ou de justifier de deux ans de cléricature postérieurement à l'obtention du diplôme de licence en droit ;

5^o Justifier de sa moralité ;

6^o Justifier enfin du versement à la Caisse des dépôts et consignations d'une somme de 2.000 francs à titre de cautionnement.

Les avocats défenseurs en cas d'absence ou d'empêchement peuvent se faire remplacer par un secrétaire remplissant les conditions énumérées et agréé.

Les tribunaux peuvent leur infliger des peines si à l'audience ils s'écartent du respect dû à la loi et à la justice. Ces peines disciplinaires ne sont pas un obstacle aux poursuites devant les tribunaux de répression s'il y a lieu. Il est interdit aux avocats défenseurs de se rendre, directement ou indirectement adjudicataires de biens meubles ou immeubles dont ils sont chargés de poursuivre la vente, de se rendre cessionnaires de tous droits litigieux, de faire avec leurs parties des conventions aléatoires ou autres subordonnées à l'événement du procès ; de s'associer entre eux pour l'exploitation de leurs offices ou de prêter leur nom pour des actes de postulation illécite.

La profession d'avocat-défenseur est incompatible avec toute autre profession et toute espèce de négoce.

Le 6 mars 1898 par décret fut prescrite la création d'une Chambre de discipline des avocats-défenseurs se composant d'un président et de deux membres pris parmi ces derniers et nommés par eux. Cette Chambre prononce par voie de décision lorsqu'il s'agit de police et de discipline intérieure et sous forme de simple avis dans les autres cas. Les décrets qui régissaient la profession d'avocats-défenseurs avaient jusqu'à présent laissé au procureur général la haute main en matière de discipline. Ces règles exceptionnelles étaient alors justifiées par la situation particulière d'une colonie en voie d'organisation, mais

n'avaient plus leur raison d'être maintenant, aussi le décret du 6 mai 1898 va-t-il rapprocher davantage les règles de la profession d'avocat-défenseur de celles en vigueur dans la Métropole. La Chambre de discipline maintient la discipline intérieure du corps. Elle donne son avis lorsqu'elle est consultée par le procureur général. Elle représente les avocats-défenseurs collectivement sous le rapport de leurs intérêts communs. Elle les surveille et prononce l'avertissement, le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande. Pour les peines plus graves : la suspension, le remplacement, la destitution, elle émet un avis motivé auquel le procureur général lui donne la suite qu'il juge nécessaire.

Le tarif des honoraires des avocats-défenseurs en Cochinchine est établi par le décret du 11 septembre 1889.

Un barreau fut créé au Tonkin par l'arrêté du gouverneur général du 30 novembre 1893. Ce sont des règles analogues à celles qui viennent d'être analysées pour la Cochinchine. La discipline des avocats-défenseurs du Tonkin est entre les mains du procureur général. Ces avocats ont seulement le droit de plaider devant les tribunaux français du Tonkin, le contentieux, administratif et le conseil de guerre. « Toute intervention autre... est contraire aux décrets et règlements obligatoires dans la colonie (circulaire du 9 octobre 1899). » Il leur est donc for-

mellement interdit de paraître devant les tribunaux indigènes. Leur nombre est fixé à onze (arrêté du 26 juin 1900) et les dispositions du décret du 13 septembre 1889 relatives à leurs honoraires d'avocats-défenseurs en Cochinchine leur furent appliquées par l'arrêté du 5 février 1901.

Le 27 octobre 1903 un arrêté du gouverneur général organise le barreau du Cambodge. Il se compose de trois avocats défenseurs qui ont seuls qualité pour plaider et conclure en toute matière devant les tribunaux français du protectorat sans préjudice du droit des parties de présenter elles-mêmes leur défense. Ils peuvent en outre avec autorisation spéciale du président plaider une affaire déterminée devant la Cour d'appel de Saïgon et les tribunaux de la Cochinchine.

Le procureur général conserve la haute main sur la discipline du corps. Cette mesure, qui se comprend fort bien pour le barreau du Cambodge en raison du petit nombre de ses membres, est difficile à admettre pour celui du Tonkin qui comprend presque autant d'avocats défenseurs que le barreau de Cochinchine.

§ 2. — *Les commis-greffiers*

Lorsque des tribunaux français furent créés, il fut institué pour aider les greffiers dans leurs travaux

un corps de commis-greffiers propres à la Cochinchine et un autre spécial au Tonkin. Ces corps furent remaniés et réorganisés par le décret du 5 mars 1901 qui crée un cadre unique de commis-greffiers du service judiciaire en Indo-Chine. Le décret du 21 février 1905 en compléta l'organisation et régla la situation des greffiers.

Le greffier de la Cour d'appel, des tribunaux de première instance et de paix d'Indo-Chine sont nommés par décret. Le greffier en chef de la Cour est choisi exclusivement (décret du 27 février 1906) parmi les greffiers de tribunaux d'Indo-Chine. Il doit avoir vingt-sept ans. Les autres sont choisis parmi les commis-greffiers du cadre de l'Indo-Chine ayant au moins deux ans de service (décret du 27 février 1906). Ils doivent être âgés d'au moins vingt-cinq ans.

Le cadre des commis-greffiers se compose de sept commis greffiers principaux, de 10 commis de 1^{re} classe, de 12 de 2^e et de 25 de 3^e. Il existe en outre 10 commis auxiliaires qui doivent pour être nommés commis de 3^e classe avoir passé l'examen professionnel fixé par les arrêtés des 9 et 11 décembre 1893.

Le personnel des greffiers et commis-greffiers est passible de la réprimande, du blâme, de la suspension prononcée par le procureur général, de la rétrogradation et de la révocation prononcées par le gouverneur général pour les commis-greffiers et par

décret pour les greffiers. Ces fonctionnaires prêtent serment avant d'entrer en service. Leurs traitements sont ainsi fixés.

Greffier en chef de la cour	12.000	Greffier en chef du trib. de la Seine..	6.000
Greffier du tribunal de Saïgon	7.000	} Commis greffiers de la cour de Paris..	5.000
Greffier du tribunal de Mytho, Vinh-loug, Hanoï Hai-phong.....	7.000		
Greffiers des autres tribunaux.....	6.500		
Greffiers des justices de paix	6.200	} Commis greffier du trib. de la Seine..	4.000
Commis greffier principal.....	7.000		
Commis greffier de 1 ^{re} classe.....	6.000	Commis greffier d'un trib. de 1 ^{re} classe..	3.000
Commis greffier de 2 ^e classe.....	5.000	Commis greffier d'un trib. de 2 ^e classe..	2.500
Commis greffier de 3 ^e classe.....	4.000	Commis greffier d'un trib. de 3 ^e classe..	2.000

§ 3. — Des Commissaires-priseurs

Leur corps fut organisé par l'arrêté du 14 Juillet 1865 approuvé par une dépêche ministérielle du 5 décembre 1865.

Il est nécessaire pour être admis aux fonctions de commissaire-priseur d'être Français ou domicilié dans la colonie depuis plus d'un an, d'avoir vingt-cinq ans et de justifier de sa moralité. Ces commis-

saïres-priseurs procèdent exclusivement aux prisées et à la vente publique aux enchères de tous biens meubles et marchandises neuves ou d'occasion à l'exception des droits mobiliers incorporels dont la vente s'effectue par ministère de notaire. Ces ventes sont faites au comptant et le commissaire-priseur est responsable de la réalisation immédiate du prix à moins qu'il n'y ait terme accordé ou consenti par les propriétaires des objets vendus.

Il est interdit aux commissaires-priseurs sous peine de destitution de traiter directement ou indirectement pour la cession, transmission ou exploitation en commun du titre ou de la clientèle de commissaire-priseur.

Il leur est interdit de se rendre adjudicataires directement ou indirectement des objets qu'ils sont chargés de priser et de vendre.

Ces officiers publics sont placés sous la surveillance du procureur général qui leur fait les avertissements et injonctions qu'il juge nécessaires. La révocation et la suspension sont prononcées par le gouverneur général.

Un arrêté en date du 29 janvier 1899 limita à deux le nombre des commissaires-priseurs et décida qu'ils seraient nommés par le gouverneur général. Il fut créé à la même époque une bourse commune alimentée par le versement des remises proportionnelles allouées sur chaque vente à ces offi-

ciers ministériels et perçues par eux. Les fonds de cette bourse sont affectés à la garantie du paiement des deniers produits par les ventes. Un cautionnement est exigé des commissaires-priseurs par l'arrêté du 30 mai 1902. Il est affecté à la garantie des condamnations individuelles prononcées contre eux par suite de l'exercice de leurs fonctions. Le cautionnement est fixé à 10.000 francs.

Le 12 mai 1886 fut créé au Tonkin un emploi de commissaire-priseur à Hanoï et un autre à Haïphong. Un arrêté du 10 janvier 1891 supprima dans ces deux villes les charges de commissaires-priseurs et confia leurs fonctions aux huissiers.

§ 4. — *Les Huissiers*

L'arrêté du 29 janvier 1883 réorganisa le service des huissiers. Il est créé trois emplois d'huissiers par la cour d'appel et les tribunaux de Saïgon. Ils sont nommés par le gouverneur général et doivent être Français, avoir vingt-cinq ans et jouir de leurs droits civils et politiques. Ils sont au préalable soumis à un examen public sur les actes de leur ministère et sur la procédure usitée dans la colonie. Ils doivent également justifier de leurs connaissances dans la langue annamite. Ces huissiers assujettis au serment et au cautionnement résident à Saïgon. Ils sont chargés des citations, notifications et significations

requis pour l'instruction des procès ainsi que de tous les actes et exploits nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, jugements, arrêts dans tout le ressort du tribunal de Saïgon. Pour les affaires criminelles le procureur général pourra les autoriser à se transporter dans les divers arrondissements judiciaires du ressort de la Cour d'appel. Il leur est défendu de faire actes du ministère des défenseurs et de postuler. Ils font le service des audiences à tour de rôle. Le président et le procureur de la République peuvent les rappeler à l'ordre et les réprimander ainsi que le procureur général et les présidents de la cour d'appel. Leur suspension ou révocation hors les cas où elle est prononcée par le tribunal correctionnel sont faites par le gouverneur en conseil privé sur avis de la Cour.

Il leur est interdit d'instrumenter lorsqu'il s'agit d'affaires entre indigènes ou Asiatiques soumis à la loi annamite. Seul le greffier du tribunal de Saïgon et les autorités municipales ont qualité pour cela (arrêté du 10 décembre 1888). Dans l'intérieur de la Cochinchine un fonctionnaire ou un agent de l'administration est chargé de procéder concurremment avec les huissiers assermentés près le tribunal de Saïgon aux notifications qu'il y a lieu de faire (30 décembre 1895 et 8 septembre 1896). Ce seront en fait la plupart du temps des chefs de brigade de gendarmerie qui feront fonctions d'huissiers. Le traitement des

huissiers à Saïgon est fixé à 5000 francs et à 8000 francs pour ceux qui ont plus de quinze ans de fonctions dans la colonie.

Un corps d'huissiers fut créé près les tribunaux du Tonkin le 11 décembre 1888. Il fut d'abord recruté parmi les agents de la force publique. L'arrêté du 10 janvier 1891, qui leur confie les attributions des commissaires-priseurs, décide qu'ils seront recrutés comme en Cochinchine. Lorsque fut créé à Tourane une justice de paix à compétence étendue le chef de la brigade de gendarmerie fut chargé des fonctions d'huissier (arrêté du 22 juin 1899). Il reçoit une indemnité mensuelle de 10 piastres et les émoluments et honoraires afférents aux actes de son ministère sont perçus au profit du protectorat.

Un emploi d'huissier fut créé le 23 avril 1900 près le tribunal de Pnom-Penh. Il est régi par les arrêtés sous lesquels se trouvent placés ses collègues de Cochinchine.

§ 5. — *Les Interprètes*

Un corps d'interprètes, ou, pour être plus exact, des expéditionnaires interprètes indigènes des Cours et tribunaux de la Cochinchine, fut créé par arrêté du gouverneur en date du 30 janvier 1882.

Ils sont chargés d'interpréter, traduire et expédier.

Ce personnel est placé sous l'autorité du procureur général.

Ces fonctionnaires demeurent constamment à la disposition de la justice et ils ont seuls qualité dans le ressort des tribunaux français pour faire et certifier la traduction en matière de notification, en matière criminelle et correctionnelle, et généralement pour faire tous les actes du ministère des interprètes, ordonnés par la justice.

Ce corps fut réorganisé par un arrêté en date du 23 janvier 1901 qui en étendit les fonctions à l'Indo-Chine. Il comprend des interprètes principaux, titulaires, auxiliaires des élèves interprètes et des lettrés. Les candidats doivent justifier d'une connaissance suffisante de la langue française pour interpréter et traduire aux audiences, dans les bureaux des diverses juridictions du ressort de la Cour d'appel. Ils sont nommés par le procureur général et ont le monopole absolu des traductions d'actes devant être produits en justice. Ces traductions font foi en justice sauf vérification par les tribunaux.

Un cadre d'interprètes européens du service judiciaire d'Indo-Chine fut créé le 4 février 1902. Il remplit les mêmes attributions que les interprètes indigènes.

§ 6. — *Les notaires*

C'est par l'arrêté du 16 mai 1867, approuvé par la

dépêche ministérielle du 14 mars 1868, que furent réglementées les fonctions de notaire. Dans la circonscription comprenant Saïgon et les Huyens de Tan-long, de Bing-duong, et de Binh-long le greffier remplit cet office et en dehors de cette circonscription le premier inspecteur des affaires étrangères est compétent.

Le décret du 22 septembre 1869 sépara les fonctions de notaire de celles de greffier et dans le ressort des tribunaux de Cochinchine ces fonctions sont désormais exercées par des officiers ministériels nommés par le ministre des Colonies. En vue de l'application de ce décret le gouverneur prit un arrêté le 7 juin 1870 réglementant le notariat dans le ressort des tribunaux français de la Cochinchine.

Le nombre des notaires est de trois dans ce ressort. Ils sont astreints à un cautionnement de 21.000 francs pour ceux résidant à Saïgon et de 11.000 francs pour ceux résidant hors de Saïgon. Pour être admis notaire, il faut être Français, avoir satisfait à la loi militaire, avoir vingt-cinq ans et avoir fait un stage de six ans dont un au moins de premier clerc dans une étude de France ou des colonies

Le procureur général a la haute main sur la discipline des notaires et propose au ministre la suspension, le remplacement et la révocation.

En dehors du ressort du tribunal de Saïgon les greffiers remplissent les fonctions des notaires.

En Annam-Tonkin les greffiers des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong sont également notaires. L'arrêté du 11 février 1889 réglemente leurs fonctions sur ce point.

Au Cambodge nous trouvons un greffier notaire à Pnom-Penh. Dans les régions éloignées de ces deux pays où il n'existe ni tribunaux ni justice de paix à compétence étendue, un fonctionnaire désigné par le gouverneur général fait fonction de notaire.

§ 7. — *La police judiciaire*

C'est par l'arrêté du 23 janvier 1888 que se trouve réorganisée la police judiciaire en Cochinchine. Elle est exercée dans toute l'étendue de la colonie par le secrétaire général du gouvernement de la Cochinchine et le procureur général sous les ordres du lieutenant gouverneur. Le commissaire central de police exerce dans le ressort des tribunaux français les fonctions d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République sous les ordres duquel il se trouve. Le commissaire central et les commissaires de police peuvent agir quand cela est nécessaire dans tous les arrondissements de la colonie. Les arrêtés des 26 décembre 1889 et 8 novembre 1893 viennent compléter la police judiciaire en prescrivant aux autorités indigènes de prévenir le procureur de la République et l'administrateur toutes les fois que la

connaissance d'un délit leur sera parvenue. Les administrateurs exercent également les attributions spécifiées à l'article 10 du Code d'instruction criminelle. Ils sont tenus de déférer à toute réquisition de la justice et d'informer le parquet de leur arrondissement de tous les crimes et délits qui parviennent à leur connaissance. Pour faciliter la tâche de l'officier de police judiciaire, le décret du 5 mai 1901 décide que les officiers et sous-officiers de gendarmerie seront en Indo-Chine officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République. Cette mesure fut complétée par le décret du 27 avril 1902, décidant que les inspecteurs et les gardes principaux européens de la garde indigène rendraient les mêmes offices.

Un arrêté en date du 20 décembre 1901 vint à son tour, dans des termes analogues à celui réglementant la police judiciaire de la Cochinchine, la réorganiser au Tonkin. Le commissaire central de Saïgon a sous ses ordres un certain nombre de commissaires de police qui sont également officiers de police judiciaire.

La police judiciaire fut réorganisée au Cambodge par l'arrêté du 27 janvier 1903.

Vu le Président de la thèse

LESEUR

Vu le Doyen
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

PÉRIODIQUES

Journal officiel.

Bulletin des Lois.

Bulletin officiel de la Marine.

Bulletin officiel du Ministère des Colonies.

Bulletin officiel de la Cochinchine.

Bulletin officiel de l'Annam-Tonkin.

Bulletin officiel du Cambodge (année 1884).

Bulletin officiel de l'Indo-Chine.

Questions diplomatiques et coloniales.

Quinzaine coloniale.

OUVRAGES

Adhémar Leclerc. — Recherches sur la législation criminelle
et la procédure des Cambodgiens.

Aymonier. — Le Cambodge, 1900.

Barbaneau. — Etude sur l'organisation judiciaire en Indo-
Chine, 1906.

- Cheneau.* — Du protectorat français en Annam, au Tonkin et au Cambodge, 1904.
- Dislere.* — Traité de législation coloniale.
- Gauter.* — Législation en Annam et au Tonkin, 1895.
- Gosselin.* — Le Laos, 1900.
- Hippeau.* — Histoire diplomatique de la troisième République (1870-1889), 1889.
- Leseur.* — Cours de doctorat, 1906-1907.
- Luro.* — Le pays d'Annam.
- Marty.* — Répertoire analytique de législation et de réglementation de la Cochinchine et du Cambodge.
- Michel.* — Code judiciaire de l'Indo-Chine.
- Moura.* — Le Cambodge, t. I.
- Pidancet.* — Le gouvernement général de l'Indo-Chine, 1904.
- Salaün.* — L'Indo-Chine.
- Vernier de Bijano.* — Condition juridique et politique des indigènes dans les possessions coloniales, 1905.
- Rapport général sur l'Exposition Universelle de 1900.
- Les Colonies françaises au début du xx^e siècle (cinq ans de progrès), 1900-1905, t. III.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

La Cochinchine

CHAPITRE I. — L'établissement de la justice française en Cochinchine. — La période intermédiaire, de notre entrée en Cochinchine au décret du 25 juillet 1864.....	9
CHAPITRE II. — Les deux justices. — La justice indi- gène et la justice française du 25 juillet 1864 au 3 avril 1880.....	17
SECTION I. — Le sénatus-consulte du 3 mai 1854.....	17
SECTION II. — La justice française.....	19
§ 1. — Le décret du 25 juillet 1864.....	19
§ 2. — Du traitement et de la parité d'office des magistrats.....	29
§ 3. — Du costume des magistrats.....	30
§ 4. — La mise en application du décret de 1864...	32
§ 5. — Création de la Cour d'appel de Saïgon.....	36
§ 6. — Développement des institutions judiciaires.	40
Ordonneau	17

	Pages
§ 7. — Création de la justice de paix de Saïgon....	41
§ 8. — Le pourvoi en cassation (décret du 25 juin 1879).....	44
§ 9. — Les vicissitudes du tribunal de commerce.	46
<i>Section III.</i> — La justice indigène et son adaptation à notre établissement en Cochinchine.....	51
CHAPITRE III. — L'assimilation des deux justices et l'évolution de l'organisation de la justice française. — Les tâtonnements.....	67
§ 1. — La Cour d'appel de Saïgon reçoit les appels des juridictions indigènes.....	67
§ 2. — Le décret de 1881. — La justice de paix de Saïgon et les juridictions de première instance depuis ce décret.....	72
§ 3. — La Cour d'appel de Saïgon.....	88
§ 4. — Des Cours criminelles.....	93
§ 5. — Du ministère public.....	97
CHAPITRE IV. — L'organisation actuelle.....	105
<i>Section I.</i> — De la législation applicable aux indigènes en Cochinchine.....	105
<i>Section II.</i> — Les tribunaux.....	109
§ 1. — La justice de paix de Saïgon.....	111
§ 2. — La justice de paix à compétence étendue....	112
§ 3. — Les tribunaux de première instance.....	116
§ 4. — Le tribunal de commerce mixte de Saïgon.	119
§ 5. — La procédure devant la juridiction de première instance.....	121

	Pages
§ 6. — La Cour d'appel d'Indo-Chine.....	123
§ 7. — Les Cours criminelles et leur procédure....	130
§ 8. — Du ministère public.....	137

DEUXIÈME PARTIE

Les Pays de Protectorat

CHAPITRE I. — L'Annam-Tonkin.....	143
§ 1. — Le régime des traités de 1874.....	143
§ 2. — Les traités de 1883-1884.....	148
§ 3. — L'organisation du protectorat.....	150
§ 4. — Création des tribunaux d'Hanoï et d'Haï-phong. — La Cour criminelle du Tonkin.....	155
§ 5. — Extension de la compétence des juridictions françaises.....	160
§ 6. — Création de la Cour d'Hanoï.....	166
§ 7. — Modifications apportées aux Cours criminelles du Tonkin. — L'indigénat. — Les tribunaux mixtes du Tonkin.....	170
§ 8. — La justice en Annam, création d'une justice de paix à compétence étendue à Tourane...	174
§ 9. — La justice indigène actuelle.....	176
§ 10. — La justice française actuelle.....	179
CHAPITRE II. — Le Cambodge.....	183
§ 1. — Les préliminaires de l'organisation judiciaire au Cambodge. — Le régime institué par les traités.....	183

	Pages
§ 2. — Les juridictions indigènes avant notre éta- blissement.....	186
§ 3. — Les ordonnances de 1873 et de 1877.....	188
§ 4. — La justice indigène et les tribunaux mixtes.	189
§ 5. — Les juridictions françaises.....	197
CHAPITRE III. — Le Laos.....	204
CHAPITRE IV. — Le territoire de Quang-Tcheou-Ouan.	215

TROISIÈME PARTIE

La Magistrature. — Les Réformes

<i>Section I.</i> — Nomination, avancement, discipline, cos- tume, traitements.....	221
<i>Section II.</i> — La crise du recrutement. — Les réfor- mes.....	229

APPENDICE

Les Auxiliaires de la Justice

§ 1. — Les avocats-défenseurs	243
§ 2. — Les commis-greffiers.....	247
§ 3. — Les commissaires-priseurs.....	249
§ 4. — Les huissiers.....	251
§ 5. — Les interprètes.....	253
§ 6. — Les notaires.....	254
§ 7. — La police judiciaire.....	256
BIBLIOGRAPHIE.....	259

